



# LES ESPRITS ANIMAUX ET L'ÉCONOMIE

Prévisions à l'exportation

Automne 2011

[1.0 Sommaire](#)[2.0 Prévisions régionales](#)[3.0 Prévisions sectorielles](#)[4.0 Prévisions provinciales](#)[5.0 Annexe](#)

## Services économiques d'EDC

Peter Hall, Vice-président et économiste en chef

Tina Drew, Administratrice



### Centre de renseignements économiques et politiques

Stuart Bergman  
John Bitzan  
Jérôme Bourque  
Hendrik Brakel  
Susanna Campagna  
Catherine Couture  
Nadia Frazzoni  
Andrea Gardella

Barbara Grinfeld  
Salim Hammad  
Lindsey MacRae  
Indika Joy Rankothge  
Jorge Andres Rave  
Richard Schuster  
Geoff Stone  
Peter Whelan

1.0 Sommaire

2.0 Prévisions régionales

3.0 Prévisions sectorielles

4.0 Prévisions provinciales

5.0 Annexe

## Tables des matières

<b>1.0 Sommaire</b> .....	<b>3</b>
1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents? .....	6
1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus .....	7
1.3 Les prochaines pierres d'assise du monde, pas que des BRIC .....	9
1.4 Inde .....	10
1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre? .....	11
<b>2.0 Prévisions régionales</b> .....	<b>13</b>
2.1 Asie .....	15
2.2 Moyen-Orient et Afrique .....	19
2.3 Amériques .....	22
2.4 Europe et Asie centrale .....	25
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b> .....	<b>28</b>
3.1 Énergie .....	31
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels.....	32
3.3 Produits agroalimentaires.....	34
3.4 Engrais .....	35
3.5 Produits forestiers .....	37
3.6 Produits de l'automobile .....	39
3.7 Machinerie et équipement industriel.....	40
3.8 Technologies de pointe.....	42
3.9 Aéronautique .....	43
3.10 Produits chimiques et plastiques .....	44
3.11 Biens de consommation .....	46
3.12 Services.....	46

<b>1.0 Sommaire</b>	
<b>2.0 Prévisions régionales</b>	
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>	
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>	
<b>5.0 Annexe</b>	
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>	<b>48</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador	50
4.2 Île-du-Prince-Édouard	51
4.3 Nouvelle-Écosse	53
4.4 Nouveau-Brunswick	54
4.5 Québec	56
4.6 Ontario	58
4.7 Manitoba	60
4.8 Saskatchewan	62
4.9 Alberta	64
4.10 Colombie-Britannique	66
<b>5.0 Annexe</b>	<b>68</b>
5.1 Antécédents et position d'EDC	69
5.2 Risques de non-paiement	129

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe****1.0 Sommaire*****Les esprits animaux et l'économie***

L'incertitude accable à nouveau l'économie mondiale. L'élan qui avait commencé en début d'année s'est effiloché au fil des mois, et à mesure que les entreprises avancent dans l'année, la crainte d'une récession à double creux devient plus palpable. Les marchés financiers ont plongé vers la fin de l'été et sont depuis à la merci de la publication quotidienne de nouvelles données, réagissant tout aussi fortement aux bonnes qu'aux mauvaises nouvelles. Les marchés obligataires ont été secoués eux aussi par les nouvelles, et la nervosité a provoqué une fuite généralisée vers la qualité. Les monnaies fluctuent frénétiquement dans tout ce grabuge. Les attentes d'une croissance plus faible des marchés développés et émergents ont laminé les prix des produits de base. Toute cette agitation a-t-elle un sens?

***Le cycle de la croissance mondiale***

On comprend mieux la croissance mondiale quand on la situe dans son contexte. Depuis plus d'un an maintenant, l'économie mondiale s'efforce en vain d'obtenir une croissance convenable. L'économie piétine, ce qui rend les marchés, les entreprises et les consommateurs perplexes, aucun d'eux ne réagissant particulièrement bien à cette stagnation. Les économies aiment faire du sur place autant que les ascenseurs. Mais c'est probablement le mieux qui peut leur arriver pendant un certain temps. L'économie mondiale a créé un amas gigantesque d'excès à la fin du cycle d'expansion précédent et n'a pas encore fini de réduire le tas. Les mesures de relance ont créé l'illusion d'une véritable reprise en cours de route, mais cette poussée de croissance de six mois est désormais un lointain souvenir et il faut maintenant s'atteler laborieusement à l'élimination des excès. La bonne nouvelle, c'est que nous faisons des progrès et que nous nous rapprochons du point d'équilibre qui déclenchera une véritable reprise.

***Assaillis de toutes parts***

La réalité, c'est qu'il y a encore du chemin à faire et que la route sera probablement cahoteuse. La malheureuse réalité d'une économie qui piétine est qu'elle est particulièrement vulnérable aux chocs. Deux grands événements ont été très perturbateurs cette année. D'abord, la turbulence politique a frappé sans crier gare en Afrique du Nord au début de l'année et s'est vite répandue au Moyen-Orient. La production de pétrole a été menacée et les prix se sont envolés, ce qui tombait bien mal pour les consommateurs et les entreprises du monde entier. Ensuite, dès les premières semaines de l'année, une série de catastrophes naturelles a entravé la croissance mondiale. La plus grave a été le séisme et le tsunami dévastateurs au Japon, qui ont brisé des chaînes d'approvisionnement cruciales dans les industries de l'automobile, de la machinerie et des technologies de pointe. Les inondations, les sécheresses et les tempêtes à répétition ont compromis l'approvisionnement alimentaire mondial et la livraison de produits de base industriels essentiels. Ce sont des reculs temporaires, des chocs de l'offre qui, normalement, ne feraient que retarder la croissance. Mais dans l'économie chancelante actuelle, ces perturbations peuvent provoquer un choc de la demande plus grave et plus omniprésent et ce sont ces perturbations qui ont commencé récemment à inquiéter les marchés.

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe****...même de l'Europe**

Les turbulences actuelles sont mauvaises en soi, mais elles ne sont pas la seule source d'inquiétude. La crise de la dette souveraine dans l'Europe périphérique s'est aggravée à cause des chocs politiques et environnementaux imprévus, et les écarts sur les obligations à court et à long terme se sont creusés à des niveaux inimaginables. Le défaut de paiement est presque une certitude en Grèce, et la situation du Portugal s'est détériorée considérablement. La BCE a dû intervenir pour empêcher les investisseurs de fuir les obligations espagnoles et italiennes. En Italie, des mesures d'austérité ont été déposées un peu trop tard au goût des marchés, ce qui a fait monter les rendements sur les obligations italiennes à dix ans au-dessus des rendements espagnols, les cambistes se demandant si l'Italie est en mesure de financer sa dette gonflée. Même la France a été secouée brièvement, lorsque la faiblesse des facteurs fondamentaux de ses trois plus grandes banques a provoqué des rumeurs que le pays pourrait perdre sa cote souveraine prisée de AAA.

Les progrès économiques ont été compliqués également par des distorsions qui ont faussé le tableau. Les mesures de relance ont eu une énorme incidence positive sur la croissance au quatrième trimestre de 2009 et au premier trimestre de 2010, mais ces effets se sont vite dissipés, au moment où les programmes venaient à peine de commencer. L'ennui c'est qu'ils sont parvenus rapidement au point culminant des dépenses et que, à partir de ce moment-là, les dépenses s'accumulent sans créer de croissance spectaculaire. Comme si la situation n'était pas déjà assez compliquée, nous voici arrivés à l'étape où les programmes de relance sont abandonnés peu à peu et leur disparition risque d'être aussi spectaculaire que leur entrée en vigueur, au détriment de la croissance mondiale. Qui plus est, les économies de l'OCDE subissent d'importantes pressions pour qu'elles réduisent encore plus énergiquement les dépenses publiques. Les somptueuses dépenses dans les mesures de relance et l'effondrement des revenus ont fait grimper la dette publique à des niveaux inimaginables dans les plus grandes économies de la planète. Leur cote de crédit ayant été abaissée, bon nombre d'entre elles se sont mises en mode d'austérité. Le début des compressions budgétaires a coïncidé presque parfaitement avec la fin du deuxième cycle d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale et avec l'affaiblissement économique relié aux facteurs temporaires indiqués ci-dessus. Il n'est donc pas étonnant que les marchés boursiers dégringolent actuellement et que, en même temps, les prix des produits de base s'effondrent, les écarts obligataires se creusent sur les marchés émergents et la confiance soit en chute libre.

Cette convergence inopportune d'événements suffirait déjà à semer la confusion sur les marchés, mais il y a encore plus à digérer. Dans la morosité économique actuelle, des signes montrent clairement que les facteurs qui limitent temporairement la croissance mondiale commencent à desserrer leur étau. La production et les exportations du Japon semblent émerger de l'effondrement attribuable au tsunami, et les statistiques commerciales d'autres pays le confirment. Malgré la turbulence de 2011, les commandes dans les usines ont augmenté considérablement partout dans le monde, et cette tendance se poursuit au deuxième semestre. Il est encore trop tôt pour déterminer si elle se maintiendra par la suite, mais elle semble indiquer que la croissance fondamentale n'est peut-être pas aussi faible que certains des indicateurs les plus spectaculaires voudraient nous le faire croire.

Des signaux qui partent dans tous les sens sèment toujours la confusion; à l'heure actuelle, ils semblent alimenter la volatilité. N'ayant aucune idée du prochain pas que fera l'économie, il se peut que, pour protéger les actifs ou profiter des mouvements, les marchés prennent des positions qui sapent l'activité, ce qui peut avoir de graves conséquences. Les comportements irrationnels peuvent miner une institution financière tout à fait solvable, l'approvisionnement alimentaire ou des instruments financiers des plus viables, s'ils prennent assez d'élan. C'est ce que John Maynard Keynes a appelé dans les années 1930 les « esprits animaux ». Il a employé ce terme pour désigner les moyens permettant à une économie déprimée de redémarrer, mais le terme peut aussi désigner les réactions négatives dans une économie profondément nerveuse. Des États souverains endettés qui se retrouvent dans une situation précaire sont actuellement vulnérables à ces forces et, avec eux, les pays et les institutions financières avec lesquels ils entretiennent les liens les plus étroits. En résumé, les esprits animaux constituent un énorme danger pour la croissance mondiale à court terme.

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe*****Nouvelle normalité?***

Nous en sortirons-nous? Beaucoup se résignent à croire que le quasi-effondrement des marchés financiers à la fin de 2008 et la crise de la dette publique qui a suivi ont condamné le monde à une croissance plus lente permanente. Mais d'autres indicateurs font penser à un cycle normal. Les consommateurs se désendettent et se créent de nouvelles habitudes de dépenses plus normales. Les marchés du logement se rétablissent lentement. Les banques prêtent plus facilement. La production est peut-être gênée par la faible confiance, mais elle semble tout de même augmenter. Ceux qui se lamentent de la faible croissance de l'emploi et des misérables investissements des entreprises oublient que ces indicateurs sont des indicateurs à retardement et qu'ils réagissent toujours avec un certain retard à une hausse de l'activité économique de base.

Nos recherches semblent indiquer que l'élan accru dans quelques grands secteurs clés et le processus de guérison qui est certainement en cours permettront à l'économie mondiale de devenir plus équilibrée dans la deuxième moitié de 2012. Nous devrions déjà être parvenus à ce point, mais nous avons été retardés par les graves chocs qui ont secoué le monde et par l'incertitude qui en a découlé.

***Les prévisions***

Nous prévoyons actuellement que l'économie mondiale capitalisera sur la hausse actuelle de l'activité fondamentale et continuera de trouver des remèdes aux chocs et aux faiblesses qui attaqueront la croissance à court terme, ce qui lui permettra de se diriger vers des jours meilleurs. L'élan devrait s'accélérer en 2012, ce qui portera la croissance dans les marchés développés de 1,6 % en 2011 à 2,6 % l'an prochain. L'économie américaine prendra les devants et le Japon apportera une contribution notable puisque la reconstruction stimulera la croissance en 2012. L'austérité confinerà l'Europe occidentale à la queue du peloton. Les marchés émergents continueront de se surpasser et ils devanceront les membres de l'OCDE, avec des gains de 5,9 % cette année et en 2012. Par conséquent, la croissance mondiale devrait s'accélérer légèrement et passer de 3,7 % en 2011 à 4,3 % en 2012, ce qui serait acceptable dans les circonstances.

Tout au long des turbulences mondiales, le Canada a été favorisé par une demande intérieure relativement forte. Les résultats vigoureux dans le secteur des produits de base ont aidé, mais d'autres secteurs ont aussi rebondi fortement par rapport aux creux de 2009. Le fait que la politique budgétaire du Canada a été bien gérée quand la récession est arrivée et que le secteur bancaire est resté solide tout au long du ralentissement n'a pas nui. Des facteurs temporaires maintiendront la croissance en 2011 à 2,3 %, mais le Canada pourra profiter de l'élan américain l'an prochain et afficher une hausse de 2,4 %. Les exportations apporteront une grande contribution, avec des gains de 10,6 % cette année et de 6,6 % l'an prochain.

La volatilité des prix des produits de base entraînera une tenue à l'exportation contrastée selon le secteur industriel. Les exportations de pétrole, de gaz et de métaux seront touchées par le tassement des prix des produits de base en 2012, même si les volumes maintiendront un solide rythme de croissance. L'élan continu dans l'économie américaine permettra aux exportations du secteur de l'automobile de continuer de s'accroître à des taux à deux chiffres jusqu'à la fin de l'an prochain. Les commandes retardées ont réduit les expéditions dans le secteur aéronautique cette année, mais nous prévoyons que les entreprises respecteront leurs engagements en 2012 et, à moins d'un imprévu, les exportations devraient augmenter de 22 %.

Les exportations des provinces refléteront les caractéristiques de leurs industries. La croissance sera la plus forte en Saskatchewan, grâce à la tenue des secteurs d'engrais et d'agroalimentaire. L'Alberta, qui dépend davantage du secteur de l'énergie, affichera une modeste croissance en 2012, tandis que l'Ontario se trouvera au milieu du peloton.

<b>1.0 Sommaire</b>
1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?
1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus
1.3 Pas que des BRIC
1.4 Inde
1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

## Conclusion

La volatilité est en train de devenir la norme, et avec raison. Derrière le chaos, une économie mondiale se redresse et si elle peut continuer à résister aux chocs inévitables qui accompagnent une période de stagnation de la croissance et aux esprits animaux qui perturbent les marchés, nous devrions tous pouvoir nous lancer dans le prochain cycle de croissance mondiale dans la deuxième moitié de 2012.

### 1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

Dans la première moitié de 2011, au moment où la croissance économique mondiale prenait de l'élan, deux énormes chocs de l'offre ont frappé le monde entier, avec une vitesse et une intensité remarquables. Les soulèvements politiques au Moyen-Orient ont fait grimper en flèche les cours du pétrole, ce qui a accentué les inquiétudes inflationnistes sur de nombreux marchés émergents tout en portant un dur coup aux dépenses des ménages et aux marges d'exploitation des entreprises. La destruction massive provoquée par le séisme et le tsunami au Japon a réduit la production mondiale à cause des cassures des chaînes de l'offre dans le secteur de l'automobile. La mesure dans laquelle le ralentissement économique mondial est attribuable à ces deux événements importants et, pour le moment, temporaires, donne une idée de la vigueur fondamentale de l'économie et de l'effet de rebond auquel on peut s'attendre lorsque l'incidence de ces événements se dissipera.

Le premier choc de l'offre a découlé directement des événements en Tunisie, en Égypte, puis en Libye, qu'on a désignés sous le nom de « Printemps arabe ». La perte de la production de pétrole libyenne a soulevé la crainte d'une grave perturbation de la production mondiale, étant donné la possibilité de contagion à d'autres pays, en particulier l'Arabie saoudite et d'autres membres importants de l'OPEP. Le prix du brut West Texas Intermediate est passé d'une moyenne de 79 USD le baril en 2010 à un sommet de 114 USD le baril en avril. Diverses estimations semblent indiquer que, lorsque le prix d'un baril de WTI augmente en moyenne de 15 USD, la croissance du PIB mondial ralentit de quelque 0,25 à 0,5 % pendant l'année, selon l'intensité en énergie du pays. Par conséquent, le choc pétrolier pourrait avoir retranché près de 0,5 % à la croissance annualisée de l'économie mondiale durant la période de cinq mois pendant laquelle les prix étaient élevés.

Le deuxième choc de l'offre est survenu en mars quand le séisme et le tsunami au Japon ont causé de gigantesques dommages à l'infrastructure, aux capacités de production d'électricité et aux installations manufacturières. Les perturbations qui en ont découlé dans les industries mondiales de l'automobile, de la machinerie et des technologies de pointe ont été aiguës, à cause de l'interdépendance des chaînes d'approvisionnement et des flux tendus. À elles seules, les interruptions dans les chaînes d'approvisionnement pourraient avoir fait baisser la production mondiale d'automobiles de 30 % d'une année sur l'autre en avril et en mai. D'après les plus récentes Prévisions économiques mondiales du FMI, le tsunami a fait reculer le PIB américain de 0,5 à 1 % au deuxième trimestre.

Avant ces deux chocs de l'offre, les É.-U. et l'Europe commençaient à montrer des signes de reprise prometteurs; au dernier trimestre de 2010, l'économie américaine progressait à un taux annuel désaisonnalisé de 2,4 % et les économies de la zone euro avançaient à un taux annuel désaisonnalisé de 1,2 %. Mais la situation s'est envenimée brusquement au deuxième trimestre de 2011, lorsque la croissance de l'économie américaine a reculé à 1 % et que celle de la zone euro est descendue à 0,6 %. Le ralentissement tombait bien mal, vu que les préoccupations relatives aux niveaux de la dette du secteur public limitaient les possibilités de se lancer dans une deuxième série de mesures de relance et que les nouvelles économiques négatives mettaient à l'épreuve les nerfs déjà à vif des investisseurs et des consommateurs. Il y a cependant lieu d'être optimistes puisque les indicateurs les plus récents semblent indiquer que l'économie mondiale commence à se remettre de la perte de production découlant de ces deux événements importants.

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

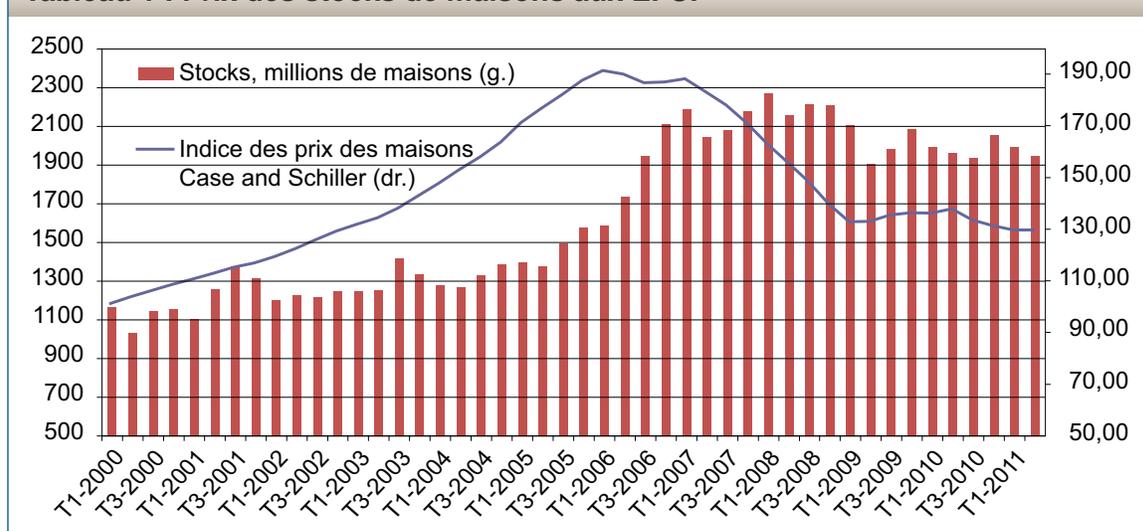
**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

Le prix du pétrole s'est maintenant replié brusquement par rapport à son sommet et il s'accroîtra probablement de seulement 15 USD le baril en 2011. Ce répit inattendu améliorera la situation financière des entreprises et des consommateurs, ce qui devrait stimuler les dépenses dans les mois qui viennent. De plus, l'activité manufacturière dans le secteur de l'automobile revient rapidement aux niveaux d'avant le choc aux É.-U. et au Canada. D'autres signes de la reprise sont évidents dans les statistiques américaines sur le commerce international et les commandes dans les usines. De plus, le volume des marchandises transportées par camion, chemins de fer et conteneurs dans les ports des É.-U. est à la hausse. La croissance de la production industrielle des É.-U. et de la zone euro augmente elle aussi.

Tous les indicateurs ne sont pas à la hausse : les enquêtes auprès des consommateurs et des entreprises aux É.-U. et dans la zone euro continuent de refléter de faibles niveaux de confiance. L'impasse politique aux É.-U. au sujet du relèvement du plafond de la dette et la révision à la baisse de la cote souveraine des É.-U. qui a suivi en sont en partie responsables. L'escalade de la crise de la dette en Europe a une incidence beaucoup plus grande et plus longue sur la situation financière et sur la confiance des investisseurs et des consommateurs. Ces facteurs risquent de transformer les deux grands chocs de 2011 en un choc de la demande plus grave. L'économie mondiale semble s'être remise juste à temps de ces reculs pour pouvoir éviter des conséquences plus graves. Par conséquent, même si la confiance des consommateurs et des entreprises restera fragile, l'atténuation de l'incidence des chocs de l'offre survenus en 2011 stimulera la croissance de l'économie mondiale en 2012.

**1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus**

Deux ans et demi se sont écoulés depuis que la récession américaine a pris fin officiellement en juin 2009. Pourtant le chômage reste extrêmement élevé, la confiance est faible et la croissance économique est décevante. À cette étape d'un cycle normal, l'économie devrait être engagée dans une période de croissance robuste, la reprise être bien enracinée, et l'économie se diriger graduellement vers le plein emploi. Mais pas cette fois-ci. Après une expansion raisonnablement solide de 3 % en 2010, le PIB s'est affaibli au point où le risque d'une récession à double creux a augmenté.

**Tableau 1 : Prix des stocks de maisons aux É.-U.**

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

En même temps, les entreprises américaines n'ont jamais été aussi solides : les bénéficiaires des sociétés ont atteint un record de tous les temps de 1,9 T USD au deuxième trimestre et les bilans affichent des liquidités de plus de 2 T USD. L'accès au crédit s'est grandement amélioré, l'enquête de la Réserve fédérale indiquant six trimestres consécutifs d'assouplissement des conditions de crédit. Les prêts commerciaux et industriels ont augmenté de 34,3 G USD au deuxième trimestre, et de 22 G USD en août seulement. Au taux de croissance actuel, les prêts aux entreprises seront revenus à leurs niveaux d'avant la crise en à peine plus d'un an. Les consommateurs moyens ont cependant une opinion très différente de l'économie. Les sondages révèlent que les niveaux de confiance se dirigent à nouveau vers les creux constatés au paroxysme de la crise financière et depuis la crise, la confiance n'a tenté qu'une fois d'émerger des niveaux récessionnistes. Mais pourquoi donc les consommateurs américains sont-ils si pessimistes?

Les consommateurs américains se sont endettés comme jamais en finançant leur dette par un boom immobilier et un flux ininterrompu de crédit à la consommation qui a été encouragé par des normes de prêt irresponsables. Lorsque la crise financière a frappé, la valeur marchande des biens immobiliers détenus par les ménages américains a chuté de 6,56 T USD ou 29 %. Trois ans plus tard, pour plus du quart des maisons américaines l'emprunt hypothécaire est plus élevé que la valeur de la propriété. Le ratio du stock de logements par rapport au nombre de ménages semble maintenant indiquer que l'équilibre sur le marché de la construction résidentielle ne reviendra pas avant 2013; il y a cependant des signes prometteurs d'une reprise.

Les indicateurs de l'abordabilité sont à leurs plus hauts niveaux depuis les années 1970 et avec des taux hypothécaires à des creux inégalés depuis 30 ans et des taux d'occupation des immeubles locatifs à la baisse, l'accès à la propriété est de plus en plus facile. De plus, la construction de logements neufs est en meilleure posture, car les nouvelles habitations se construisent dans les régions où la demande est en meilleur état. De fait, il y a une offre de 6,6 mois et demi de logements neufs aux taux de vente actuels, ce qui est encore bien supérieur à la moyenne décennale de 4,5 mois, mais sans comparaison avec le sommet de 12,2 mois en 2009. Ce facteur joue un rôle clé dans les prévisions d'EDC de 850 000 mises en chantier en 2012, en forte hausse par rapport aux 600 000 de cette année.

L'équilibre sur le marché de la consommation est cependant imminent; les consommateurs américains ont réduit leur dette d'un sommet de 130 % de leur revenu disponible à 115 % au 2T2011. Au rythme de désendettement actuel, avec un taux d'épargne des ménages de plus de 5 % et un revenu disponible qui continuerait d'augmenter lui aussi à son rythme actuel, la dette devrait baisser en deçà de 100 % du revenu disponible au 2T2012. Les ceintures se serrent donc beaucoup plus vite que prévu et le coût du service de la dette à un creux inégalé appuiera la croissance des dépenses de consommation. La confiance des consommateurs pourrait refroidir les nouvelles, mais elle devrait réagir positivement aux avantages du désendettement. Les consommateurs moins endettés et plus à l'aise financièrement finiront bien par recommencer à dépenser.

En résumé : les entreprises américaines n'ont jamais été aussi solides et les banques sont désormais bien capitalisées et en mesure de prêter à nouveau. Les consommateurs pourraient bientôt suivre leur exemple; lorsque leur fardeau de la dette reviendra à des niveaux acceptables, ils recommenceront à dépenser. Vu que la consommation représente 70 % du PIB américain, cela signifie que 12 cents de chaque dollar de la production mondiale sont destinés aux consommateurs américains et leur regain donnera à l'économie mondiale un coup de pouce fort nécessaire. Ce sont d'excellentes nouvelles pour les exportateurs canadiens. Malgré le retard de la reprise dans le secteur du logement, les exportations vers les É.-U. se raffermiront fortement cette année et l'an prochain.

<b>1.0 Sommaire</b>
1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?
1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus
1.3 Pas que des BRIC
1.4 Inde
1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 1.3 Pas que des BRIC

Même si les É.-U. continuent de représenter la majorité des exportations et des investissements du Canada, il y a une mutation croissante vers les marchés émergents, car les exportateurs canadiens s'adaptent à une monnaie forte et à une demande plus faible sur les marchés développés. Consciente des débouchés croissants pour les entreprises canadiennes sur des marchés émergents non traditionnels (c.-à-d. au-delà des marchés plus connus que sont le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, qu'on appelle aussi les pays BRIC), EDC a établi une liste de marchés émergents où l'empreinte commerciale du Canada pourrait devenir plus forte. L'évaluation porte sur plusieurs aspects, y compris l'environnement politique, les tendances économiques et démographiques, l'environnement de l'investissement et la présence canadienne actuelle sur le marché. Les pays retenus sont les suivants : l'Afrique du Sud, la Colombie, le Ghana, l'Indonésie, la Mongolie, le Nigéria, le Panama, les Philippines, la Pologne, le Qatar, la Thaïlande, la Turquie, l'Uruguay et le Vietnam. Individuellement, ces petites « pierres » émergentes présentent un ensemble varié de risques et de récompenses, mais collectivement, elles se comparent avantageusement à certains membres des BRIC, avec un PIB combiné qui représente déjà la moitié de celui de la Chine.

Le principal indicateur politique utilisé est le rapport de la Banque mondiale sur les indicateurs de la gouvernance dans le monde, qui classe les pays en fonction de facteurs comme la stabilité politique et la primauté du droit. Le régime politique du pays (p. ex. démocratie ou autocratie intégrale ou partielle) est également considéré comme un autre facteur déterminant de la stabilité politique. L'Uruguay, la Pologne et le Qatar ont tous obtenu des résultats élevés en ce qui concerne les indicateurs de gouvernance, et, d'après les antécédents historiques, leur régime politique – démocratie intégrale dans le cas de l'Uruguay et de la Pologne et autocratie intégrale dans le cas du Qatar – s'est révélé le plus stable. La plupart des autres « pierres d'assise » se retrouvent au milieu de peloton du point de vue des indicateurs de gouvernance. Le Vietnam se situe au milieu, mais il obtient des points supplémentaires pour son type de régime (autocratie intégrale), qui devrait assurer une certaine continuité politique et des politiques. Et même si la Mongolie obtient elle aussi quelques points supplémentaires pour son régime (démocratie intégrale), sa note pour quatre des six indicateurs de gouvernance a baissé depuis quelques années, et cette tendance à la détérioration mérite d'être surveillée. L'Indonésie a quelques problèmes de gouvernance mais a fait des progrès remarquables pour les six indicateurs ces dernières années.

Il existe une pléthore d'indicateurs économiques et démographiques. La taille du marché, sur le plan démographique et économique constitue un bon point de départ. Les deux tiers des pays retenus ont des populations qui représentent plus de 0,5 % de la population mondiale et plus de la moitié ont des économies qui représentent plus de 0,5 % du PIB mondial. Les deux qui ressortent sont l'Indonésie et la Turquie. Le pouvoir d'achat des consommateurs est un autre facteur clé pour déterminer le potentiel des exportations, et le PIB par habitant mesure le pouvoir d'achat personnel dans chaque pays. Le Qatar, l'Uruguay, la Turquie et la Pologne sont tous proches ou au-dessus du seuil d'un pays à « revenu élevé », tel que défini par la Banque mondiale. Il va sans dire qu'aucune des « pierres d'assise » n'est considérée comme un pays à « faible revenu ».

L'environnement concurrentiel dans un pays constitue un autre facteur important et, pour le mesurer, nous avons examiné l'indice de compétitivité mondiale et les rapports « Doing Business » de la Banque mondiale. Selon ce facteur, quatre des quatorze « pierres d'assise » se retrouvent dans le tiers supérieur, le Qatar sortant du lot, puisqu'il se classe au 14<sup>e</sup> rang parmi 143 pays. À l'exception de l'Afrique du Sud, qui se retrouve étonnamment au 50<sup>e</sup> rang, les pays africains font piètre figure à ce chapitre. Le Qatar et la Thaïlande se classent eux aussi dans le tiers supérieur selon les rapports « Doing Business », ainsi que l'Afrique du Sud et la Colombie.

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

Le niveau existant des exportations et des investissements canadiens sur ces marchés est le dernier facteur examiné. Six de ces pays (Indonésie, Turquie, Thaïlande, Colombie, Philippines et Afrique du Sud) ont importé des biens du Canada d'une valeur de 500 M CAD du Canada dans au moins une des cinq dernières années. L'Uruguay, le Vietnam et la Mongolie n'ont pas atteint ce seuil, mais ont tous affiché récemment d'impressionnants taux de croissance des exportations. Mais il y a d'autres bonnes nouvelles : la croissance des exportations canadiennes dans chacun de ces pays dépasse largement la croissance moyenne de 2001 à 2008 et, dans la plupart des cas, la croissance annuelle moyenne atteint des taux à deux chiffres élevés. Le Canada se diversifie déjà vers ces formidables marchés. Sur le front de l'investissement, sept de ces pays ont reçu plus de 500 M CAD d'investissements canadiens pendant au moins une des cinq dernières années, l'Indonésie, la Turquie, l'Afrique du Sud et la Thaïlande ayant toutes reçu plus de 1 G CAD d'investissements. Un autre signe du potentiel de croissance est le taux de croissance des investissements canadiens dans sept de ces pays, qui a dépassé 100 % pendant les cinq années qui ont précédé le ralentissement mondial.

Étant donné l'incertitude actuelle dans les économies développées, les exportateurs et les investisseurs canadiens chercheront de plus en plus à accroître leur part de marché sur les marchés émergents. Les quatorze « pierres d'assise » que nous avons repérées sont des pays qui, d'après les indicateurs économiques, politiques et de l'environnement des investissements continueront à offrir de solides débouchés aux entreprises canadiennes qui font des affaires à l'étranger.

**1.4 Inde**

La dernière année a été difficile pour le gouvernement indien. Des scandales de corruption ont éclaté les uns après les autres, notamment sur les ventes de licences aux entreprises de télécommunications 2 G, sur les Jeux du Commonwealth, sur l'achat de votes et sur l'exploitation minière au Karnataka. Ces scandales ont nui à la réputation du gouvernement et presque paralysé le fonctionnement quotidien du gouvernement et le processus parlementaire à cause des manifestations continues de l'opposition. L'approbation de mégaprojets ainsi que de réformes foncières, fiscales et autres a donc été retardée.

Mais au-delà des accusations de tricherie lancées par l'opposition, il semble maintenant que l'Inde a atteint un point tournant en matière de tolérance de la corruption. À preuve, le début de la grève de la faim de l'activiste Anna Hazare, qui voulait ainsi demander des lois plus strictes pour lutter contre la corruption, a fait les manchettes dans le monde entier. Et comme la presse est très active et très ouverte, d'autres manchettes semblables sont probables à l'avenir. La corruption enracinée peut mettre des décennies avant d'être éradiquée, et comme l'Inde est une grande démocratie en évolution, l'élaboration des politiques est parfois une lourde machine dans ce pays. Pourtant, les signes évidents que la population exige des changements devraient faire avancer le processus.

Malgré la situation actuelle, EDC envisage toujours très positivement l'évolution à long terme de l'Inde. La croissance économique dépassera 8 % par année au cours de la prochaine décennie et elle sera mue par une évolution démographique favorable, par l'élargissement de la base industrielle, par l'expansion de la classe moyenne et par un important développement des infrastructures. Tout cela créera de nombreuses occasions d'affaires pour le Canada à long terme et dans un avenir plus immédiat. Bien qu'il existe des débouchés dans presque tous les secteurs, les perspectives dans les secteurs des TIC, de l'automobile, de l'agriculture et de l'énergie renouvelable sont particulièrement prometteuses. Il y a de récents exemples concrets de situations où EDC offre du financement acheteur aux fabricants, et des marchés importants ont été conclus dans le secteur de l'aéronautique.

**1.0 Sommaire**

1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?

1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus

1.3 Pas que des BRIC

1.4 Inde

1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?

**2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

La croissance rapide de l'Inde au cours des 23 dernières années a sorti des millions d'Indiens de la pauvreté. La classe moyenne compte maintenant plus de 274 millions de personnes, d'après un rapport de 2010 de la Banque asiatique de développement, et ce nombre devrait dépasser 600 millions de personnes d'ici dix ans. Ces résultats sont d'autant plus remarquables que les défis ne manquent pas pour ceux qui aspirent à quitter les rangs des démunis et améliorer leur bien-être économique. Ces défis comprennent les vestiges de la structure politique indienne sclérosée, le système rigide des castes, l'infrastructure médiocre, un système d'éducation publique qui manque de ressources, le financement limité et, évidemment, les niveaux élevés de corruption. Pour que l'Inde réalise tout son potentiel, il faudra éliminer ces goulets d'étranglement.

Les entreprises canadiennes désireuses d'exploiter ces occasions d'affaires seront souvent confrontées à d'importants risques économiques, politiques et opérationnels – tels que la réalité de faire des affaires en Inde. Cela dit, la plupart de ces risques sont gérables. Les entreprises canadiennes devront également adapter leurs produits et leurs modèles d'affaires aux réalités indiennes. Par exemple, même si les exportations canadiennes de matériel agricole en Russie et dans la CEI ont remporté un grand succès, à cause des similitudes des sols, des cultures et du climat de cette région avec nos Prairies, pour pénétrer le marché indien, le matériel agricole canadien devra être adapté : les champs sont plus petits, les routes sont plus étroites et le climat est très différent.

Afin d'encourager et d'aider les entreprises canadiennes à exploiter les débouchés actuels et à long terme et atténuer certains des risques pour ceux qui font des affaires en Inde, EDC a élaboré une stratégie détaillée pour l'Inde. Le marché indien est déjà devenu extrêmement concurrentiel et il n'est pas facile de le pénétrer. Les négociations de libre-échange en cours entre les gouvernements du Canada et de l'Inde, qui devraient être conclues en 2013, faciliteront les échanges commerciaux bilatéraux. EDC visera à ouvrir des portes aux entreprises canadiennes et à les aider à atténuer les risques. L'accent portera sur les secteurs alignés de très près sur les capacités canadiennes et le potentiel de croissance en Inde comme l'automobile, les industries extractives, les télécommunications et, surtout, les infrastructures. Cette stratégie visera également à mieux faire connaître le potentiel de l'Inde auprès des entreprises canadiennes.

Bref, malgré les embûches actuelles, les raisons qui poussent EDC à cibler l'Inde comme marché stratégique demeurent très convaincantes. La classe politique indienne réagit aux demandes de changement et le processus par lequel le consensus est établi est de bon augure pour la stabilité socio-économique à long terme et pour l'avenir de l'Inde. En même temps, comme les perspectives de croissance de nos partenaires traditionnels sont limitées à moyen terme, le Canada doit se tourner vers les marchés émergents pour accroître le commerce, et l'Inde offre non seulement des possibilités immédiates, mais aussi un énorme potentiel à long terme, en particulier dans les domaines où les compétences canadiennes peuvent être exploitées au maximum.

**1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?**

De nombreux exportateurs ont été soulagés de voir le huard redescendre sous la parité en septembre, mais 2011 a été une année particulièrement volatile et cette instabilité se poursuivra probablement durant la période de référence. Vu que chaque journée apporte son lot de manchettes sur ce qui maintient le huard en vol, depuis le renversement des cours des produits de base jusqu'à la panique au sujet de la crise de la dette dans la zone euro, les exportateurs ne cessent de se demander ce que l'avenir leur réserve. Jusqu'ici en 2011, le huard a fluctué entre 1,06 USD et 0,96 USD à la fin de septembre, ce qui est loin de tout repos pour les exportateurs qui essaient de planifier leurs activités. Mais pourquoi tant de volatilité?

<b>1.0 Sommaire</b>
1.1 Chocs de l'offre : temporaires ou permanents?
1.2 Reprise américaine : pas maintenant, mais pas jamais non plus
1.3 Pas que des BRIC
1.4 Inde
1.5 Le CAD à nouveau sous la parité – Le huard redescend-il sur terre?
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Le facteur qui influence le plus le comportement du huard en 2011 est le cours du pétrole. Dans la première moitié de l'année, les prix du pétrole sont montés en flèche à cause des inquiétudes concernant les perturbations de la production attribuables aux révolutions du Printemps arabe en Tunisie, en Égypte et en Libye. Le cours du pétrole s'est replié récemment autour de 80 USD le baril, car les marchés s'inquiètent maintenant de l'affaiblissement de la demande parce que les données macroéconomiques laissent entrevoir un ralentissement de l'économie mondiale. Les Services économiques d'EDC prévoient que le cours du pétrole WTI se situera en moyenne à 94 USD le baril en 2011, avant de se modérer à 85 USD le baril en 2012.

Le deuxième facteur important a été la politique monétaire différente aux É.-U. et au Canada, en particulier les attentes relatives à l'inflation au sud de la frontière. Depuis septembre 2010, le taux des prêts à un jour de la Banque du Canada est resté à 1 %, tandis que les É.-U. devraient maintenir les taux d'intérêt à presque zéro jusqu'au milieu de 2013, ce qui continuera à attirer les flux d'investissements de portefeuille à court terme au Canada. L'on s'est également un peu inquiété de la possibilité de pressions inflationnistes aux É.-U., vu que la base monétaire a presque triplé et qu'un troisième cycle d'assouplissement quantitatif était prévu. Ces espoirs se sont cependant évanouis lorsque la Réserve fédérale a annoncé en septembre l'« Opération Twist », par laquelle elle vendra des bons du Trésor à court terme et achètera des bons à long terme, ce qui ne créera aucune expansion de la masse monétaire. Il y aura donc moins de liquidités disponibles pour les flux de portage vers les marchés émergents, les fonds de produits de base et les opérations de change. Dans l'ensemble, les attentes inflationnistes sont faibles aux É.-U., ce qui explique pourquoi les rendements obligataires à long terme sont descendus au-dessous de 2 % en septembre.

La performance vigoureuse du Canada tout au long de la crise, la solidité du système bancaire et les caractéristiques favorables de la dette publique ont suscité un très grand intérêt chez les investisseurs et créé « l'effet de halo » – un autre facteur qui fait grimper le huard. Les données récentes montrent cependant que le Canada n'est pas à l'abri de tout. La contraction annualisée de 0,4 % du PIB canadien au deuxième trimestre a démontré que le Canada est vulnérable à un ralentissement mondial et que même si l'économie retrouvera sans doute la voie de la croissance au troisième trimestre, le halo canadien a perdu une partie de son lustre. Par conséquent, les flux d'investissements de portefeuille étrangers au Canada se sont un peu ralentis, mais restent vigoureux. Ils sont montés à 593,4 G CAD, en hausse de 8,7 % par rapport à l'an dernier.

Le dollar canadien continuera d'être secoué par la volatilité mondiale, mais le solide appui des prix des produits de base à cause de la demande sur les marchés émergents, l'atténuation des craintes inflationnistes aux É.-U. et la solide demande d'actifs financiers canadiens devraient maintenir le huard près de la parité avec le dollar américain pendant quelques années. EDC prévoit donc que le dollar canadien se situera en moyenne à 1,03 USD en 2011 avant de descendre à 0,98 USD en 2012.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe****2.0 Sommaire des prévisions régionales**

L'économie mondiale a essuyé plusieurs reculs cette année, et les prévisions de croissance ont été révisées à la baisse et ramenées à 3,7 % en 2011 et à 4,3 % en 2012. Les risques positifs sont l'incidence de plus en plus faible des chocs de l'offre et la forte demande continue des marchés émergents, tandis que les risques négatifs sont l'escalade de la crise de la dette souveraine en Europe et une éventuelle propagation dans le secteur financier. Bien que l'effet nominal des cours élevés des produits de base ait accru les ventes internationales du Canada, l'envolée du huard a eu l'effet contraire : le renversement spectaculaire de ces prix au milieu de l'année aura des effets opposés sur les résultats commerciaux du Canada.

Aux É.-U., le chômage reste extrêmement élevé, la confiance est faible et la croissance économique est décevante. Après une expansion raisonnablement solide de 3 % en 2010, le PIB s'est affaibli au point où le risque d'une récession à double creux a augmenté. Il y a cependant quelques motifs d'optimisme : les entreprises américaines n'ont jamais été aussi solides et les banques sont désormais bien capitalisées et en mesure de prêter à nouveau. Même si le rééquilibrage du marché du logement sera retardé, l'endettement des ménages revient à des niveaux acceptables et les dépenses redémarreront l'an prochain, ce qui donnera à l'économie mondiale un coup de pouce fort nécessaire.

Les prévisions pour l'Europe occidentale sont donc les suivantes : faible croissance continue; nervosité des marchés, vu que la Grèce et peut-être le Portugal devront se restructurer davantage avant 2013; et un environnement du crédit tendu, car les banques doivent composer avec d'éventuelles pertes liées à la dette souveraine et un accès difficile aux fonds du marché. Bien que l'UE et la Banque centrale européenne restent déterminées à éviter une crise financière plus large, nous prévoyons un parcours cahoteux, ce qui aura de sérieuses implications pour l'Europe émergente et l'Asie centrale, à cause des liens commerciaux et financiers. Malgré ces défis, il existe encore des occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens sur certains créneaux. Le secteur agricole en Europe centrale et en Russie se remet des graves sécheresses et incendies de 2010. La hausse des investissements et des dépenses, stimulée par les prix agricoles records, se poursuivra durant la période de référence. L'exploration du gaz de schiste s'intensifie également dans la région, ce qui crée d'autres débouchés prometteurs pour les compétences canadiennes.

Malgré de nombreux reculs de la reprise mondiale, l'Asie continuera de prendre de l'expansion rapidement en 2011 et en 2012, même si elle se modérera par rapport à la croissance stimulée par les mesures de relance de 2010, qui avait atteint 6,4 %. Les vulnérabilités politiques et de sécurité limitées dans la région en 2011 et en 2012 appuieront elles aussi la croissance. Le ralentissement graduel en cours actuellement se poursuivra, car la souplesse budgétaire et monétaire constatée au paroxysme de la crise commence maintenant à faire sentir ses effets. Cependant, les solides facteurs fondamentaux macroéconomiques, la démographie favorable et les robustes facteurs de la demande intérieure rendent très attrayants les investissements privés axés sur l'extraction des ressources, la fabrication, les télécommunications et les technologies de pointe. L'internationalisation du renminbi chinois et l'appréciation prévue de cette monnaie contribueront aussi à la transformation continue de la Chine en une économie de consommation. Enfin, les discussions avec l'Inde concernant un futur accord de libre-échange avec le Canada ouvriront la porte à un commerce bilatéral accru, ce qui créera de nouvelles occasions d'affaires avec le prochain géant de la planète.

Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, plusieurs pays ont adopté des mesures de politique qui réduiront la probabilité de troubles majeurs chez eux. La baisse prévue des cours du pétrole exercera des pressions à la baisse sur les budgets de la plupart des pays producteurs de pétrole. Mais il y a quelques lueurs d'espoir, vu que les importantes dépenses dans les programmes sociaux et les projets d'infrastructure ont déjà été affectées. Ces dépenses continueront de créer des occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens. La plus grande partie de la croissance de la région restera muette par les pays du CCG exportateurs d'énergie.

<b>1.0 Sommaire</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
2.1 Asie
2.2 Moyen-Orient et Afrique
2.3 Amériques
2.4 Europe et Asie centrale
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

En Afrique subsaharienne, la croissance économique est mue par le secteur des ressources et par l'urbanisation rapide. En moyenne, les pays d'Afrique subsaharienne ont des taux d'urbanisation d'environ 40 %, ce qui stimule la demande de consommation et l'expansion continue de la classe moyenne dans des pays comme l'Afrique du Sud et l'émergence de cette classe dans d'autres pays comme le Nigéria. De même, les dépenses publiques dans les ports, les routes, l'énergie, l'eau, le traitement des déchets, l'électricité et les télécommunications pour faire face à cette tendance à l'urbanisation appuient fortement la croissance. De généreux programmes de réduction de la dette jouent également un rôle dans la dynamique de la croissance de la région, parce que des capitaux ont été libérés, ce qui permet de nouveaux investissements. Ces pays surveillent maintenant de plus près la viabilité de la dette et collaborent étroitement avec les institutions financières internationales pour obtenir des prêts non concessionnels, accroître la capacité de leurs infrastructures et jeter les bases de la croissance du secteur privé. Compte tenu des antécédents de croissance économique du continent et de l'incertitude sur de nombreux marchés développés, les Services économiques d'EDC croient que l'engagement canadien dans la région ne fera qu'augmenter.

**Tableau 1 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises, par région**

Principaux marchés	G CAD 2010	Part des exportations (%) 2010	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Marchés développés</b>					
États-Unis	279,5	74,7	11,3	9	7
Europe occidentale	35,6	9,5	18,9	12	4
Japon, Océanie et Asie développée	18,4	4,9	10,6	21	7
<b>Marchés émergents</b>					
Amérique latine et Antilles	11,4	3,0	19,7	20	8
Europe émergente et Asie centrale	3,3	0,9	14,7	26	11
Afrique et Moyen-orient	6,3	1,7	-13,9	12	8
Asie émergente	19,8	5,3	15,1	33	16
<b>Volume total des exportations</b>	<b>374,3</b>	<b>100,0</b>	<b>11,9</b>	<b>12</b>	<b>7</b>
<b>Total - Exportations vers les marchés en développement</b>	<b>40,8</b>	<b>10,9</b>	<b>10,5</b>	<b>26</b>	<b>12</b>
<b>Total - Exportations vers les pays industrialisés</b>	<b>333,5</b>	<b>89,1</b>	<b>12,0</b>	<b>10</b>	<b>6</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Sommaire</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
2.1 Asie
2.2 Moyen-Orient et Afrique
2.3 Amériques
2.4 Europe et Asie centrale
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Principaux marchés	Part de l'économie mondiale (2009)	Prévisions mondiales (croissance)		
		2010	2011(p)	2012(p)
<b>ALENA</b>	23,4	3,3	2,0	3,3
États-Unis	19,5	3,0	1,7	3,3
Canada	1,8	3,2	2,3	2,4
Mexique	2,1	5,4	4,0	4,0
<b>Europe occidentale</b>	18,8	1,8	1,6	1,6
Royaume Uni	2,9	1,4	1,9	2,1
Zone euro	14,3	1,8	1,4	1,4
Autres pays d'Europe occidentale (hors UEM et Scandinavie)	1,6	2,8	2,6	2,4
<b>Japon</b>	5,8	4,0	-0,5	2,5
<b>Australie et Nouvelle-Zélande</b>	1,3	2,6	2,1	3,4
<b>Asie en développement</b>	23,9	9,5	8,0	7,9
Chine, R. P. : continentale	13,6	10,3	9,3	8,8
Inde	5,5	10,1	7,5	7,6
ANASE-4	3,2	6,9	5,2	5,4
Autres pays d'Asie de l'Est et du Pacifique	0,5	7,0	6,1	6,8
Autres pays d'Asie du Sud	1,1	5,1	4,4	5,1
NEI asiatiques	3,9	6,2	4,6	4,4
<b>Europe orientale et Asie centrale</b>	7,9	4,3	3,5	3,8
Russie	3,0	4,0	3,9	4,0
<b>Amérique Latine (avec le Mexique)</b>	8,6	6,1	4,1	4,1
<b>Amérique du Sud</b>	5,9	6,6	4,3	4,3
Argentine	0,9	9,2	5,0	4,1
Brésil	2,9	7,5	4,1	4,3
<b>Amérique centrale</b>	0,6	3,3	2,8	3,5
<b>Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>	5,0	4,4	3,0	4,0
<b>Afrique subsaharienne</b>	2,1	5,4	4,9	5,4
<b>Pays industrialisés</b>	<b>51,2</b>	<b>3,1</b>	<b>1,6</b>	<b>2,6</b>
<b>Pays en développement</b>	<b>48,8</b>	<b>7,3</b>	<b>5,9</b>	<b>5,9</b>
<b>Total mondial</b>	<b>100,0</b>	<b>5,1</b>	<b>3,7</b>	<b>4,3</b>

**Source :** Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions. Les nouvelles économies industrielles (NEI) asiatiques sont Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan. L'ANASE-4 regroupe la Malaisie, la Thaïlande, l'Indonésie et les Philippines. Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix constants du FMI/WEO.

## 2.1 Asie

Principaux marchés	Part de l'économie régionale (2009)	Prévisions (en %)		
		2010	2011(p)	2012(p)
Chine	40,4	9,5	9,3	8,8
Japon	17,3	-0,5	-0,5	2,5
Inde	16,2	7,8	7,5	7,6
Indonésie	4,1	6,4	6,4	6,3
Thaïlande	2,4	3,5	3,9	4,5
Pakistan	1,9	2,6	2,4	4,0
<b>Asie</b>	<b>100</b>	<b>6,4</b>	<b>6,2</b>	<b>6,5</b>

**Source :** Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.  
Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix constants du FMI/WEO.

<b>1.0 Sommaire</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
2.1 Asie
2.2 Moyen-Orient et Afrique
2.3 Amériques
2.4 Europe et Asie centrale
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

**Tableau 4 : Exportation canadiennes de marchandises vers l'Asie\* par secteur**

Principaux secteurs	(M CAD) 2009	(M CAD) 2010	Croissance (2010/2009)
Agroalimentaire	9 953,1	10 532,9	5,8
Minerais	6 090,1	6 922,6	13,7
Foresterie	4 375,2	6 363,6	45,4
Énergie	4 128,8	4 729,1	14,5
Machinerie industrielle	2 370,4	2 235,4	-5,7
<b>Total des exportations de marchandises</b>	<b>33 801,7</b>	<b>38 159,8</b>	<b>0,1</b>

**Sources :** Statistique Canada et Services économiques d'EDC.

Les données pour 2009-2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

### ***Croissance au ralenti mais encore vigoureuse***

Malgré de nombreux reculs de la reprise mondiale, l'Asie continuera de prendre de l'expansion rapidement en 2011 et en 2012, même si elle se modérera par rapport à la croissance stimulée par les mesures de relance de 2010, qui avait atteint 6,4 %. Les vulnérabilités politiques et de sécurité limitées dans la région en 2011 et en 2012 appuieront elles aussi la croissance.

Le ralentissement graduel en cours actuellement se poursuivra, car la souplesse budgétaire et monétaire constatée au paroxysme de la crise commence maintenant à faire sentir ses effets. En 2011, la Chine, l'Inde et l'Indonésie apporteront la plus grande contribution, avec des taux de croissance respectifs de 9,3 %, 7,5 % et 6,4 %. Au deuxième semestre de 2011, le rétablissement des chaînes d'approvisionnement après le séisme et le tsunami qui ont dévasté le Japon en mars stimulera la croissance. En 2012, la croissance plus forte au Japon à cause des travaux de reconstruction sera annulée par une croissance plus faible en Chine, en Inde et dans la plupart des autres grandes économies émergentes asiatiques. Le Sri Lanka ira à contre-courant de cette tendance, tout comme des marchés secondaires tels que la Mongolie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Bangladesh, le Bhoutan et le Cambodge, qui afficheront une croissance de 6 % ou plus cette année et l'an prochain. Dans l'ensemble, nous prévoyons un taux d'expansion du PIB réel de 6,2 % en 2011 et de 6,5 % en 2012.

### ***Principaux risques***

L'Asie n'a pas été à l'abri des événements en Europe, au Moyen-Orient et aux É.-U., comme en témoignent les fluctuations des monnaies, de la bourse et des indices de confiance dans toute la région. La détérioration de la demande d'exportations des É.-U. et de l'UE est très préoccupante, parce que les perspectives de croissance et les monnaies de ces deux marchés devraient s'affaiblir à l'avenir, ce qui rend les exportations asiatiques relativement plus coûteuses. Mais la vulnérabilité aux chocs extérieurs est généralement limitée, et de solides tampons sont en place. Seulement deux pays de la région présentent des risques accrus de ne pas pouvoir avoir accès à des liquidités extérieures durant la période de référence. Le Pakistan reste tributaire de l'appui multilatéral et bilatéral, tandis que les déséquilibres extérieurs du Vietnam provoqueront probablement une autre dévaluation de la monnaie avant la fin de 2012.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

L'inflation est un autre grand problème régional, surtout pour les prix sensibles des aliments et du logement. Malgré la récente tendance généralisée à la baisse, l'inflation reste bien au-dessus de la zone de confort dans quelques pays, y compris la Chine, l'Inde, le Vietnam, le Bangladesh et le Pakistan. Collectivement, ces pays représentent près de 3 milliards de citoyens mécontents de leur facture d'épicerie, qui exercent des pressions pour que les autorités interviennent. Même si les tendances des prix semblent se renverser, il faudra encore de six à douze mois avant que tous les effets du resserrement monétaire actuel se fassent sentir. Au Japon, la politique monétaire extrêmement souple se poursuit, avec des rondes successives d'assouplissement quantitatif, ce qui pousse l'inflation dans un territoire positif inhabituel. Comme l'inflation globale est encore très faible et s'est située autour de 0,2-0,3 % a/a ces derniers mois, le retour de la déflation est cependant beaucoup plus probable que l'hyperinflation, dont le risque est grandement exagéré.

Nous avons légèrement révisé à la baisse nos prévisions pour la Chine en 2012 et les avons ramenées à 8,8 %, le déclin étant attribuable à l'affaiblissement des exportations et de la demande intérieure. Un important risque pour l'avenir est l'élimination des excès antérieurs dans le secteur immobilier résidentiel. Les autorités s'attaquent énergiquement à ce problème en prenant des mesures administratives et en adaptant les politiques pour décourager la spéculation et resserrer l'accès au crédit. Ces mesures exerceront des pressions sur la qualité des actifs et sur les prêts non productifs dans le secteur bancaire, mais nous pensons que les risques seront gérables. Sur le front politique, les dirigeants chinois se préparent pour la transition décennale du leadership, prévue en 2012-2013. Compte tenu de la décélération de la croissance et des prochaines modifications à la tête du pays, le Parti communiste chinois fera de la stabilité sociale un pilier de sa politique en 2012.

Au Japon, l'incidence du séisme et du tsunami de mars dernier sur l'activité économique a été plus forte que prévu. Nous avons donc révisé à la baisse nos prévisions de croissance pour le Japon en 2011 et les avons ramenées à -0,5 %. Nous avons révisé à la hausse nos prévisions pour 2012 et les avons portées à 2,5 %, vu que les chaînes d'approvisionnement ont été rebâties, que les niveaux habituels d'activité économique ont été rétablis et que les travaux de reconstruction stimuleront fortement la croissance. Mais hormis l'activité économique liée à la reconstruction, le secteur manufacturier du Japon a encore de nombreux défis à relever, à commencer par une adaptation à un yen fort. Les exportateurs subiront donc des pressions considérables, eux qui devront aussi composer avec la perspective d'une croissance plus faible de l'UE et des É.-U. et à une économie chinoise qui se ralentit. Les perspectives des ventes sur le marché intérieur ne sont pas reluisantes elles non plus, parce que les dépenses de consommation diminuent à cause du chômage élevé.

Les coûts de la reconstruction et des programmes de secours accentueront le problème déjà considérable de la stabilisation et la réduction de la gigantesque dette publique de l'État, qui dépasse déjà 200 % du PIB. Le nouveau Premier ministre du Japon considère la résolution de ce problème comme une grande priorité et il a demandé à une commission fiscale de présenter diverses solutions pour accroître les recettes fiscales. Mais le premier ministre Nado ne serait pas le premier Premier ministre japonais qui ne réussirait pas à mettre en place une réforme fiscale pour régler le problème de la dette publique. Si la proposition échoue, on peut s'attendre à d'autres changements au sommet de la pyramide politique du Japon.

Les risques politiques et de sécurité sont élevés en Afghanistan et au Pakistan et ils pourraient le devenir en Thaïlande si le nouveau gouvernement de ce pays ne peut pas équilibrer les demandes conflictuelles dans un pays divisé. Les politiciens à Taïwan et au Timor oriental feront face aux électeurs en 2012, tout comme ceux de deux pays riches en ressources, la Mongolie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Dans ces deux pays, les périodes avant et après les élections pourraient être particulièrement difficiles. Les deux gouvernements ont flirté avec des politiques populistes. La Mongolie envisage de réviser ses accords sur les investissements et les politiciens de la Papouasie-Nouvelle-Guinée évoquent des changements importants des règles régissant les ressources. Ces gestes d'ouverture pour apaiser les électeurs locaux se poursuivront probablement tant que les élections n'auront pas eu lieu.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe*****Les débouchés abondent***

Heureusement et contrairement à ce qui se passe aux É.-U et dans l'UE, les dirigeants politiques des trois grandes économies émergentes asiatiques – la Chine, l'Inde et l'Indonésie – ont plus de marge de manœuvre pour résoudre les problèmes économiques, étant donné la puissance relative des partis au pouvoir et les mandats qui dureront au moins jusqu'en 2014. Les possibilités d'investissement public seront nombreuses en Asie pour les investisseurs à long terme. Les solides facteurs fondamentaux macroéconomiques, la démographie favorable et les robustes facteurs de la demande intérieure rendent très attrayants les investissements privés axés sur l'extraction des ressources, la fabrication, les télécommunications et les technologies de pointe.

Bien que les gouvernements réduisent prudemment les dépenses de relance, ils ne sont pas obligés de mettre en place des programmes d'austérité, car les bilans des États dans la région restent sains. Le Japon est la grande exception et, dans une moindre mesure, l'Inde, le Vietnam, les Philippines et le Sri Lanka. Cette confiance dans la région et dans son potentiel économique à long terme se reflète dans le fait que, selon la CNUCED, près du quart des flux mondiaux d'IDE en 2010 sont allés dans les pays émergents d'Asie. Les données montrent aussi des changements structurels notables de l'IDE tels que la hausse de l'IDE intra-asiatique, en particulier entre la Chine et ses voisins, et une réorientation des entrées d'IDE en Chine vers les technologies de pointe.

Les 79 G USD d'IDE dans les économies de l'ANASE, un sommet sans précédent, sont particulièrement remarquables. Les données préliminaires pour la première moitié de 2011 semblent indiquer que ces tendances se poursuivront, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et le Vietnam affichant une forte activité de l'IDE. Le bond de 30 % des investissements manufacturiers en Asie du Sud-Est pourrait aussi dénoter une tendance des entreprises à diversifier la production ailleurs qu'en Chine, en raison de la hausse des coûts de production. La prolifération d'accords interrégionaux et intrarégionaux sur les investissements internationaux comme les accords de libre-échange entre l'Inde et le Japon et entre l'ANASE et la Chine, ainsi que des réformes cruciales des politiques intérieures comme les réformes agraires en Inde et en Indonésie sont de bon augure pour l'IDE dans la région.

Les débouchés proliféreront également dans les projets d'infrastructure publique, vu que les gouvernements des marchés émergents de la région ont généralement une marge de manœuvre budgétaire et qu'il existe d'importantes pénuries d'infrastructures qui, dans la plupart des cas, ne peuvent pas être comblées par les ressources nationales. Les investissements dans les infrastructures continueront donc de s'accroître rapidement dans la région, même si les accidents récents d'un train rapide et dans un métro en Chine et les scandales de la corruption en Inde modéreront le rythme des projets dans ces deux pays. La production et la distribution d'électricité, les transports et les services d'utilité publique domineront sur les listes de projets gouvernementaux. Étant donné les objectifs ambitieux dans le domaine des infrastructures, les gouvernements pourraient bien utiliser les dépenses d'infrastructure comme mesures de relance si leur économie se ralentit brusquement.

Le vaste éventail des projets d'investissement appuiera les exportations canadiennes de machinerie et d'équipement et de matériel de pointe durant la période de référence et au-delà, tandis que l'émergence d'une imposante classe moyenne crée une nouvelle demande et de nouvelles occasions d'affaires dans les secteurs des biens de consommation et des services, y compris les services financiers et bancaires, les soins de santé, le commerce de détail, et les services liés aux technologies. En même temps, les prix élevés des produits de base, notamment les produits agroalimentaires, la pâte à papier, le charbon et les engrais, feront monter les exportations vers la région de 21 % en 2011 avant qu'elles se ralentissent à 7 % en 2012. L'internationalisation du renminbi chinois et l'appréciation prévue de cette monnaie contribueront aussi à la transformation continue de la Chine en une économie de consommation. Enfin, les discussions avec l'Inde concernant un futur accord de libre-échange avec le Canada ouvriront la porte à un commerce bilatéral accru, ce qui créera de nouvelles occasions d'affaires avec le prochain géant de la planète.

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

Tableau 5 : Croissance du PIB par marché (en %)

Principaux marchés	Part de l'économie régionale 2009	Prévisions (croissance en %)		
		2010	2011 (p)	2012 (p)
Arabie saoudite	16,7	6,5	6,0	4,5
Égypte	13,4	1,2	1,0	3,5
Algérie	6,7	2,9	3,6	4,5
Israël	5,9	4,8	4,0	3,8
EAU	6,6	3,3	4,2	3,5
<b>Moyen-Orient et Afrique du nord</b>	<b>100</b>	<b>3,7</b>	<b>3,0</b>	<b>4,0</b>

**Source** : Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix constants du FMI/WEO.

Tableau 6 : Croissance du PIB par marché (en %)

Principaux marchés	Part de l'économie régionale 2009	Prévisions (croissance en %)		
		2010	2011 (p)	2012 (p)
Afrique du Sud	33,5	3,4	3,3	4,0
Nigéria	24,2	6,9	8,0	7,0
Angola	7,0	3,7	8,5	8,0
Soudan	6,1	-0,2	-5,0	4,0
Kenya	4,2	5,3	4,5	5,5
<b>Afrique subsaharienne</b>	<b>100,0</b>	<b>5,4</b>	<b>4,9</b>	<b>5,4</b>

**Source** : Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix constants du FMI/WEO.

***Incidence continue du Printemps arabe***

Deux facteurs accentuent la probabilité que l'incidence du Printemps arabe continue de se faire sentir au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (MENA) au cours des deux prochaines années. Premièrement, la chute du régime libyen en août 2011 ranimera la grogne populaire, comme l'agitation à Bahreïn, en Syrie et au Yémen qui, jusqu'ici, a été réprimée par les forces de sécurité. Deuxièmement, vu que des pays comme l'Égypte et la Tunisie s'engagent dans les réformes, ils sont confrontés à d'importants défis économiques et politiques.

Malgré l'incertitude politique qui découle de ces événements, de grands soulèvements sont improbables dans des pays autres que ceux qui sont déjà en effervescence. Des pays comme la Jordanie et le Maroc, où il y a eu des manifestations massives en début d'année, ont réussi à casser l'élan des mouvements d'opposition par de modestes programmes de réforme politique et promesses de dépenses. En ce qui concerne les monarchies du Conseil de coopération du Golfe (CCG), aucune d'elles sauf Bahreïn est susceptible de se heurter à une grande agitation populaire en 2012 et en 2013.

Près d'un an après que les événements en Égypte ont fait tache d'huile dans la région, il semble que plusieurs pays aient adopté des mesures de politique qui réduiront la probabilité de troubles majeurs chez eux. La baisse prévue des cours du pétrole exercera des pressions à la baisse sur les budgets de la plupart des pays producteurs de pétrole. Mais il y a quelques lueurs d'espoir, vu que les importantes dépenses dans les programmes sociaux et les projets d'infrastructure ont déjà été affectées. Ces dépenses continueront de créer des occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe*****Perspectives de croissance***

La plus grande partie de la croissance de la région qui, selon le FMI, devrait se situer à 4 % en 2012, restera mue par les pays du CCG exportateurs d'énergie. Afin de conjurer la grogne populaire dans le royaume, l'Arabie saoudite a annoncé son intention de consacrer 130 G USD à des projets sociaux, en plus des engagements antérieurs envers les grands projets d'infrastructure. Ces fonds accroîtront sans doute la consommation et créeront des occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens. Considéré comme une oasis de stabilité dans une région turbulente, le Qatar demeure un engin de la croissance, à cause du secteur des hydrocarbures et de son environnement favorable à l'investissement. Hors du CCG, Israël, avec son secteur gazier extracôtier, présente de nouvelles possibilités pour les compétences canadiennes. En Afrique du Nord, à court terme, l'Algérie devrait éviter le même sort politique que ses voisins, vu que le gouvernement utilise les énormes recettes pétrolières du pays pour investir dans les projets d'infrastructure et de logement, des dépenses qui, jusqu'ici, ont réussi à contenir l'agitation sociale.

L'économie de l'Égypte a été durement frappée par la révolution à cause de la baisse des recettes touristiques et de l'approche attentiste des investisseurs étrangers et locaux, qui ne se lancent pas dans de nouveaux projets tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas en place. Même si cela prendra au moins un an, vu que le pays doit d'abord élire un nouveau parlement et un président, la croissance devrait commencer à rebondir, par rapport aux faibles résultats de cette année, pour remonter à 5,5 % en 2013. En Tunisie, où les recettes touristiques et les entrées d'IDE se sont également taries à cause des troubles internes, du conflit en Libye et de la faiblesse de la zone euro, la croissance économique passera d'une contraction de 2 % en 2011 à un rebond de 4,5 % en 2012.

Malgré l'absence relative de stabilité politique et la violence continue, les entreprises étrangères seront de plus en plus nombreuses dans le secteur pétrolier et gazier en Iraq. De plus, les dépenses du gouvernement iraquien pour le développement d'infrastructures comme le logement et l'électricité, ainsi que la hausse de la consommation privée, feront monter les importations, mais il est un peu difficile de savoir quand. Le redressement de la Libye sera le plus long, puisqu'il faudra au moins deux ans avant que les exportations reviennent à leurs niveaux d'avant la guerre.

***Perspectives de croissance***

La plus grande partie de la croissance de la région qui, selon le FMI, devrait se situer à 4 % en 2012, restera mue par les pays du CCG exportateurs d'énergie. Afin de conjurer la grogne populaire dans le royaume, l'Arabie saoudite a annoncé son intention de consacrer 130 G USD à des projets sociaux, en plus des engagements antérieurs envers les grands projets d'infrastructure. Ces fonds accroîtront sans doute la consommation et créeront des occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens. Considéré comme une oasis de stabilité dans une région turbulente, le Qatar demeure un engin de la croissance, à cause du secteur des hydrocarbures et de son environnement favorable à l'investissement. Hors du CCG, Israël, avec son secteur gazier extracôtier, présente de nouvelles possibilités pour les compétences canadiennes. En Afrique du Nord, à court terme, l'Algérie devrait éviter le même sort politique que ses voisins, vu que le gouvernement utilise les énormes recettes pétrolières du pays pour investir dans les projets d'infrastructure et de logement, des dépenses qui, jusqu'ici, ont réussi à contenir l'agitation sociale.

L'économie de l'Égypte a été durement frappée par la révolution à cause de la baisse des recettes touristiques et de l'approche attentiste des investisseurs étrangers et locaux, qui ne se lancent pas dans de nouveaux projets tant qu'un nouveau gouvernement ne sera pas en place. Même si cela prendra au moins un an, vu que le pays doit d'abord élire un nouveau parlement et un président, la croissance devrait commencer à rebondir, par rapport aux faibles résultats de cette année, pour remonter à 5,5 % en 2013. En Tunisie, où les recettes touristiques et les entrées d'IDE se sont également taries à cause des troubles internes, du conflit en Libye et de la faiblesse de la zone euro, la croissance économique passera d'une contraction de 2 % en 2011 à un rebond de 4,5 % en 2012.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

Malgré l'absence relative de stabilité politique et la violence continue, les entreprises étrangères seront de plus en plus nombreuses dans le secteur pétrolier et gazier en Iraq. De plus, les dépenses du gouvernement iraquien pour le développement d'infrastructures comme le logement et l'électricité, ainsi que la hausse de la consommation privée, feront monter les importations, mais il est un peu difficile de savoir quand. Le redressement de la Libye sera le plus long, puisqu'il faudra au moins deux ans avant que les exportations reviennent à leurs niveaux d'avant la guerre.

***Les « rois lions » de l'Afrique prennent la vedette***

Pendant des années, l'Asie s'est vantée de ses « tigres et dragons », qui affichaient des taux de croissance moyenne de plus de 6 % par année. L'Afrique subsaharienne peut elle aussi être fière de ses « rois lions ». Ce terme a été inventé par The Economist, et d'après les analystes de cette revue, au cours des cinq prochaines années (2011-2015), sept des dix économies qui progresseront le plus rapidement dans le monde se trouveront en Afrique subsaharienne. Quelques « rois lions » notables comprennent le Nigeria, le Ghana, l'Éthiopie et la Tanzanie. Ces projections de croissance rapide sont également conformes à celles du FMI – ce qui les rend plus crédibles –, tandis que la couverture dans les médias s'intensifie elle aussi, en raison de ce potentiel encore inexploité.

L'Afrique subsaharienne comprend 49 pays, les plus récents étant le Soudan du Sud, qui a vu le jour en juillet 2011. D'après le FMI, le PIB global de la région en dollars courants de 1,2 B USD atteindra 1,6 B USD en 2015. La population de 465 millions d'habitants augmente à un taux de 2,2 % par année. Les exportateurs canadiens qui souhaitent se diversifier au-delà de leurs marchés traditionnels ou effectuer des investissements stratégiques afin d'exploiter les chaînes d'approvisionnement devraient comprendre les débouchés et les risques qui les attendent.

***Risques et possibilités***

Ces 49 pays sont très différents à en juger par les indicateurs politiques, économiques et démographiques. Par exemple, les populations nationales varient de moins de 160 millions d'habitants au Nigéria, à moins d'un million d'habitants en Guinée équatoriale et à Djibouti. L'environnement des affaires est également propre à chaque marché, tout comme les secteurs qui présentent des débouchés et qui vont de la transformation des aliments à l'exploration et la mise en valeur des ressources. Les défis comprennent le risque politique accru dans certains pays et le désir limité de prêter des fonds à certains gouvernements d'Afrique subsaharienne, à cause de problèmes antérieurs de viabilité de la dette. Par une interaction avec d'autres exportateurs et investisseurs et avec des institutions comme EDC, les entreprises canadiennes peuvent relever ces défis et, bien souvent, atténuer ces risques.

***Facteurs de la croissance***

Pour le moment, la croissance dans de nombreuses économies de l'Afrique subsaharienne dépend largement des produits de base. La croissance annuelle moyenne du PIB de 7 % au Ghana est actuellement reliée au démarrage récent de la production de pétrole. Les taux de croissance exceptionnellement élevés peuvent aussi être attribués à l'urbanisation rapide. En moyenne, les pays d'Afrique subsaharienne ont des taux d'urbanisation d'environ 40 %, ce qui stimule la demande de consommation et l'expansion continue de la classe moyenne dans des pays comme l'Afrique du Sud et l'émergence de cette classe dans d'autres pays comme le Nigéria. De même, les dépenses publiques dans les ports, les routes, l'énergie, l'eau, le traitement des déchets, l'électricité et les télécommunications pour faire face à cette tendance à l'urbanisation appuient fortement la croissance.

<b>1.0 Sommaire</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
2.1 Asie
2.2 Moyen-Orient et Afrique
2.3 Amériques
2.4 Europe et Asie centrale
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Enfin, pour de nombreux pays, la croissance découle de généreux programmes de réduction de la dette au cours de la dernière décennie, qui ont libéré des capitaux et permis de nouveaux investissements. Ces pays surveillent maintenant de plus près la viabilité de la dette et collaborent étroitement avec les institutions financières internationales pour obtenir des prêts non concessionnels, accroître la capacité de leurs infrastructures et jeter les bases de la croissance du secteur privé.

Certes, la part de l'Afrique subsaharienne dans la production mondiale reste modeste à 1,5 %. Les exportateurs et investisseurs canadiens sont néanmoins actifs, et des sociétés canadiennes sont déjà très présentes à Madagascar, en Érythrée, en Tanzanie, en Mauritanie, en Éthiopie, en Guinée, en République démocratique du Congo, en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud. Compte tenu des antécédents de croissance économique du continent et de l'incertitude sur de nombreux marchés développés, les Services économiques d'EDC croient que l'engagement canadien dans la région ne fera qu'augmenter.

## 2.3 Amériques

### *Croissance durable : Déséquilibre régional*

Principaux marchés	Part de l'économie régionale 2009	Prévisions (croissance en %)		
		2010	2011 (p)	2012 (p)
Brésil	33,7	7,5	4,6	4,7
Mexique	24,6	5,5	4,4	4,0
Argentine	9,8	7,5	5,0	4,1
Venezuela	5,8	-1,3	1,1	2,5
Pérou	4,2	8,3	6,1	5,6
<b>Amérique latine</b>	<b>100</b>	<b>6,1</b>	<b>4,1</b>	<b>4,1</b>

**Source :** Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix constants du FMI/WEO.

Cinq principaux secteurs	2009 (CAD mn)	2010 (CAD mn)	Croissance (2010/2009)
Culture du blé	1 298,7	1 186,7	-8,6
Produits chimiques	642,6	1 128,0	75,5
Oléagineux et légumineuses	783,0	1 050,8	34,2
Métaux	651,2	949,0	45,7
Technologies de pointe	611,8	763,1	24,7
<b>Total</b>	<b>9 529,5</b>	<b>11 390,7</b>	<b>19,5</b>

**Sources :** Statistique Canada et Services économiques d'EDC.

Le profil de croissance de l'Amérique pourrait être compromis par les craintes d'un ralentissement de la croissance mondiale et les risques accrus d'un déséquilibre de la reprise. Mais les trajectoires actuelles de la croissance semblent indiquer que l'élan de l'activité économique sera maintenu dans la région. La forte demande intérieure, les termes favorables de l'échange et les politiques macroéconomiques souples appuient les prévisions d'EDC d'une croissance de 4,1 % cette année et l'année prochaine, à mesure que les économies latino-américaines progressent vers une croissance plus durable.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

Les perspectives de croissance favorables masquent néanmoins des résultats différents au sein de la région. Par exemple, de nombreuses économies de l'Amérique centrale et des Caraïbes comptent sur les envois de fonds des travailleurs, le tourisme et les recettes à l'exportation; elles auront donc besoin également d'une reprise durable aux É.-U. pour stimuler la croissance. Chez elles, les hausses des dépenses publiques pour atténuer le ralentissement de la croissance ont été limitées par les faiblesses structurelles des comptes publics, les importants déficits budgétaires chroniques; les faibles recettes fiscales et, dans certains cas, la dette publique élevée. En outre, les dépenses publiques ont été limitées davantage par la nécessité de réaffecter les dépenses afin de compenser le renchérissement de l'énergie et des aliments. D'autres, par contre, comme le Panama, la Trinité-et-Tobago et la République dominicaine, devraient afficher de solides taux de croissance durant la période de référence, grâce à la vigueur de l'IDE et de la demande privée. Au Mexique, le gouvernement a une certaine marge de manœuvre pour investir dans des projets publics s'il veut remplacer la baisse des affaires avec les É.-U.

Plus au sud, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay continueront de profiter de l'appui des solides prix à l'exportation de produits de base comme la viande, les céréales et le soja. Mais surtout, ces pays pourraient profiter de leurs liens commerciaux avec la puissance économique voisine, le Brésil, qui devrait afficher une croissance d'environ 4 % en 2011 et en 2012. La région andine sera mue par une croissance supérieure à la moyenne au Chili et au Pérou, qui sera appuyée par les cours élevés des métaux, l'approfondissement de la consommation privée et l'intégration accrue avec l'Asie. En Colombie, la forte demande intérieure pourrait bientôt annuler l'incidence positive du rétablissement, après douze ans, de la cote de crédit supérieure de la Colombie.

Les investissements chinois se sont accrus de 150 % dans certains pays de la région en 2010, et la Chine jouera un rôle de plus en plus important comme investisseur, bailleur de fonds, partenaire commercial et fournisseur d'aide et de subventions. L'Amérique latine devrait absorber le tiers des investissements à l'étranger de la Chine en 2011, l'Argentine, le Brésil, l'Équateur, le Pérou et le Venezuela étant les principaux bénéficiaires.

### ***Exportations canadiennes à la hausse***

En ce qui concerne le commerce avec le Canada, l'élan dans la région s'est traduit par une hausse constante des exportations de biens industriels, d'oléagineux, de pâte à papier et de métaux, bien que les exportations de blé et de produits chimiques aient été décevantes jusqu'ici cette année. Quelques éléments jouent en faveur d'une solide croissance continue des importations dans la région, ce qui incite les Services économiques d'EDC à maintenir leurs prévisions à l'exportation positives du printemps. D'abord, l'environnement du crédit dynamique, stimulé par l'intermédiation financière accrue au Brésil et en Argentine, ainsi que la forte croissance du crédit dans divers secteurs en Colombie, au Pérou et dans une certaine mesure en Uruguay, jettera des bases pour la demande intérieure. Ensuite, les importants écarts de taux d'intérêt avec les économies avancées continueront de renforcer les monnaies, ce qui est de bon augure pour les achats à l'étranger. Enfin, la robuste demande du secteur privé, conjuguée à la capacité industrielle limitée, surtout évidente au Brésil, incitera les entreprises à compenser les pénuries de l'offre par les importations. Dans ce contexte de la demande du secteur privé, quelques pays pourraient devoir freiner un peu l'élan des approvisionnements publics pour éviter de creuser les déficits budgétaires, sinon ils risquent la surchauffe.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

Les Services économiques d'EDC prévoient que les antécédents de paiement dans la région seront appuyés par les niveaux relativement modérés d'endettement extérieur, les solides positions de liquidité extérieure et une situation économique favorable. L'accumulation de réserves de change dans de nombreuses économies de la région devrait contribuer à atténuer le risque d'un renversement soudain des flux de capitaux, ce qui évitera des blocages de transfert et de conversion pour les paiements liés au commerce extérieur et aux investissements étrangers. Dans le contexte actuel de l'aversion mondiale au risque, les exportateurs et les investisseurs devraient s'attendre à une certaine instabilité monétaire, surtout pour les monnaies qui dépendent des produits de base, comme au Chili. En cas de décélération accrue de la croissance, les retards de paiement et les restrictions à l'importation se manifesteront probablement davantage dans les pays qui subissent des pressions sur leur balance des paiements, soit l'Équateur, l'Argentine et le Nicaragua.

***Enjeux sociaux derrière d'éventuels incidents de risque politique***

Bien que différents éléments du risque-pays semblent indiquer que la région pourrait être plus stable politiquement et mieux en mesure d'affronter une évolution négative de la confiance des investisseurs, la possibilité d'incidents de risque politique demeure. Les probabilités d'agitation sociale demeurent élevées dans les pays où l'inégalité des revenus est élevée ou dont les gouvernements ne réussissent toujours pas à intégrer les nombreux démunis. Les dernières années ont démontré que la conjoncture des affaires dans les pays où les perspectives des projets énergétiques sont favorables peut s'envenimer si les propositions deviennent politisées et se heurtent à l'opposition populaire. Dans certains cas, les gouvernements ont réagi aux préoccupations sociales en modifiant les règles du jeu, ce qui crée de l'imprévisibilité et une instabilité juridique. Les manifestations indigènes et populaires ont également entraîné l'abrogation de lois favorables à l'investissement étranger ou l'annulation de permis d'exploitation, ce qui compromet des projets existants et futurs. Par conséquent, les pays qui réussiront le mieux seront ceux qui pourront s'acquitter de leurs responsabilités constitutionnelles d'être rassembleurs et remplir leurs obligations internationales tout en maintenant un cadre propice à l'investissement.

La disjonction entre l'efficacité relative et la convergence des politiques macroéconomiques et la difficulté de faire face aux conflits de travail et aux attentes populaires sont sources de préoccupation. En outre, la faiblesse de la primauté du droit et le peu de respect accordé aux contrats nuisent à l'environnement commercial dans de nombreux pays. La corruption élevée et enracinée afflige certains pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes, tout comme une hausse de la violence criminelle et des risques pour la sécurité qui ont découragé les affaires. Les modifications fréquentes du cadre réglementaire, la faiblesse des systèmes judiciaires et la grande ingérence du gouvernement nuisent aux affaires dans des pays comme l'Argentine, l'Équateur, le Venezuela et la République dominicaine. De plus, l'inflation élevée dans ces pays, à l'exception notable de l'Équateur, rend l'investissement plus difficile et peut perturber les contrats commerciaux le long de diverses chaînes d'approvisionnement.

***Accords de libre-échange et débouchés commerciaux***

Malgré ces difficultés, les Services économiques d'EDC prévoient que les exportateurs canadiens profiteront des accords qui ont été conclu avec le Chili, la Colombie, le Costa Rica, le Honduras, le Pérou et le Panama. En outre, la hausse de l'investissement visant à répondre aux besoins d'infrastructure de transport et de capacités de production d'électricité de la région continueront de créer une foule d'occasions d'affaires pour les entreprises canadiennes. Dans les Caraïbes, il existe des possibilités de partenariats publics-privés dans les secteurs des industries extractives et de l'énergie, au moment où des régimes fiscaux préférentiels sont instaurés pour attirer l'investissement direct étranger. La classe moyenne établie et croissante dans la région offre une multitude de débouchés aux entreprises canadiennes, en particulier dans les secteurs du logement, du commerce de détail et des services financiers. Par ailleurs, la concurrence accrue des entreprises chinoises et brésiliennes, ainsi que la dynamique de plus en plus « Sud-Sud » du commerce et de l'investissement, sont des problèmes que les entreprises canadiennes devront anticiper et résoudre.

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

## 2.4 Europe et Asie centrale

Tableau 9 : Croissance du PIB par marché (en %)

Principaux marchés	Part de l'économie régionale	Prévisions (croissance en %)		
		2009	2010	2011 (p)
Allemagne	27,7	3,6	2,6	2,0
France	20,1	1,4	1,5	1,7
Italie	16,8	1,3	0,8	1,1
Espagne	12,9	-0,1	0,6	1,2
Pays-Bas	6,4	1,6	1,3	1,7
<b>Total zone euro</b>	<b>100</b>	<b>1,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,6</b>

**Source :** Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix

Tableau 10 : Croissance du PIB par marché (en %)

Principaux marchés	Part de l'économie régionale	Prévisions (croissance en %)		
		2009	2010	2011 (p)
Russie	37,9	4,0	3,9	4,0
Turquie	16,5	8,9	3,8	3,2
Ukraine	5,2	4,2	4,0	4,8
Roumanie	4,3	1,3	1,5	3,5
Kazakhstan	3,4	7,3	2,2	4,5
<b>Europe émergente et Asie centrale</b>	<b>100</b>	<b>4,3</b>	<b>3,5</b>	<b>3,8</b>

**Source :** Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Nota – L'historique de croissance du PIB est fondé sur les prix constants du FMI/WEO.

**Crise dans la zone euro**

Les exportations canadiennes en Europe occidentale devraient augmenter à un taux impressionnant de 12 % cette année, mues en grande partie par la flambée des prix des métaux et surtout de l'or. Mais les risques des affaires sur certains marchés en difficulté de l'UE n'ont jamais été aussi grands. De fait, la crise de la dette souveraine dans la zone euro menace la survie de l'union monétaire et la viabilité du système financier international. L'UE et le FMI ont déployé un programme de sauvetage de 750 G EUR afin de prévenir un défaut désordonné dans les petits pays périphériques comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Pourtant ces pays demeurent encore parmi les risques souverains les plus élevés au monde. Mais surtout, la crise s'est engagée dans une phase périlleuse, car les membres les plus importants comme l'Italie et l'Espagne, voire la France dans une moindre mesure, subissent les pressions des marchés financiers, très sceptiques au sujet des finances publiques.

La zone euro est confrontée à deux grands problèmes pour dénouer la crise : un problème de gouvernance étant donné que chaque programme de sauvetage doit être ratifié par 17 États membres, ce qui peut faire dérailler ou retarder la mise en œuvre; et l'opinion répandue, mais erronée, que les dépenses excessives sont la seule cause de la crise et, par conséquent, que l'austérité est la seule solution. Les gouvernements de l'UE continuent donc de rejeter des radiations de la dette ou des plans de croissance et comptent uniquement sur des compressions massives des dépenses et des hausses d'impôt, ce qui a pesé sur le taux de croissance de l'UE et l'a fait descendre à seulement 0,2 % au deuxième trimestre. La dette s'est donc creusée dans la périphérie et elle continuera d'augmenter tant que la croissance stagnera. Les programmes de sauvetage n'ont réussi jusqu'ici qu'à retarder des restructurations inévitables tout en provoquant une perte de confiance fondamentale dans les obligations souveraines européennes.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

Les prévisions pour l'Europe occidentale sont donc les suivantes : faible croissance continue; nervosité des marchés, vu que la Grèce et peut-être le Portugal devront se restructurer davantage avant 2013; et un environnement du crédit tendu, car les banques doivent composer avec d'éventuelles pertes liées à la dette souveraine et un accès difficile aux fonds du marché. Bien que l'UE et la Banque centrale européenne restent déterminées à éviter une crise financière plus large, nous prévoyons un parcours cahoteux, ce qui aura de sérieuses implications pour l'Europe émergente et l'Asie centrale, à cause des liens commerciaux et financiers.

***Les difficultés se répandent dans l'Est***

Le moteur manufacturier allemand, engin crucial de la croissance pour de nombreux pays de l'Europe orientale, s'est grippé. Sous l'effet combiné de la croissance léthargique du PIB dans les économies de l'Europe occidentale, la croissance dans de nombreux pays de l'Europe émergente et de l'Asie centrale a fléchi au deuxième trimestre. Même si l'austérité budgétaire, le crédit serré et les faibles dépenses de consommation dans l'Ouest se traduiront par une demande plus faible pour les exportations en provenance de l'Europe émergente, l'incidence variera d'un pays à l'autre. Pour ceux où la demande intérieure est vigoureuse, la demande d'exportations moins élevée affaiblit la position du compte extérieur. Le plus bel exemple est la Turquie où l'envolée du crédit à la consommation stimule la demande d'importations, la croissance des exportations se languit et le déficit du compte courant explose. Les pays riches en ressources comme la Russie et le Kazakhstan sont protégés en partie contre cet effet, mais ils sont de plus en plus vulnérables à une correction des prix des produits de base. Pour ceux qui comptent sur une reprise mue par les exportations comme l'Ukraine, la Hongrie, la Roumanie et la Serbie, les perspectives se sont assombries. Étant donné que ces trois modèles de croissance sont vulnérables à une escalade de la crise en Europe, la région affichera à nouveau des résultats inférieurs à ceux d'autres marchés émergents, avec une croissance du PIB peu inspirante de 3,5 % cette année, et 3,8 % en 2012.

En plus des liens commerciaux, de nombreux pays de l'Europe émergente ont d'importants liens financiers avec la zone euro, où les banques sont durement frappées par la crainte croissante d'une crise de la dette souveraine. Les banques de l'Europe orientale ont un engagement direct minimal envers la dette souveraine de la zone euro. Mais les risques sont nombreux sous forme d'engagements interbancaires transfrontaliers, de contagion sur les divers marchés de la dette souveraine, et d'instabilité monétaire. Les premiers signes de difficultés des marchés financiers, y compris un accès réduit au crédit dans le secteur privé et un affaiblissement de l'activité interbancaire sur des marchés comme la Russie, la Hongrie et la Turquie, sont préoccupants. Les inquiétudes inflationnistes ont fait place à des craintes de détérioration de la conjoncture extérieure, ce qui a provoqué un virage de l'orientation de la politique monétaire dans la région. Les banques centrales visent surtout à stabiliser les marchés monétaires et à favoriser les liquidités. La banque centrale turque a abaissé les taux d'intérêt en août et la banque centrale russe a emboîté le pas en septembre. En outre, malgré la reconstitution des réserves de change et des tampons financiers plus étoffés, les besoins élevés de refinancement au cours des prochaines années et la guérison encore incomplète des secteurs bancaires de plusieurs pays de la région pourraient devenir problématiques si le marché financier de la zone euro s'affaiblit à moyen terme.

***Il existe encore des débouchés***

Malgré la crise de la zone euro, nous voyons encore des occasions d'affaires pour les exportateurs canadiens sur certains créneaux, vu que la croissance des exportations dans la région dépassera celle vers les marchés développés. Le secteur agricole en Europe centrale et en Russie se remet des graves sécheresses et incendies de 2010. La hausse des investissements et des dépenses, stimulée par les prix agricoles records, se poursuivra durant la période de référence. L'exploration du gaz de schiste s'intensifie également dans la région, ce qui crée d'autres débouchés prometteurs pour les compétences canadiennes.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales**

## 2.1 Asie

## 2.2 Moyen-Orient et Afrique

## 2.3 Amériques

## 2.4 Europe et Asie centrale

**3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**

En outre, malgré les malheurs actuels de la zone euro, l'adhésion à l'UE devrait demeurer un important moteur de réforme réglementaire dans la région et le MRE-II, l'antichambre de l'adoption de l'euro, a été un ancrage fiable des politiques dans les pays baltes et en Pologne tout au long de la crise. Mais comme la zone euro se débat dans sa crise actuelle et que les perspectives de croissance s'assombrissent, l'attrait de l'adhésion à l'union monétaire diminue et pourrait affaiblir la volonté d'apporter des réformes structurelles. À court terme, EPIC prévoit que les ambitions d'adhésion à l'UE continueront de façonner les programmes de réforme de la Croatie, de la Macédoine, du Monténégro et de la Turquie. Des pays membres de l'UE comme la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie pourraient aussi profiter grandement des transferts de fonds de l'UE.

La présence du FMI dans la région s'est accrue durant la crise. Bien que les crises de la balance des paiements se soient résorbées, le Fonds reste sur place pour donner des conseils de politique en Bosnie, en Géorgie, en Roumanie, en Serbie et en Ukraine. Cette présence protégera ces pays des caprices des investisseurs étrangers. Sur le front politique, même si la Russie et la Pologne iront aux urnes d'ici la fin de l'année, nous prévoyons une stabilité politique continue dans ces deux pays. En Pologne, le gouvernement actuel dirigé par la Plate-forme civique (PO) est bien placé pour remporter les prochaines élections en octobre 2011, ce qui assurerait la continuité des politiques, des réformes et des privatisations. En Russie, même si les préparatifs en vue des législatives de décembre 2011 et des présidentielles de mars 2012 ne se traduiront probablement pas par de grands progrès du programme de modernisation du gouvernement actuel, nous prévoyons que ce programme reprendra son élan et que la continuité des politiques restera au cœur des priorités du gouvernement en cas d'élection prévue du premier ministre Vladimir Poutine à la présidence. De même, les progrès concernant l'adhésion à l'OMC sont encore prévus au début de 2012, ce qui aurait des conséquences immédiates sur les taux des droits de douane sur certains produits, mais les avantages connexes de l'amélioration du climat des affaires et de la protection des droits de propriété intellectuelle seront beaucoup plus graduels.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 3.0 Prévisions sectorielles

Le premier semestre de 2011 a été difficile pour le commerce mondial, à cause de la nervosité des marchés, des perturbations des chaînes d'approvisionnement liées à un tsunami et à une économie mondiale plus faible que prévu. Les exportations canadiennes se sont néanmoins bien comportées en 2011 et devraient poursuivre leur trajectoire à la hausse l'an prochain. EDC prévoit que les exportations augmenteront de 12 % en 2011 et de 7 % l'an prochain, pour terminer 2012 bien au-dessus des niveaux d'avant la crise. Même si l'amélioration graduelle des perspectives de croissance mondiale profitera à presque tous les exportateurs canadiens, la situation variera grandement d'une industrie à l'autre, certaines étant florissantes grâce à l'essor de la demande mondiale tandis que d'autres devront braver les vents contraires que sont une monnaie très forte et un environnement mondial extrêmement concurrentiel.

**Tableau 11 : Données variables clés**

	2009	2010	2011 (p)	2012 (p)
Dollar canadien	0,88	0,97	1,03	0,98
Pétrole, WTI - USD/baril	62	79	94	85
PIB des É.-U.	-3,5	3,0	1,7	3,3
PIB mondial	-0,7	5,1	3,7	4,3

**Sources** : Bloomberg, FMI et Services économiques d'EDC. Les données de 2009 et de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les exportations canadiennes du secteur de **l'énergie** profiteront des prix plus élevés et des hausses des volumes des produits pétroliers et du charbon qui feront grimper les exportations de 20 % en 2011, tandis qu'une progression beaucoup plus faible de 0 % est prévue en 2012, étant donné que les légers gains pour le charbon et l'électricité compensent en partie les corrections des prix. La première moitié de l'année a été caractérisée par une grande instabilité des prix. Les inquiétudes concernant les perturbations de la production à cause du Printemps arabe ont fait monter les prix brusquement au début de l'année. Récemment, les marchés sont devenus plus préoccupés par la détérioration de la demande, vu que les données macroéconomiques pour le deuxième trimestre ont révélé un brusque ralentissement de l'économie mondiale et que le spectre d'une récession à double creux est réapparu aux É.-U.

Les exportations canadiennes de **produits agricoles** se comporteront bien en 2011, malgré les conditions météorologiques difficiles, car la flambée des prix compense largement les rendements décevants. Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse de 15 % en 2011 et de 6 % en 2012. Les espoirs d'une reprise des volumes d'exportation cette année ont été anéantis par les sols saturés d'eau dans les Prairies, mais les deux prochaines années devraient être très positives pour l'industrie canadienne des produits agroalimentaires à cause de l'envolée de la demande.

L'industrie de **l'aéronautique** continue de subir les effets à retardement de la crise financière mondiale, car les reports et les annulations de commandes durant la récession se traduisent à nouveau par une performance à l'exportation décevante cette année. Mais les commandes ont repris et, compte tenu des délais entre les commandes et les livraisons, le secteur rebondira énergiquement en 2012. Afin de s'adapter à la modeste hausse des nouvelles commandes, les fabricants continueront d'ajuster leurs taux de production en conséquence. Conformément à leurs prévisions du printemps 2011, les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations d'aéronefs et pièces seront stables cette année et qu'elles bondiront de 22 % l'an prochain.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Les exportations canadiennes de **métaux** seront un important moteur de la croissance du commerce international canadien, puisqu'elles progresseront de 16 % cette année et de 3 % en 2012. Les prix des métaux de base et des biens industriels restent très élevés et favorisent l'investissement dans de nouvelles mines et l'expansion des installations existantes. Des révisions ont dû être apportées aux prévisions du printemps, car la croissance économique américaine plus faible que prévu se traduira par une baisse des volumes des ventes pour les producteurs canadiens. Mais les conditions financières et monétaires extraordinaires devraient persister l'an prochain et puisque les marchés émergents continuent d'afficher de bons taux de croissance, le prix des métaux demeurera probablement élevé au cours de la période de référence.

L'industrie de l'**automobile** doit composer avec la conjoncture macroéconomique difficile aux É.-U., qui ébranle la confiance des consommateurs. Nos prévisions des ventes de véhicules chez nos voisins du Sud se sont donc un peu affaiblies et sont descendues 12,5 millions d'unités en 2011. Conjuguée aux perturbations de l'offre découlant de la catastrophe au Japon en début d'année, qui a ralenti la production d'automobiles en Amérique du Nord, cette détérioration a entraîné une révision à la baisse des prévisions d'exportations pour cette année. L'an prochain, l'amélioration de l'emploi et le net désendettement des ménages se combineront avec des taux de remplacement des véhicules à la hausse et avec la croissance démographique pour porter les ventes à 14 millions d'unités.

Les Services économiques d'EDC prévoient maintenant une légère contraction des exportations de **technologies de pointe** en 2011 à cause de l'absence marquée d'achats aux É.-U., de la croissance léthargique en Europe occidentale et du tassement constant des prix. Le profil de croissance affaibli continuera de se répercuter en aval sur la demande d'exportations canadiennes de technologies de pointe tout au long de l'année, tandis qu'un dollar canadien élevé nuira à la compétitivité des coûts de l'industrie. L'accélération de la croissance aux É.-U. l'an prochain présentera une possibilité de modeste rebond, car l'utilisation et le déploiement des technologies avancées, ainsi que les dépenses dans ce secteur, se raffermiront.

Une demande plus faible que prévu durant la première moitié de l'année a fait baisser les ventes à l'étranger de **produits chimiques et de plastiques**, mais nous prévoyons que l'activité économique s'accélénera aux É.-U. au deuxième semestre et l'an prochain. La capacité canadienne ne devrait pas changer à court terme, et les perspectives sont donc façonnées par l'évolution des prix internationaux et de la demande. Les exportations de produits chimiques et de plastiques augmenteront de 6 % en 2011 et de 9 % en 2012, la croissance sur les marchés émergents dépassant systématiquement celle des marchés développés.

L'industrie des **engrais** continue de profiter de la poussée de la demande d'aliments qui accentue le besoin d'obtenir des rendements plus élevés et la hausse connexe des prix ayant procuré aux producteurs les marges bénéficiaires nécessaires pour investir dans leurs récoltes. Comme nous l'avions prévu ce printemps, les exportations canadiennes d'engrais devraient poursuivre leur ascension et grimper de 27 % en 2011 et de 15 % en 2012, à la faveur de prix beaucoup plus élevés et de hausses modérées des volumes.

Nous avons révisé nos prévisions de la croissance des exportations de **biens de consommation** et les avons ramenées à 3 % cette année et l'an prochain. Le désendettement continu des consommateurs américains et la hausse des taux d'épargne ont ramené le ratio de la dette des ménages au revenu personnel disponible de leur sommet de 130 % en 2007 à 113 % cette année. Les conditions sur le marché du logement restent cependant lamentables et la décote du gouvernement américain a érodé la confiance des ménages, ce qui nous a incités à réviser à la baisse nos prévisions des exportations. Lorsque la situation de l'emploi commencera à s'améliorer l'an prochain et que le fardeau de la dette redeviendra gérable, les dépenses de consommation rebondiront.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Les exportations de **produits forestiers** progresseront de 4 % en 2011 et de 17 % en 2012, même si le secteur n'est pas au bout de ses peines. La vigueur du dollar canadien, la surcapacité, les coûts élevés des intrants et la concurrence accrue de l'étranger sont des obstacles pour les entreprises du secteur forestier canadien. Mais l'essor de la demande des marchés émergents, en particulier de la Chine, redonne vie à l'industrie des produits en bois et de la pâte à papier, tandis que les perspectives des papiers d'impression et d'écriture sont moins prometteuses, parce que la pénétration de plus en plus forte des médias et de la publicité électroniques érode de plus en plus la demande.

Les exportations de **machinerie et équipement** (M-É) industriel afficheront de solides gains cette année et l'an prochain. Malgré la révision à la baisse des prévisions de croissance américaine cette année, l'investissement dans le secteur privé continue de stimuler la demande d'exportation, car les liquidités records, l'amélioration de la confiance des entreprises et les déductions d'impôt accélérées sur les investissements en immobilisations stimulent les dépenses en investissement des entreprises américaines. Même si elles ne représentent encore qu'une petite part des ventes totales, les ventes sur les marchés émergents continueront de dépasser les ventes sur les marchés développés pendant et après la période de référence.

Les exportations canadiennes de **services** se sont remises entièrement de la récession et ont dépassé les niveaux de 2008 durant la première moitié de l'année. Une croissance modérée mais constante de 4 % est prévue au cours des deux prochaines années, mais les probabilités que ces prévisions ne se matérialisent pas augmentent parallèlement aux inquiétudes croissantes concernant la crise de la dette souveraine en Europe et au ralentissement de l'économie américaine. Étant donné que les solides hausses du commerce des marchandises l'an dernier seront suivies par une autre croissance à deux chiffres cette année, la part des exportations de services dans l'ensemble du commerce a légèrement diminué et est descendue à environ 15 %.

**Tableau 12 : Prévisions des exportations canadiennes par secteur**

Aperçu des prévisions pour les exportations	G CAD	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Agroalimentaire	39,2	8,8	1,3	15	6
Énergie	94,7	21,2	16,1	20	0
Foresterie	26,8	6,0	9,8	4	17
Produits chimiques et plastiques	32,5	7,3	5,8	6	9
Engrais	6,7	1,5	27,7	27	15
Métaux, minerais et autres produits industriels	62,4	14,0	28,6	16	3
Avions et pièces	10,2	2,3	-10,1	0	22
Technologies de pointe	14,2	3,2	-7,3	-2	1
M-É	23,9	5,4	-5,1	11	8
Véhicules automobiles et pièces	52,5	11,8	32,0	6	19
Biens de consommation	7,6	1,7	-0,2	3	3
<b>Total – Secteur des biens</b>	<b>374,3</b>	<b>84,0</b>	<b>11,9</b>	<b>12</b>	<b>7</b>
<b>Total – Secteur des services</b>	<b>71,3</b>	<b>16,0</b>	<b>4,3</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
<b>Total des exportations</b>	<b>445,5</b>	<b>100,0</b>	<b>10,6</b>	<b>11</b>	<b>7</b>
<b>Pour mémoire</b>					
<b>Volume total des exportations</b>		<b>100,0</b>	<b>9,4</b>	<b>5</b>	<b>7</b>
<b>Export. de biens nominal (énergie exclue)</b>	<b>279,6</b>	<b>62,8</b>	<b>10,5</b>	<b>9</b>	<b>10</b>
<b>Export. de biens nominal (autos et énergie exclues)</b>	<b>227,1</b>	<b>51,0</b>	<b>6,5</b>	<b>10</b>	<b>8</b>

**Source :** Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 3.1 Énergie

Les prix plus élevés et les hausses des volumes des produits pétroliers et du charbon feront grimper les exportations d'énergie de 20 % en 2011, tandis qu'une progression nulle est prévue en 2012, étant donné que les légers gains pour le charbon et l'électricité compensent en partie les corrections des prix du pétrole et du charbon. Les Services économiques d'EDC prévoient que le prix du pétrole WTI se situera en moyenne à 94 USD le baril en 2011 – soit plus de 18 USD de plus qu'en 2010 – avant de se replier à 85 USD le baril en 2012. La première moitié de l'année a été caractérisée par une grande instabilité des prix. Les inquiétudes concernant les perturbations de la production à cause du Printemps arabe ont fait monter les prix brusquement au début de l'année. La hausse s'explique cependant davantage par la crainte que par les facteurs fondamentaux, puisque la perte de 1,72 million de barils par jour de production libyenne a été compensée par d'autres producteurs et que la capacité excédentaire de l'OPEP reste à 4 millions de barils par jour. Bien que la menace d'une propagation des soulèvements arabes à d'autres pays de l'OPEP ait hanté les marchés et laissé présager une hausse à court terme des prix du pétrole brut et des produits raffinés, les principaux producteurs de pétrole du CCG restent largement à l'abri du type de manifestations et de violence qui entrave la production. Récemment, les marchés sont devenus plus préoccupés par la détérioration de la demande, vu que les données macroéconomiques pour le deuxième trimestre ont révélé un brusque ralentissement de l'économie mondiale et que le spectre d'une double récession est réapparu aux É.-U. L'amélioration de l'offre et la détérioration de la demande n'appuient pas vraiment les prix élevés constatés en début d'année et des prix plus bas devraient persister durant la période de référence.

**Tableau 13 : Prévisions des exportations d'énergie par secteur**

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations d'énergie	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2010		2010	2010	2011 (p)
Pétrole*	70,8	74,7	21,9	25	-3
Gaz naturel	15,6	16,5	-2,2	-5	14
Charbon	6,3	6,6	22,1	45	7
Électricité	2,0	2,2	-14,7	0	12
<b>Marchés développés</b>	<b>92,1</b>	<b>97,3</b>	<b>15,9</b>	<b>19</b>	<b>0</b>
<b>Marchés émergents</b>	<b>2,6</b>	<b>2,7</b>	<b>24,5</b>	<b>60</b>	<b>6</b>
<b>Total - Énergie</b>	<b>94,7</b>	<b>100,0</b>	<b>16,1</b>	<b>20</b>	<b>0</b>

**Sources** : Statistique Canada et Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions. \* Comprend le pétrole brut et les produits raffinés.

**Tableau 14 : Prévisions des cours du pétrole et du gaz naturel**

	Moyenne sur 10 ans	2010	2011 (p)	2012 (p)
Pétrole, WTI - USD/baril	56,1	79	94	85
Gaz naturel (HH) - USD/MBtu	5,8	4,4	4,25	4,75

**Sources** : Haver et Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Les exportations canadiennes de pétrole brut et de produits raffinés du pétrole ont profité de la hausse des prix et de l'augmentation de la demande au sud de la frontière. Le forage (puits forés et engins de forage en service) s'intensifie et devrait continuer sur cette lancée l'an prochain, les prix restant favorables et les niveaux d'activité demeurant bien inférieurs au sommet de 2006. L'activité plus intense et l'amélioration des techniques d'extraction qui ont accru le rendement des puits ont permis aux producteurs de sables bitumineux canadiens d'accroître leurs expéditions aux É.-U. Il est prévu que la croissance du volume des exportations canadiennes se modère en 2012, mais tout dépendra d'un retour à la santé de l'économie américaine, qui pourrait ainsi éviter une autre période de léthargie. Nous prévoyons que les exportations de brut et de produits pétroliers raffinés monteront de 25 % en 2011 et se contracteront de 3 % en 2012, lorsque les augmentations de volumes compenseront les effets de prix.

Le prix du gaz naturel au Henry Hub se situera en moyenne à 4,25 USD/MBtu en 2011 et montera vers 4,75 USD/MBtu en 2012. Les pressions à la hausse découleront du déclin prévu du forage aux É.-U. l'an prochain. À l'heure actuelle, les prix sont retenus par la hausse de la production américaine ces dernières années – étant donné que les lois américaines exigent que les producteurs de gaz de schiste amènent leurs projets à l'étape de la production dans un délai de deux ans, sinon ils risquent de perdre leurs droits de forage. La production canadienne ne bougera pas durant la période de référence et la croissance des exportations sera donc stable cette année, tandis que la modeste hausse de l'an prochain sera entièrement attribuable aux prix. Les perspectives à moyen terme sont nettement meilleures, étant donné que le démarrage de Deep Panuke en Nouvelle-Écosse et les projets de gaz de schiste et de gaz avare en Colombie-Britannique feront monter les ventes canadiennes dans les années qui viennent.

Les inondations en Australie cette année ont eu une grande incidence sur l'offre de charbon, ce qui a fait monter les prix considérablement. Cet effet transitoire se dissipe et les prix se replieront l'an prochain. La demande des marchés à l'exportation traditionnels du Canada a été faible, car les expéditions au Japon ont été interrompues par les effets du tsunami, et la croissance globale au R.-U et dans la zone euro est restée stable, tandis que l'austérité budgétaire et la conjoncture du crédit serrée pèseront lourdement sur la croissance. La croissance des exportations au Japon devrait cependant rebondir au deuxième semestre de 2011 et en 2012, quand les travaux de reconstruction démarreront. Les É.-U. et des marchés non traditionnels comme l'Asie et principalement la Chine, l'Europe orientale et l'Afrique ont légèrement relevé le marché. Dans l'ensemble, nous prévoyons une hausse, mue par les prix, de 45 % des exportations de charbon en 2011, puis une augmentation des ventes de 7 % en 2012, l'incidence du tassement des prix étant largement compensée par des hausses des volumes.

## 3.2 Minerais métalliques et métaux industriels

Les exportations du secteur des métaux restent, avec celles des autres secteurs des ressources, un grand moteur du commerce international canadien. Malgré la détérioration des perspectives de la croissance mondiale et les craintes de plus en plus fortes d'une crise de la dette et/ou d'une crise financière en Europe, les prix des métaux de base et des biens industriels restent très élevés. Ces prix résilients et élevés favorisent l'investissement dans de nouvelles mines et l'expansion des installations existantes, chez nous et ailleurs dans le monde. Même si nous prévoyons que la demande des marchés émergents restera robuste, les É.-U. et l'Europe occidentale continueront de représenter la plus grande partie de nos ventes à l'étranger au-delà de la période de référence. Des révisions ont dû être apportées aux prévisions du printemps, car la croissance économique américaine plus faible que prévu se traduiront par une baisse des volumes des ventes pour les producteurs canadiens. Les conditions financières et monétaires extraordinaires devraient maintenant persister l'an prochain et, comme les marchés émergents continuent d'afficher des taux de croissance vigoureux, les prix des produits de base resteront élevés. Lorsque la réaction de l'offre à ces prix élevés commencera à se faire sentir en 2013 et que les facteurs fondamentaux du marché ne seront plus favorables, les prix se corrigeront.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

**Tableau 15 : Prévisions des exportations canadiennes de minerais et de métaux industriels**

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Marchés développés</b>					
États-Unis	30,8	54,7	28	13	2
Europe occidentale	16,4	29,2	50	19	3
Japon, Océanie et Asie développée	3,1	5,6	27	32	2
<b>Marchés émergents</b>					
Amérique latine et Antilles	1,2	2,1	48	19	4
Europe émergente et Asie centrale	0,3	0,5	-14	52	1
Afrique et Moyen-orient	0,6	1,1	-8	-3	2
Asie émergente	3,8	6,7	4	54	8
<b>Total - Marchés développés</b>	<b>50,4</b>	<b>89,6</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>2</b>
<b>Total - Marchés émergents</b>	<b>5,9</b>	<b>10,4</b>	<b>8</b>	<b>40</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>56,2</b>	<b>100,0</b>	<b>31</b>	<b>19</b>	<b>3</b>

**Sources** : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les perspectives des livraisons de minerai de fer sont positives jusqu'à la fin de 2012 et au-delà, à la faveur de la stabilité des prix et des nouvelles sources d'approvisionnement. La mine de Bloom Lake produit maintenant depuis un an et les plans progressent en vue de doubler la production.

Les cours de l'or continuent de grimper, vu que les craintes d'une autre récession aux É.-U. ont attisé la rumeur d'une troisième ronde d'assouplissement quantitatif et que l'escalade de la crise en Europe incite les investisseurs et les banques à se ruer sur l'or. Bien qu'une volatilité soit prévisible, le cours de l'or restera au niveau historique élevé au cours de l'année prochaine. L'exploration et la mise en valeur se poursuit au Canada, mais comme la qualité du minerai diminue dans de nombreuses mines, la production restera stable.

La demande d'aluminium sur les marchés développés demeurera plus faible que prévu cette année à cause des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le secteur de l'automobile, mais une accélération de la production l'an prochain entraînera un raffermissement correspondant de la demande. La crise politique au Moyen-Orient, conjuguée aux pénuries d'électricité en Chine, a fait grimper les prix en flèche en début d'année, mais les prix devraient se modérer pour le reste de 2011 et en 2012.

Alors que la construction se languit sur la plupart des marchés développés, le marché du cuivre est tellement serré que les moindres perturbations de l'offre influent sur le cours au comptant. Bien que beaucoup plus faibles qu'en début d'année, les prix restent très élevés et ils continueront de faciliter le développement de projets très coûteux. Bien qu'elle ne représente qu'une petite partie des exportations canadiennes, la Chine domine de plus en plus le marché et sa croissance rapide ainsi que les niveaux élevés d'activité dans le secteur de la construction profiteront de plus en plus, directement et indirectement au Canada durant la période de référence. La production et les ventes de nickel augmenteront considérablement cette année, maintenant que la production a repris chez Vale à Sudbury et à Voisey's Bay.

Les conditions sur le marché de l'acier restent difficiles et la faiblesse de l'économie américaine s'est répercutée sur les ventes du Canada. Les coûts des intrants se sont tassés légèrement à cause de la faible croissance mondiale, mais ils restent élevés. Il y aura une légère amélioration de la demande au deuxième semestre de 2011 et la croissance devrait être plus robuste l'an prochain.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 3.3 Produits agroalimentaires

Les exportations de produits agricoles du Canada se comporteront bien en 2011, malgré les conditions météorologiques difficiles, car la flambée des prix compense largement les rendements décevants. Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse de 15 % en 2011 et de 6 % en 2012. Les espoirs d'une reprise des volumes d'exportation cette année ont été anéantis par les sols saturés d'eau dans les Prairies, mais les deux prochaines années devraient être très positives pour l'industrie canadienne des produits agroalimentaires à cause de l'envolée de la demande.

Les prix des aliments se sont envolés et ont largement dépassé les niveaux de crise qui avaient fait les manchettes en 2008 pour atteindre des records et, malgré un certain repli ces derniers mois, les risques de nouvelle flambée restent élevés, car les tendances structurelles créent un déséquilibre entre l'offre et la demande. Dans les années 1990, la demande mondiale de grains a augmenté en moyenne de 1 % par année, mais à partir de 2000, la croissance de la demande s'est accélérée à 2 %-2,5 % par année. L'offre mondiale a eu du mal à suivre, parce que les agriculteurs doivent accroître leur production de 2,5 % par année, uniquement pour maintenir les marchés en équilibre.

L'essor de la demande est en réalité un effet secondaire du plus grand avantage de la mondialisation : la montée de la classe moyenne des marchés émergents qui tire des millions de personnes de la pauvreté. Les marchés émergents comptent maintenant quelque 2 milliards de consommateurs de la classe moyenne qui dépensent 6,9 B USD tous les ans et ces dépenses pourraient monter à 20 B USD d'ici 2020. Cette nouvelle richesse transforme la consommation d'aliments; des aliments de base comme le riz et le pain perdent du terrain au profit d'aliments plus caloriques, en particulier la viande.

**Tableau 16 : Prévisions des exportations agroalimentaires par région**

Principaux marchés	G CAD 2010	Part (%) des exportations 2010	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Marchés développés</b>					
États-Unis	19,8	50,6	0,0	6	6
Europe occidentale	2,6	6,6	5,4	33	6
Japon, Océanie et Asie développée	5,1	13,1	7,6	24	9
<b>Marchés émergents</b>					
Amérique latine et Antilles	3,1	8,0	7,4	25	3
Europe émergente et Asie centrale	0,8	2,1	34,6	40	10
Afrique et Moyen-Orient	2,3	5,8	-21,9	22	5
Asie émergente	5,4	13,8	4,2	16	8
<b>Total - Marchés développés</b>	<b>27,6</b>	<b>70,3</b>	<b>1,8</b>	<b>12</b>	<b>6</b>
<b>Total - Marchés émergents</b>	<b>11,6</b>	<b>29,7</b>	<b>0,1</b>	<b>21</b>	<b>6</b>
<b>Total</b>	<b>39,2</b>	<b>100,0</b>	<b>1,3</b>	<b>15</b>	<b>6</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Le deuxième grand moteur de la demande est la consommation croissante de biocarburants sur les marchés développés. L'an dernier, 40 % du maïs américain a servi à fabriquer de l'éthanol et la flambée des prix du maïs ont incité les agriculteurs à s'orienter vers cette culture plus lucrative aux dépens des autres grains, ce qui a fait monter les prix des grains parallèlement à ceux du maïs. Par ailleurs, l'Union européenne s'est fixé comme objectif que les biocarburants représentent 10 % du carburant pour les transports en 2020, ce qui doublera l'industrie du biocarburant et exigera beaucoup plus de grains. Les prix du pétrole sont donc corrélés actuellement à 76 % aux prix des grains, comparativement à une corrélation de 21 % il y a dix ans.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

En plus de ces facteurs de la demande, la conjoncture de l'offre dans l'industrie appuie les prix elle aussi. Il y a une pénurie de terres arables dans les économies avancées, tandis que les économies de nombreux marchés émergents, en particulier au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sont confrontés à l'épuisement des aquifères et à l'érosion des sols. Cela signifie que les marchés mondiaux de l'agriculture resteront extrêmement serrés et vulnérables à tout type de choc, en particulier des chocs climatiques. Les agriculteurs européens n'ont jamais vu du temps aussi sec depuis 30 ans, tandis que de graves sécheresses menacent les récoltes en Chine.

Au Canada, après les pluies extrêmes en 2010, les producteurs de grains ont dû affronter à nouveau une humidité excessive et du temps froid en 2011, ce qui a empêché les semailles et accru les taux d'abandon dans une grande partie de l'Ouest canadien. La production globale de grains et d'oléagineux devrait monter de 1 % durant la campagne 2011-2012, tandis que les exportations resteront proches de leurs niveaux de 2010, mais les agriculteurs se sont tournés vers des cultures plus lucratives.

La production accrue de canola durant la période de référence sera un facteur clé de la croissance des exportations, tandis que les ventes de blé dur monteront elles aussi à cause des prix beaucoup plus élevés. La production de blé et de maïs augmentera, mais dans une moindre mesure, vu que les superficies cultivées sont essentiellement inchangées. La production d'orge, qui a souffert ces dernières années de la diminution du cheptel mondial, se raffermira en réponse à la baisse de la production mondiale et à la vigueur des prix.

Les exportations canadiennes d'aliments transformés et de boissons afficheront une modeste croissance, mais la hausse des prix sera modérée. Nous prévoyons que les exportations se raffermiront en 2011, car les marchés de l'emploi s'améliorent et le désendettement des ménages s'estompe, ce qui permettra aux consommateurs de dépenser davantage pour l'achat de produits de spécialité pour lesquels les marges sont plus élevées. Mais la confiance reste fragile et les consommateurs malmenés resteront sensibles aux prix à l'épicerie, ce qui empêchera les prix de monter pendant un certain temps. En outre, les rabais des restaurants et les guerres des prix chez les détaillants ont exercé des pressions sur les producteurs et réduit leur pouvoir de fixation des prix.

L'année a commencé du bon pied pour les prix des principaux fruits de mer, le homard, le crabe, le saumon et divers poissons affichant de fortes hausses d'une année sur l'autre. Étant donné la reprise économique naissante et les mesures de soutien du revenu annoncées dans le train de mesures budgétaires américaines de décembre, la demande accrue favorisera aussi une hausse des exportations canadiennes en 2011 et 2012. Ces facteurs seront particulièrement favorables aux segments du homard et du crabe, où les prix sont plus élevés et qui représentent la plus grande partie des exportations. Le saumon est un produit dont les exportations devraient être assez léthargiques en 2011, car la relance de l'industrie du saumon d'élevage chilien accroît les exportations aux É.-U. et le Chili s'efforce de retrouver sa part de marché, ce qui fait baisser les prix.

### 3.4 Engrais

L'industrie des engrais continue de profiter de la poussée de la demande d'aliments qui accentue le besoin d'obtenir des rendements plus élevés et la hausse connexe des prix ayant procuré aux producteurs les marges bénéficiaires nécessaires pour investir dans leurs récoltes. Comme nous l'avions prévu ce printemps, les exportations canadiennes d'engrais devraient poursuivre leur ascension et grimper de 27 % en 2011 et de 15 % en 2012, à la faveur de prix beaucoup plus élevés et de hausses modérées des volumes.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 3.1 Énergie

3.2 Minerais métalliques  
et métaux industriels

## 3.3 Produits agroalimentaires

## 3.4 Engrais

## 3.5 Produits forestiers

## 3.6 Produits de l'automobile

3.7 Machinerie et équipement  
industriel

## 3.8 Technologies de pointe

## 3.9 Aéronautique

3.10 Produits chimiques  
et plastiques

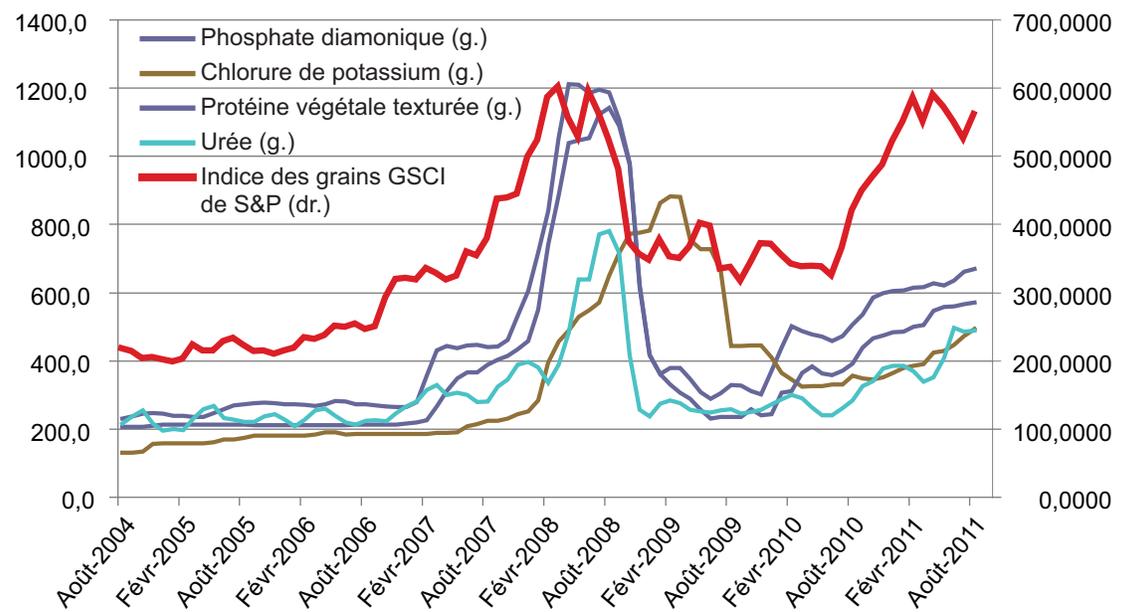
## 3.11 Biens de consommation

## 3.12 Services

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

Tableau 2 : Engrais (USD/tonne métrique)



Source : Haver

Malgré la détérioration des perspectives économiques, les facteurs fondamentaux restent extrêmement favorables dans l'industrie des engrais. Les solides mandats de biocarburants ont fait monter les prix et les pressions qui en ont découlé sur les prix de tous les produits agricoles favorisent l'intensification et l'application accrue d'engrais, car les agriculteurs s'efforcent d'accroître les rendements. La demande mondiale d'engrais continuera d'augmenter au-delà de la période de référence; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture prévoit que la consommation mondiale d'engrais grimpera en flèche et passera de 169,7 millions de tonnes à la fin de 2010 à 187,9 millions de tonnes à la fin de 2014, ce qui représente un taux de croissance annuelle composée de 2,6 %. La plus grande partie de la croissance prévue de la demande viendra de marchés émergents, notamment la Chine, l'Inde et le Brésil.

Les exportateurs canadiens d'engrais ont constaté une accélération de la croissance sur les marchés émergents et les perspectives pour cette année sont particulièrement belles, vu que les prix élevés des aliments sont synonymes de marges bénéficiaires confortables, suffisantes pour couvrir les intrants discrétionnaires comme les nutriments. En 2010, la croissance a été mue principalement par la demande inassouvie liée au report des achats. L'élan sur les marchés émergents en 2011 est appuyé par les conditions de crédit nettement meilleures pour les agriculteurs, par l'essor de la consommation de viande et de lait qui nécessitent beaucoup de grains et par la hausse de la demande de biocarburants.

Les prix des engrais resteront probablement élevés en 2011 et en 2012, avant de redescendre graduellement à leurs moyennes à long terme. Les prix des engrais affichent une forte corrélation à retardement (75-90 %) avec les prix des grains, de sorte que nous prévoyons un nouveau raffermissement des prix en 2011, aligné sur nos prévisions pour le secteur de l'agriculture, et une stabilisation en 2012 lorsque de nouvelles capacités de production d'engrais commenceront à tourner.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

L'azote ressort parmi tous les nutriments, en ce qui concerne les nouvelles capacités mondiales qui seront ajoutées au cours des prochaines années. Les marchés émergents, et surtout la Chine, l'Asie de l'Ouest et l'Afrique, s'efforcent ardemment d'optimiser l'utilisation des ressources locales et de réduire la dépendance envers les importations principalement en Chine, en Asie occidentale et en Afrique. L'International Fertilizer Association évalue que 67 nouvelles usines commenceront à tourner en 2015, ce qui accroîtra la capacité de 19 %. La production accrue d'azote durant la période de référence se concentrera dans l'urée, qui suivra le rythme de la hausse de la demande, ce qui laissera le marché en modeste position excédentaire et pèsera sur les prix après 2011.

La capacité mondiale de phosphate bondira elle aussi, avec une hausse de 26 % jusqu'en 2015, grâce aux nouvelles mines de phosphate et à 40 nouvelles usines prévues de phosphate diammonique et de phosphate trisodique, l'Afrique représentant environ la moitié de la croissance. Malgré la croissance rapide de la production, le marché devrait rester à peu près équilibré, vu que la demande mondiale absorbera la production supplémentaire.

Les perspectives des prix les plus reluisantes durant la période de référence sont celles de la potasse, car la demande bondit du fait que les capacités sont serrées à court terme. D'ici 2014, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture prévoit que la demande mondiale de potasse augmentera de près de 21 % et atteindra 32,4 millions de tonnes, la Chine représentant environ le quart du total, suivie du Brésil (16 %) et de l'Inde (14 %). Malgré les importants investissements dans la production, y compris plus de 100 projets en cours dans 25 pays et plus de 180 licences d'exploration au Canada seulement, il faudra attendre 2013 avant que la plupart de ces nouveaux projets commencent à produire, ce qui assurera des prix robustes en 2011 et en 2012. Comme les ventes en Asie se raffermissent, que la demande du Brésil grimpe en flèche et que les producteurs de la Saskatchewan accroissent leur capacité, les volumes des exportations canadiennes devraient se raffermir au cours des deux prochaines années.

### 3.5 Produits forestiers

Les exportations du secteur forestier progresseront cette année et l'an prochain, même si le secteur n'est pas au bout de ses peines. La vigueur du dollar canadien, la surcapacité, les coûts élevés des intrants et la concurrence accrue de l'étranger sont des obstacles pour les entreprises du secteur forestier canadien. Mais l'essor de la demande des marchés émergents, en particulier de la Chine, redonne vie à l'industrie des produits en bois et de la pâte à papier, tandis que les perspectives des papiers d'impression et d'écriture sont moins prometteuses, parce que la pénétration de plus en plus forte des médias et de la publicité électroniques érode de plus en plus la demande. Après une hausse de 9,8 % en 2010, les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations du secteur forestier augmenteront de 4 % en 2011 et de 17 % en 2012.

**Tableau 17 : Prévisions des exportations de produits forestiers par sous-secteur**

Principaux secteurs	G CAD 2010	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Bois d'œuvre et produits ligneux	8,7	32,5	17,3	5	34
Pâtes	7,0	26,2	38,1	13	14
Papier journal et autres papiers	11,1	41,3	-7,0	-2	4
<b>Total - Produits forestiers</b>	<b>26,8</b>	<b>100,0</b>	<b>9,8</b>	<b>4</b>	<b>17</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

**Tableau 18 : Prévisions des prix des produits forestiers**

	2009	2010	2011(p)	2012(p)
Bois d'œuvre, spf, 2x4 (USD/mbf)	261	255	256	269
Pâte (USD/tonne)	754	960	991	1 030
Papier journal (USD/tonne)	627	606	645	659

**Sources :** Bloomberg, Services économiques EDC. Les données de 2009 et de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

La reprise du secteur du logement américain continue de se faire attendre, et les perspectives restent assombries par les énormes « stocks fantômes » détenus par les banques, par le bilan net négatif de nombreux propriétaires américains et par l'effondrement des prix du logement. Nous avons donc révisé à la baisse nos prévisions des mises en chantier aux É.-U. et les avons ramenés à 600 000 unités en 2011 et à 850 000 unités en 2012. Étant donné la faiblesse continue aux É.-U., la croissance des exportations cette année sera mue entièrement par la forte demande des marchés émergents; la Chine dépassera le Japon comme deuxième marché à l'exportation du Canada, puisque les exportations de grumes en Chine doubleront à nouveau cette année. Par la suite, les exportations vers les marchés asiatiques, qui représentent actuellement 30 % de toutes les exportations canadiennes, seront appuyées par une intensification de la reconstruction au Japon, après le séisme et le tsunami en mars, et par la construction de 8 millions de nouveaux logements publics en Chine en 2012. Les prix du bois d'œuvre et des panneaux OSB seront plus bas en 2011, vu que la hausse des prix de l'an dernier était attribuable à des perturbations temporaires de l'offre, ce qui ne devrait pas se reproduire durant la période de référence.

Les marchés émergents influenceront de plus en plus sur la conjoncture dans le secteur de la pâte à papier durant la période de référence, l'Inde et la Chine représentant la part du lion de la nouvelle demande mondiale, et de nouvelles capacités de production étant ajoutées en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Les exportations canadiennes seront stimulées elles aussi par ces facteurs, vu que la Chine devrait dépasser cette année les É.-U. comme principal marché pour les exportations canadiennes de pâte à papier. Malgré les capacités excédentaires actuelles de pâte de bois dur dans le monde, l'incidence sur les prix de la pâte NBSK en Amérique du Nord a été beaucoup plus faible que prévu, ce qui nous a incités à réviser à la hausse nos prévisions des prix pour 2011 et 2012. Nous prévoyons maintenant que la mollesse actuelle des prix sera éphémère et que les pressions de la demande referont surface au début de 2012, ce qui resserrera les stocks et fera monter les prix.

Les perspectives des produits en papier varient un peu selon le type de papier, mais dans l'ensemble, le déclin structurel de la consommation de papier s'accélénera en 2011 et en 2012. Les prix plus élevés cette année continuent d'être surtout attribuables à la gestion de l'offre, y compris les fermetures permanentes ou temporaires des usines de AbitibiBowater, NewPage et White Birch. Mais le soutien des prix sera insuffisant pour compenser la diminution des volumes cette année, ce qui fera baisser les exportations. L'an prochain, les prix élevés des grandes catégories de papier seront la seule source de croissance des exportations. Par ailleurs, le secteur des cartons continue de se redresser et ses perspectives sont plus reluisantes que celles des papiers d'impression et d'écriture. Mais l'élan des expéditions de carton s'est dissipé récemment, ce qui a anéanti les espoirs de nouvelles hausses des prix à court terme.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 3.6 Produits de l'automobile

La détérioration de la conjoncture macroéconomique aux É.-U. ébranle la confiance des consommateurs. Nos prévisions des ventes de véhicules chez nos voisins du Sud se sont donc un peu affaiblies et sont descendues à 12,5 millions d'unités en 2011. Conjuguée aux perturbations de l'offre découlant de la catastrophe au Japon en début d'année, qui a ralenti la production d'automobiles en Amérique du Nord, cette détérioration a entraîné une révision à la baisse des prévisions d'exportations pour cette année. L'an prochain, l'amélioration de l'emploi et le net désendettement des ménages se combineront avec des taux de remplacement des véhicules à la hausse et avec la croissance démographique pour porter les ventes à 14 millions d'unités. Après des résultats spectaculaires en 2010, la croissance des exportations de produits automobiles se modérera au cours des prochaines années, et les niveaux de production resteront bien inférieurs à ceux de la dernière décennie. La flambée des prix des matières premières et un CAD qui demeure élevé continuent d'embêter l'industrie. La conjoncture des prix reste faible et la tendance vers des voitures plus petites se reflète dans la baisse de l'indice global des prix, tandis que, à moyen terme, les exigences réglementaires de plus en plus strictes en matière de protection de l'environnement et de sécurité exerceront des pressions à la hausse soutenues sur les prix.

**Tableau 19 : Prévisions des exportations d'automobiles par produit**

Principaux secteurs	G CAD 2010	Part (%) des exportations 2010	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Voitures de tourisme	37,6	71,6	39,9	6	21
Pièces pour véhicules automobiles	14,1	26,9	22,6	2	12
Camions de poids moyen et lourd	0,8	1,6	-41,9	25	36
<b>Total - Automobile</b>	<b>52,5</b>	<b>100,0</b>	<b>32,0</b>	<b>6</b>	<b>19</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles et celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

**Tableau 20 : Prévisions des exportations d'automobiles par région**

Principaux marchés	G CAD 2010	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
États-Unis	51,0	97,2	32,9	6	19
<b>Total</b>	<b>52,5</b>	<b>100,0</b>	<b>32,0</b>	<b>6</b>	<b>19</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Les stocks de véhicules aux É.-U. sont descendus à des niveaux inquiétants au milieu de l'année, car les calendriers de production allégés ont réduit le nombre de véhicules dans les cours des concessionnaires à des creux inégalés depuis de plusieurs années. Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont fortement touché Honda et Toyota, les usines d'Alliston et de Woodstock tournant au ralenti pendant une grande partie de l'année. Les trois grands de Detroit seront le moteur de la croissance cette année, parce qu'ils sont très peu vulnérables à l'offre japonaise et que la demande est forte pour la Dodge Charger, la Chevy Camaro et l'Equinox. L'an prochain, le taux de croissance de la production atteindra les deux chiffres chez Honda et Toyota, puisque l'activité a repris au-dessus des capacités et que le lancement de nouveaux véhicules (y compris la CRV et la nouvelle Civic de Honda) stimulera les commandes. Le restockage, la normalisation de la production et la hausse de la demande de consommation assureront une accélération de la croissance des volumes l'an prochain. La croissance des exportations d'automobiles cette année découlera d'une hausse des volumes (c.-à-d. plus d'unités) vu que le dollar canadien réduit les revenus en monnaie locale; l'an prochain, la baisse des prix du pétrole, un affaiblissement du CAD et une conjoncture de la demande plus favorable exerceront des pressions à la hausse sur les prix. Les résultats plus faibles que prévu au premier semestre de 2011 signifient que le sous-secteur des pièces continuera de traîner de la patte par rapport à l'ensemble du secteur. Les nouvelles capacités aux É.-U. s'installent de plus en plus dans les États du Sud, ce qui érode l'avantage de proximité dont l'industrie canadienne a toujours joui par le passé. L'expansion sur de nouveaux marchés prendra la forme d'IDE, car la préférence des équipementiers que les fabricants de pièces déménagent pour se rapprocher des usines relocalisées marque les décisions d'investissement. L'annonce récente de l'investissement de Magna au Mexique dénote la tendance de l'industrie à se concentrer sur les marchés émergents (en particulier les BRICM).

Le segment des poids moyens et des poids lourds profitera de la reprise cyclique de la demande durant la période de référence. La capacité canadienne, grandement réduite depuis la délocalisation de la production au Mexique, se stabilisera et la croissance des exportations devrait afficher des hausses importantes, encore que par rapport à une base très réduite. L'industrie du camionnage continue de composer avec le ralentissement de la demande, car les coûts élevés découlant des nouvelles normes sur les émissions incitent les entreprises à mettre l'accent sur l'entretien plutôt que sur le remplacement.

### 3.7 Machinerie et équipement industriel

Les exportations de machinerie et équipement (M-É) industriel afficheront de solides gains cette année et l'an prochain. Malgré la révision à la baisse des prévisions de croissance américaine cette année, l'investissement dans le secteur privé continue de stimuler la demande d'exportation, car les liquidités records, l'amélioration de la confiance des entreprises et les déductions d'impôt accélérées sur les investissements en immobilisations stimulent les dépenses en investissement des entreprises américaines. La situation macroéconomique en Europe occidentale reste affligée par les problèmes de dette souveraine et les pressions continues sur le secteur financier, mais il y a quelques sources de vigueur, dans les secteurs des ressources et des technologies propres. Même si elles ne représentent encore qu'une petite part des ventes totales, les ventes sur les marchés émergents continueront de dépasser les ventes sur les marchés développés pendant et après la période de référence.

Les perspectives des exportations d'équipement agricole et de chantier devraient s'embellir considérablement en 2011 et en 2012. Sur le front de l'équipement agricole, les agriculteurs voudront probablement profiter des prix exceptionnellement élevés des produits de base en accroissant leurs investissements dans le matériel agricole le plus récent. Les exportations vers la Russie et les pays de l'Europe orientale devraient se raffermir en 2011 et en 2012, après s'être contractées de 40 % à 50 % au cours de chacune des deux années précédentes. Sur le front de l'équipement de chantier, nous avons révisé à la baisse nos prévisions de la construction au sud de la frontière en 2011, à cause des résultats décevants au premier semestre. Mais nos prévisions de croissance pour 2012 n'ont pas vraiment changé, car nous prévoyons que la situation s'améliorera à l'avenir. Dans l'ensemble, nous prévoyons que les exportations d'équipement agricole et de chantier augmenteront de 12 % cette année et de 16 % en 2012.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

**Tableau 21 : Prévisions des exportations de machinerie et équipement industriel par secteur**

Principaux secteurs	G CAD	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Agriculture et construction	2,1	8,8	-14,0	12	16
Métaux et bois	1,3	5,3	5,9	-1	9
Mines et hydrocarbures	1,6	6,6	0,3	10	7
Caoutchoucs et plastiques	0,8	3,2	12,3	9	7
<b>Total - Marchés développés</b>	<b>19,9</b>	<b>83,2</b>	<b>-3,0</b>	<b>10</b>	<b>8</b>
<b>Total - Marchés émergents</b>	<b>4,0</b>	<b>16,8</b>	<b>-14,5</b>	<b>12</b>	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>23,9</b>	<b>100,0</b>	<b>-5,1</b>	<b>11</b>	<b>8</b>

**Sources** : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les prévisions des exportations de machinerie destinée au travail des métaux et du bois ont été révisées à la baisse, car les incidences négatives des perturbations de l'offre dans le secteur de l'automobile ont retardé les plans d'investissement. Un retour à des niveaux de production normaux, voire supérieurs aux capacités dans le secteur de l'automobile vers la fin de l'année et l'an prochain appuiera des hausses des ventes l'an prochain. Bien que ce segment du secteur de la M-É ait été frappé par le ralentissement de la croissance aux É.-U. cette année, il se redressera l'an prochain, lorsque la production s'accélérera pour annuler les pertes de cette année. La croissance des exportations canadiennes l'an prochain et au-delà sera de plus en plus appuyée par la demande croissante des marchés émergents.

Les exportations de M-É destinés à la mise en valeur des ressources minières et énergétiques afficheront des taux de croissance impressionnants durant la période de référence. La robuste expansion globale de 10 % cette année sera suivie d'un solide gain de 7 % en 2012. Les expéditions vers les É.-U. sont un élément clé des prévisions, vu que les ventes sur ce marché sont déterminantes pour la croissance globale. La production de gaz de schiste aux É.-U. progresse constamment, car les règlements américains exigent que les sociétés transforment les zones gazifères en puits productifs dans un délai limité, sinon elles risquent de perdre leurs licences. De nombreuses sociétés canadiennes ont déplacé leurs engins de forage aux É.-U. lorsqu'elles le pouvaient. Mais comme les prix du pétrole et des métaux atteignent des sommets astronomiques et que la demande chinoise semble insatiable, l'exploration des ressources continue d'augmenter. Nous prévoyons une forte demande d'exportations canadiennes de M-É en Afrique et en Amérique du Sud, ce qui devrait porter les taux de croissance des exportations vers les marchés émergents à plus du double des taux de croissance vers les marchés développés.

La demande en aval de plastiques rebondit, mais pas aussi vite que prévu et les capacités excédentaires restent élevées. La croissance a atteint un taux respectable de 12,3 % en 2010, quand les investissements des entreprises ont commencé à monter, mais cette avance reste trop faible pour compenser les pertes subies durant la crise. Une hausse disproportionnée des ventes devrait provenir des marchés émergents, menés par la Chine et le Moyen-Orient, où les industries des plastiques et des produits chimiques prennent rapidement de l'expansion.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 3.8 Technologies de pointe

L'absence marquée d'achats aux É.-U. et la croissance léthargique en Europe occidentale, conjuguée au tassement constant des prix, a entraîné une révision à la baisse des prévisions à l'exportation du printemps. Les Services économiques d'EDC prévoient maintenant une légère contraction des exportations de technologies de pointe en 2011 avant un faible rebond en 2012. Les données américaines semblent indiquer que la reprise économique tarde à s'installer, et le profil de croissance affaibli continuera de se répercuter en aval sur la demande d'exportations canadiennes de technologies de pointe tout au long de l'année, tandis qu'un dollar canadien élevé nuira à la compétitivité des coûts de l'industrie. L'accélération de la croissance aux É.-U. l'an prochain présentera une possibilité de modeste rebond, car l'utilisation et le déploiement des technologies avancées, ainsi que les dépenses dans ce secteur, se raffermiront.

**Tableau 22 : Prévisions des exportations de technologies de pointe par région**

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Total - Marchés développés</b>	<b>12,0</b>	<b>84,7</b>	<b>-9,1</b>	<b>-4</b>	<b>1</b>
<b>Total - Marchés émergents</b>	<b>2,2</b>	<b>15,3</b>	<b>3,7</b>	<b>8</b>	<b>5</b>
<b>Total</b>	<b>14,2</b>	<b>100,0</b>	<b>-7,3</b>	<b>-2</b>	<b>1</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les ventes à l'exportation canadiennes continueront d'être affaiblies par la capacité réduite dans certains sous-secteurs, notamment les ordinateurs et les périphériques (p. ex. les imprimantes, les serveurs, les disques durs, les dispositifs de stockage, les unités centrales, les photocopieurs) ainsi que les périphériques, les circuits et d'autres composantes électroniques (puces de mémoire, microprocesseurs), car les unités de production sont délocalisées en Asie et au Mexique. Le lien étroit entre les semiconducteurs et les ordinateurs (les premiers étant un intrant des seconds) encourage le rapprochement des installations de production. La modification du modèle d'affaires de la vente vers la location du matériel et la mutation graduelle vers l'infonuagique, stimulée par la pénétration croissante des réseaux de fibre optique, font sentir en même temps leurs effets sur les ventes canadiennes de matériel et d'infrastructures de technologies de pointe.

Les dépenses de consommation décevantes aux É.-U., l'érosion de la confiance, le désendettement continu et les faibles mises en chantier se répercutent sur les achats de produits électroniques (tablettes, miniportatifs, jeux vidéos), de technologies sans fil, de matériel électrique et d'autres appareils ménagers. Les entreprises des échelons les plus élevés réagissent à cette faible conjoncture de la demande en choisissant de garder leurs liquidités plutôt que de se mettre en péril en faisant de nouveaux investissements, et la demande de remplacement de matériel de traitement des données électronique et de technologies de bureau (systèmes de réseaux de données, téléphone, internet, infrastructure de vidéoconférence) dans les secteurs qui avaient l'habitude d'investir massivement dans ces domaines, comme les secteurs financiers, les détaillants et les fabricants n'a pas été suffisante pour combler l'écart. Cette évolution nous incite à prévoir des pressions à la baisse continues sur la demande d'exportations canadiennes de matériel filaire et sans fil en 2011. La mutation structurelle vers les marchés mobiles en croissance rapide, en

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

plus de l'explosion de la demande de contenu numérique, de l'élargissement des applications sans fil 3G/4G, et de la demande de nouveaux réseaux à large bande sur les marchés émergents (notamment en Asie, où la Chine devrait représenter 50 % de toute la nouvelle croissance), créera des débouchés pour les exportateurs canadiens de matériel de communication à long terme.

Les Services économiques d'EDC continuent de prévoir un rebond des ventes à l'étranger d'instruments de mesure, d'essai, de navigation (GPS) et médicaux (systèmes d'IRM, microscopes) après une faible performance durant la récession. Ces instruments sont des produits à forte valeur ajoutée et ils resteront le sous-secteur qui présentera le plus gros potentiel de croissance pour les exportations canadiennes de technologies de pointe, à cause de la concurrence moins forte de la Chine et du soutien apporté par la demande en amont dans les secteurs de l'énergie, des soins de santé et de la biotechnologie sur les marchés développés.

Les importants changements structurels dans l'industrie canadienne des technologies de pointe, y compris la délocalisation de la fabrication, modifieront pour toujours le paysage de la production, à mesure que l'économie se transforme en un fournisseur de solutions à forte intensité de savoir, grâce à des laboratoires de R-D au Canada et à des usines à l'étranger. Cette façon de faire devient monnaie courante dans la chaîne d'approvisionnement mondiale actuelle.

### 3.9 Aéronautique

L'incidence négative à retardement de la crise financière mondiale, qui a pesé lourdement sur l'industrie l'an dernier, s'est prolongée en 2011. Les reports et les annulations de commandes en 2009-2010, dans un environnement difficile caractérisé par le faible trafic des passagers, la réduction des budgets des sociétés et le resserrement des conditions de crédit, continueront de se traduire par une autre année de faible croissance des exportations pour l'industrie canadienne. Cela dit, les commandes ont repris et, compte tenu des délais entre les commandes et les livraisons, elles permettront un rebond solide du secteur en 2012. Afin de s'adapter à la modeste hausse des nouvelles commandes, les fabricants continueront d'ajuster leurs taux de production en conséquence. Conformément à leurs prévisions du printemps 2011, les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations d'aéronefs et pièces seront stables cette année et qu'elles bondiront de 22 % l'an prochain.

**Tableau 23 : Prévisions des exportations de produits aéronautiques par région**

Principaux marchés	G CAD 2010	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Marchés développés</b>					
États-Unis	5,0	49,4	-19,6	2	32
Europe occidentale	3,0	29,1	-9,8	-11	6
Japon, Océanie et Asie développée	0,5	4,6	-11,9	13	12
<b>Marchés émergents</b>					
Amérique latine et Caraïbes	0,4	3,9	71,3	11	26
Europe émergente et Asie centrale	0,4	4,1	33,2	-6	8
Afrique et Moyen-Orient	0,6	5,6	6,9	6	14
Asie émergente	0,3	3,2	106,2	18	45
<b>Total - Marchés développés</b>	<b>8,5</b>	<b>83,1</b>	<b>-16,0</b>	<b>-2</b>	<b>22</b>
<b>Total - Marchés émergents</b>	<b>1,7</b>	<b>16,9</b>	<b>38,2</b>	<b>6</b>	<b>22</b>
<b>Total</b>	<b>10,2</b>	<b>100,0</b>	<b>-10,1</b>	<b>0</b>	<b>22</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

La croissance du segment des avions d'affaires sera un grand moteur de la croissance des exportations l'an prochain et au-delà, car la reprise cyclique sera accentuée par la préférence accrue pour les voyages privés, y compris les options de multipropriété. Bombardier commencera les livraisons liées à son contrat de 50 avions à réaction d'affaires l'année prochaine et en 2013, avec des possibilités à la hausse. Les prévisions pour les avions à réaction commerciaux, un élément clé de l'aéronautique au Canada, sont mues par une demande grandissante au sein des marchés émergents, particulièrement l'Asie et l'Afrique.

Les hélicoptères et les simulateurs de vol contribueront eux aussi grandement à la hausse des exportations l'an prochain. L'exploration accrue de pétrole et de gaz naturel au large des côtes stimulera les déplacements en hélicoptère vers les plates-formes d'exploration, ce qui nécessitera à son tour des simulateurs pour la formation des pilotes. Dans le segment des moteurs et des avions à turbopropulsion, Pratt & Whitney a fortement accru sa production, et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra dans l'ensemble de l'industrie, vu que la demande croissante pour les avions à turbopropulsion plus économes en carburant et plus rentables stimule les exportations. De plus, Pratt & Whitney a été chargée de fabriquer et d'assembler les moteurs de la nouvelle série C de Bombardier, son plus gros projet jusqu'ici.

Les prix élevés du pétrole continuent de réduire les marges bénéficiaires des transporteurs aériens, cependant, l'incidence de la flambée des prix de l'énergie représente à la fois un risque et une possibilité pour les prévisions, vu que les transporteurs aériens investissent dans des technologies plus éconergétiques. La demande d'aéronefs plus éconergétiques et d'avions à réaction de plus grande capacité augmentera, car les transporteurs aériens s'efforceront de contenir la hausse des coûts (le carburant représente près de 25 % des frais d'exploitation). Déjà, de nombreux transporteurs ont commencé à se débarrasser de leurs avions à réaction plus anciens et à les remplacer par de nouveaux modèles plus éconergétiques. Les préoccupations environnementales croissantes incitent aussi les fournisseurs à offrir des produits qui polluent moins et diminuent les frais de carburant des transporteurs aériens.

En ce qui concerne le développement de nouveaux produits, le CRJ 1000 a commencé à voler à la fin de 2010 et il s'est révélé plus économe en carburant que prévu. La C-Series de Bombardier progresse selon le calendrier. Ces appareils devraient commencer à voler en 2013 et la demande a augmenté récemment. Dans le segment des avions d'affaires, le Learjet 85 devrait s'envoler en 2013, et d'autres projets sont prévus pour 2016 (Global 7000) et 2017 (Global 8000).

### 3.10 Produits chimiques et plastiques

Une demande plus faible que prévu durant la première moitié de l'année a fait baisser les ventes à l'étranger de produits chimiques et de plastiques, mais nous prévoyons que l'activité économique s'accélérera aux É.-U. au deuxième semestre et l'an prochain. La capacité canadienne ne devrait pas changer à court terme, et les perspectives sont donc façonnées par des facteurs exogènes, soit les prix internationaux et la demande. Entre le moyen et le long terme cependant, nous nous attendons à des ajouts de capacité et à un élargissement de la gamme de produits offerts, stimulée par la construction d'une nouvelle usine d'acide succinique biosourcé (dérivé du maïs) qui sera terminée en 2013. Les préoccupations environnementales continueront d'appuyer les dépenses en recherche-développement dans le domaine de la production écologique de produits chimiques et de plastiques. Les exportations de produits chimiques et de plastiques augmenteront de 6 % en 2011 et de 9 % en 2012, la croissance sur les marchés émergents dépassant systématiquement celle des marchés développés.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

**Tableau 24 : Prévisions des exportations des produits chimiques et de plastiques par secteur**

Principaux secteurs	G CAD 2010	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Produits chimiques	24,9	76,8	5,2	6	10
Caoutchoucs et plastiques	7,5	23,2	8,0	6	7
<b>Total des produits chimiques</b>					
<b>Caoutchoucs et plastiques</b>					
<b>Total - Marchés développés</b>	<b>29,4</b>	<b>90,6</b>	<b>4,4</b>	<b>7</b>	<b>9</b>
<b>Total - Marchés émergents</b>	<b>3,1</b>	<b>9,4</b>	<b>22,5</b>	<b>1</b>	<b>11</b>
<b>Total</b>	<b>32,5</b>	<b>100,0</b>	<b>5,8</b>	<b>6</b>	<b>9</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les perspectives des produits pétrochimiques dépendront des prix et non des volumes, car les coûts élevés des intrants détermineront les coûts de production et, par conséquent, les prix. Mais à moyen terme, les prix devraient se modérer, puisque des ajouts de capacité de grande envergure commenceront à fonctionner au Moyen-Orient, ce qui fera basculer l'équilibre de l'offre et la demande vers des prix à la baisse. Même si la production accrue au Moyen-Orient finira par entraîner la fermeture de certaines capacités de la côte du golfe du Mexique et de l'Europe, les entreprises canadiennes, qui font surtout appel au gaz naturel plus concurrentiel, resteront bien placées à moyen terme. L'offre canadienne limitée de gaz naturel pour les producteurs de produits chimiques de l'ouest de l'Ontario limitera la production à court terme, tant que d'autres sources d'énergie ne seront pas trouvées.

Les ventes à l'exportation de produits pharmaceutiques ont plongé en 2010, car les installations canadiennes de fabrication de médicaments de détail ont perdu des parts de marché aux dépens de la production européenne. Les restructurations mondiales des multinationales, ainsi que la nature confidentielle de la fabrication à contrat dans l'industrie et les réformes des soins de santé aux É.-U., rendent les perspectives très incertaines. Nous maintenons nos prévisions de longue date d'une croissance positive à moyen terme.

La demande d'autres produits chimiques (fibres synthétiques, peinture, adhésifs et autres produits chimiques inorganiques) dans les grands secteurs d'utilisation finale prendra de l'élan au cours de la période de référence. La production automobile a été gênée cette année par les perturbations de la chaîne d'approvisionnement à cause des catastrophes naturelles au Japon, mais elle revient à la normale et devrait s'accélérer en 2012 afin de compenser les pertes de cette année. L'industrie de la construction américaine apportera une contribution marginale à l'amélioration du profil de la demande, vu que l'activité dans les secteurs résidentiel et non résidentiel se redressera lentement et à partir de niveaux abyssaux.

Les perspectives des plastiques seront déterminées principalement par l'évolution des industries de l'emballage, de la construction et de l'automobile aux É.-U. (90 % des exportations de l'industrie canadienne). Tel qu'indiqué ci-dessus, les perspectives de la fabrication d'automobiles sont positives, tandis que celles de la construction représentent des gains plus modestes. L'emballage sera stimulé par l'expansion continue du commerce mondial. Dans l'ensemble, la croissance des plastiques devrait atteindre 6 % cette année et 7 % en 2012.

L'industrie canadienne des plastiques, dominée par les PME, est particulièrement vulnérable à la conjoncture économique et du crédit, source continue de risque durant la période de référence. À long terme, l'industrie mondiale des plastiques continuera de se caractériser par une forte hausse de l'offre sur les marchés émergents (surtout l'Asie émergente), les producteurs de plastiques s'établissant tout près de leurs partenaires en aval. Même si le Canada demeure un bon endroit pour servir les clients américains, les entreprises intéressées à tirer parti de la croissance généralement plus rapide des marchés émergents devraient envisager d'investir outremer.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

### 3.11 Biens de consommation

Le désendettement continu des consommateurs américains et la hausse des taux d'épargne ont ramené le ratio de la dette des ménages au revenu personnel disponible de leur sommet de 130 % en 2007 à 113 % cette année. Les conditions sur le marché du logement restent cependant lamentables et la décote du gouvernement américain a érodé la confiance des ménages, ce qui nous a incités à réviser à la baisse nos prévisions des exportations de biens de consommation en 2011. Lorsque la situation de l'emploi commencera à s'améliorer l'an prochain et que le fardeau de la dette redeviendra gérable, les dépenses de consommation rebondiront. L'environnement des prix reste difficile, car la vigueur persistante du dollar canadien accentue les pressions qu'exercent déjà des consommateurs sensibles aux prix et la concurrence de pays où les coûts sont moins élevés.

**Tableau 25 : Prévisions des exportations de biens de consommation par région**

Principaux marchés	G CAD	Part (%) des exportations (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Total – Marchés développés	7,2	95,7	0,1	3	3
Total – Marchés émergents	0,3	4,3	-7,4	6	5
<b>Total</b>	<b>7,6</b>	<b>100,0</b>	<b>-0,2</b>	<b>109</b>	<b>3</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

La reprise du secteur du logement américain continue de se faire attendre, et les perspectives restent assombries par les énormes « stocks fantômes » détenus par les banques, par le bilan net négatif de nombreux propriétaires américains et par l'effondrement des prix du logement. Nous avons donc révisé à la baisse nos prévisions des mises en chantier aux É.-U. et les avons ramenées à 600 000 unités en 2011 et à 850 000 unités en 2012. La demande d'ameublement de maison, de meubles et d'appareils ménagers suit largement l'activité sur le marché de la construction résidentielle aux É.-U. et la tenue des exportations du Canada reflèteront ce profil.

La demande de bijoux restera robuste, malgré les prix records, et ce segment du secteur appuiera une modeste croissance des exportations cette année. Les prix devraient baisser légèrement l'an prochain, mais l'affaiblissement parallèle du dollar canadien neutralisera cet effet et une importante correction des prix ne se matérialisera pas avant 2013.

### 3.12 Secteur canadien des exportations de services

Les exportations canadiennes de services se sont remises entièrement de la récession et ont dépassé les niveaux de 2008 durant la première moitié de l'année. Une croissance modérée mais constante est prévue durant la période de référence, mais les probabilités que ces prévisions ne se matérialisent pas augmentent parallèlement aux inquiétudes croissantes concernant la crise de la dette souveraine en Europe et au ralentissement de l'économie américaine. Étant donné que les solides hausses du commerce des marchandises l'an dernier seront suivies par une autre croissance à deux chiffres cette année, la part des exportations de services dans l'ensemble du commerce a légèrement diminué et est descendue à environ 15 %. La vigueur du huard continue de peser sur le secteur, et même si les Services économiques d'EDC continuent de prévoir une modeste dépréciation du dollar canadien l'an prochain, des prix toujours élevés des produits de base et un différentiel favorable entre les taux d'intérêt (avec les É.-U.) empêcheront le huard de descendre au-dessous de la parité.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
3.1 Énergie
3.2 Minerais métalliques et métaux industriels
3.3 Produits agroalimentaires
3.4 Engrais
3.5 Produits forestiers
3.6 Produits de l'automobile
3.7 Machinerie et équipement industriel
3.8 Technologies de pointe
3.9 Aéronautique
3.10 Produits chimiques et plastiques
3.11 Biens de consommation
3.12 Services
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>

Pour l'ensemble des exportations de services, les Services économiques d'EDC prévoient une croissance d'environ 4 % cette année et l'an prochain. Les services commerciaux, qui représentent plus de la moitié des exportations canadiennes de services, afficheront un profil semblable, avec une croissance de 3,8 % cette année et 4,1 % en 2012. Les exportations de services de transport continueront de refléter les flux commerciaux transfrontaliers; ils se ralentiront légèrement par rapport au bond de l'an dernier, mais continueront de dépasser l'ensemble du secteur, avec une croissance de 10 % cette année et de 6 % l'an prochain. Les services de voyages d'affaires et personnels, qui représentent le quart des exportations de services, ne bougeront pas cette année avant de remonter légèrement de 1 % en 2012.

Traînant de la patte par rapport à l'ensemble du secteur l'an dernier, les exportations de services commerciaux se raffermiront cette année, mais l'austérité financière sur les marchés développés et la reprise qui se fait attendre dans le secteur de la construction américain limiteront les possibilités durant la période de référence. Certains sous-secteurs, dont les services financiers, les services de recherche-développement et de gestion, contribuent fortement à l'élan positif et, comme dans le secteur du commerce des marchandises, les marchés émergents offrent une foule d'occasions d'affaires.

Les exportations de services de transport ont rebondi parallèlement à la reprise spectaculaire du commerce des marchandises l'an dernier. Conformément aux prévisions des Services économiques d'EDC de la poursuite de la normalisation des flux commerciaux avec les É.-U. et d'une hausse des volumes avec les marchés émergents, tous les modes de services de transport progresseront cette année et l'an prochain.

Le faible USD, le désendettement continu des ménages américains et l'érosion de la confiance des consommateurs limiteront les dépenses dans le secteur du tourisme au Canada cette année. Les voyages d'affaires s'en tireront cependant un peu mieux, mais ils ralentiront tout de même nettement par rapport à l'an dernier, vu que les entreprises surveillent leur bilan dans la crainte d'un ralentissement de l'économie américaine. L'an prochain, le raffermissement de l'USD et l'amélioration de la conjoncture macroéconomique devrait favoriser un léger rebond des voyages au Canada.

**Tableau 26 : Prévisions des exportations canadiennes de services**

	2006	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Total des exportations de services (M\$)</b>	<b>68 386</b>	<b>69 804</b>	<b>72 484</b>	<b>68 293</b>	<b>71 253</b>	<b>73 925</b>	<b>76 656</b>
<b>Variation annuelle en %</b>	<b>1,16</b>	<b>2,07</b>	<b>3,84</b>	<b>-5,78</b>	<b>4,33</b>	<b>4</b>	<b>4</b>
Services commerciaux (M\$)	38 395	39 676	42 017	40 324	41 263	42 832	44 576
Variation annuelle en %	2,55	3,34	5,90	-4,03	2,33	4	4
Services de transport (M\$)	11 863	11 888	12 188	10 559	12 005	13 148	13 883
Variation annuelle en %	0,73	0,21	2,52	-13,37	13,69	10	6
Services de voyages (M\$)	16 457	16 578	16 544	15 547	16 198	16 158	16 374
Variation annuelle en %	-1,30	0,74	-0,21	-6,03	4,19	0	1
Services gouvernementaux (M\$)	1 670	1 660	1 734	1 864	1 788	1 788	1 824
Variation annuelle en %	-2,28	-0,60	4,46	7,50	-4,08	0	2
<b>Sources</b> : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données pour 2006 à 2010 sont réelles, celles de 2011 et 2012 sont des prévisions.							

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe

## 4.0 Prévisions provinciales

Les perspectives des exportations pour 2011 se sont détériorées, car la situation macroéconomique plus faible que prévu aux É.-U. et des perturbations de l'offre pèsent sur les résultats commerciaux du Canada. Cependant, les cours des produits de base se sont maintenus et la robuste demande des marchés émergents se combinera avec l'amélioration de la conjoncture de l'offre pour appuyer la croissance au deuxième semestre de cette année et l'an prochain. En 2011, plus de la moitié des provinces afficheront des taux de croissance des exportations à deux chiffres, vu que les gains nominaux dans les secteurs des ressources accroîtront les recettes à l'exportation. L'an prochain, la croissance se modérera dans toutes les provinces, car les prix stagneront, mais la Colombie-Britannique commencera à profiter de l'amélioration du secteur du logement américain et l'Ontario se caractérisera par une production accrue de métaux manufacturés et une plus grande activité minière. Le dollar canadien s'affaiblira légèrement l'an prochain, ce qui donnera un certain répit aux exportateurs canadiens qui doivent composer cette année avec un huard très élevé de 1,03 USD en moyenne en 2011.

**Tableau 27 : Prévisions des exportations canadiennes de marchandises par province**

Provinces	G CAD	Part (%) des exportations	Prévision des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Terre-Neuve-et-Labrador*	9,2	2,5	6,8	21	2
Île-du-Prince-Édouard	0,7	0,2	-8,9	1	6
Nouvelle-Écosse	4,4	1,2	0,9	4	9
Nouveau-Brunswick	12,7	3,4	28,5	15	0
Québec	57,8	15,4	2,6	4	7
Ontario	146,1	39,0	16,3	9	10
Manitoba	10,2	2,7	-3,1	15	7
Saskatchewan	23,5	6,3	7,9	22	5
Alberta	78,6	21,0	12,4	18	2
Colombie-Britannique	28,9	7,7	15,3	17	13
Territoires	2,2	0,6	31,1	-2	7
<b>Total des exportations de biens</b>	<b>374,3</b>	<b>100,0</b>	<b>11,9</b>	<b>12</b>	<b>7</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.  
T-N-et-L comprend les prévisions d'EDC pour les exportations de pétrole brut (\*donnée exclue du total national de Statistique Canada),

Les exportations de **Terre-Neuve-et-Labrador** s'accéléreront de 21 % en 2011 avant de se modérer à 2 % en 2012. Les cours élevés du pétrole font monter les exportations d'énergie, puisque les volumes sont plus bas; les exportations de biens industriels et de produits agroalimentaires afficheront des gains notables. La forte demande de minerai de fer en Chine et en Europe occidentale compensera la faible demande américaine.

Les exportations de **Île-du-Prince-Édouard** augmenteront de 1 % en 2011, puis à un rythme plus vigoureux de 6 % en 2012. Le raffermissement prévu cette année a été empêché par une mollesse inattendue de la croissance du PIB mondial au deuxième trimestre, qui s'est prolongée pendant l'été et a fait baisser les ventes à l'étranger. Le regain de l'économie américaine l'an prochain se traduira par une demande plus forte et des prix plus élevés, qui feront monter la valeur nominale des expéditions à l'étranger.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Les prévisions des exportations de la **Nouvelle-Écosse** pour cette année ont été légèrement révisées à la baisse par rapport à nos Prévisions du printemps, à cause de la situation macroéconomique décevante aux É.-U., de la réduction des capacités dans l'industrie forestière et de l'affaiblissement prévu des prix dans le secteur de l'automobile. Les exportations de la Nouvelle-Écosse augmenteront de 4 % cette année et de 9 % en 2012, avec l'appui de la production accrue de gaz naturel dans le champ Deep Panuke.

Les exportations du **Nouveau-Brunswick** augmenteront de 15 % cette année, surtout grâce au renchérissement de l'énergie. Même si les nouvelles capacités à l'exportation seront limitées dans la province durant la période de référence, les débouchés dans les secteurs des mines et de l'énergie stimuleront les exportations à long terme. Malgré les perspectives économiques meilleures que prévu en 2012, les exportations du Nouveau-Brunswick ne progresseront pas au cours de l'année, vu que les prix des produits de base s'affaibliront.

Après une croissance anémique l'an dernier, les exportations du **Québec** progresseront de 4 % cette année et s'accroîtront légèrement pour s'accroître de 7 % en 2012. Le secteur forestier sera presque immobile en 2011, mais les autres secteurs des ressources contribueront à des gains nominaux impressionnants. En 2012, le secteur aéronautique volera la vedette, ce qui compensera la croissance réduite des produits industriels, à mesure que les effets de prix commenceront à se dissiper.

Le secteur à l'exportation de l'**Ontario** s'accroîtra de 9 % cette année et de 10 % en 2012. Les prévisions ont été légèrement révisées à la baisse depuis le printemps, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le secteur de l'automobile et de l'effet généralisé d'une croissance économique plus faible que prévu aux É.-U. Les secteurs des ressources continueront de profiter des prix élevés mais en modération tout au long de la période de référence et seule une légère dépréciation de la monnaie, qui reviendra à la parité, est prévue l'an prochain.

Les exportations du **Manitoba** devraient afficher une croissance impressionnante cette année, puisque les ventes internationales grimperont de 15 %, avant de se modérer quelque peu avec une hausse de 7 % en 2012. Les exportations de produits agricoles augmenteront de manière impressionnante, car les prix records des grains compensent largement la baisse de la production. Le secteur de l'énergie profite de la flambée des prix, provoquée par l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La plupart des autres secteurs afficheront des hausses modérées à mesure que la croissance économique hésitante se renforcera, mais il faudra malheureusement du temps avant que l'ensemble des exportations de la province retrouvent les niveaux d'avant la crise.

Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse impressionnante de 22 % des exportations de la **Saskatchewan** cette année, ce qui sera le plus fort taux de croissance au Canada, puis une augmentation de 5 % en 2012. Les exportations d'énergie et d'engrais de la province seront fortement stimulées par la hausse des prix, tandis que les produits agricoles devraient être avantagés eux aussi, malgré le recul qu'a entraîné le temps extrêmement pluvieux.

Les exportations de l'**Alberta** bondiront de 18 % cette année et avanceront de 2 % en 2012. La puissance énergétique de l'Alberta est bien connue, mais la croissance sera généralisée, puisque toutes les catégories d'exportation devraient progresser pendant les deux années visées par les prévisions. Les prix élevés sont cependant le facteur déterminant des prévisions, et les Services économiques d'EDC prévoient que le cours du brut WTI se situera en moyenne à 94 USD le baril en 2011, soit une hausse de plus de 15 USD le baril par rapport à l'an dernier, avant de se modérer à 85 USD le baril en 2012.

**1.0 Résumé****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales**

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

**5.0 Annexe**

La forte demande continue en Chine et la croissance rapide des économies asiatiques stimuleront les exportations de la **Colombie-Britannique**, qui continueront d'augmenter à des taux à deux chiffres en 2011 et en 2012. Les exportations vers l'Asie représentent maintenant plus de 40 % des exportations de la province et elles s'accroîtront de plus de 25 % cette année. Les hausses de prix d'un grand nombre de produits de base de la province, y compris la pâte à papier, le charbon et le cuivre, appuieront aussi cette expansion des exportations. Les trois principaux secteurs à l'exportation de la province (produits forestiers, énergie et biens industriels) se comporteront donc tous particulièrement bien.

**4.1 Terre-Neuve-et-Labrador**

**Tableau 28 : Prévisions des exportations de marchandises de Terre-Neuve-et-Labrador**

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2010	(2010)	2010	2011 (p)	2012 (p)
<b>Énergie</b>	5 981	65,0	5,5	17	-8
<b>Biens industriels</b>	2 236	24,3	16,0	32	25
<b>Agroalimentaire</b>	794	8,6	7,8	16	1
<b>Foresterie</b>	118	1,3	-30,3	26	21
<b>Autres</b>	77	0,8	-32,7	-0,5	9
<b>Total</b>	9 206	100	6,8	21	2
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	3 225	35,0	9,4	27	19

**Sources** : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les Services économiques d'EDC prévoient qu'après la modeste croissance de l'an dernier, les exportations de Terre-Neuve-et-Labrador s'accroîtront de 21 % en 2011 avant de se modérer à 2 % l'an prochain, en raison de la hausse des prix du pétrole, ce qui serait une légère amélioration par rapport aux prévisions du printemps.

En 2011, nous prévoyons que les hausses notables des exportations de biens industriels et de produits agroalimentaires compenseront le déclin de la production d'énergie, tandis que la forte demande de minerai de fer de la Chine et de l'Europe occidentale compensera presque la reprise plus lente que prévu aux É.-U.

Les perspectives positives des biens industriels sont façonnées par l'évolution favorable du minerai de fer, du cuivre et du nickel. Les exportations de minerai de fer profiteront de la hausse des prix et des expéditions, car la production augmentera dans les mines de IOC, Wabush et Labrador Iron Mines durant la période de référence. Les perspectives du secteur au-delà de 2012 restent prometteuses, grâce aux importants investissements de New Millennium Capital Corporation et de Tata Steel Ltd ainsi qu'aux forages dans la vieille mine de Hope Brook. Les investissements s'accroîtront dans le secteur minier, où les débouchés à l'exportation seront de plus en plus nombreux durant la période de référence.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Le déclin de la production de pétrole brut durant la période de référence poussera les exportations d'énergie en territoire négatif. La baisse de la production de Terra Nova devrait contribuer à ce déclin, car nous supposons que tous les travaux de réparation nécessaires pour l'installation flottante de production, de stockage et de déchargement sont reportés à 2012. La diminution de la production à Hibernia est un peu compensée par l'expansion à Hibernia South, tandis que la production à White Rose devrait être assez stable jusqu'à la fin de 2012, mais pourrait être plus élevée à long terme. Un investissement de 300 M USD portera la production de produits raffinés à la raffinerie de Come-by-Chance de 115 000 à 120 000 barils par jour en 2012.

La forte hausse du prix du crabe cette année constitue le principal facteur des solides perspectives des exportations de produits agroalimentaires. Les volumes seront plus bas, car nous prévoyons de plus faibles captures de crabe et de crevettes durant la période de référence. La rentabilité est gênée par la vigueur du dollar canadien et les prix élevés de l'énergie. Le saumon et la truite arc-en-ciel d'élevage restent les lueurs d'espoir dans l'industrie, la capacité ne cessant de grandir dans la province.

Les prix du papier journal plus bas que prévu au premier semestre 2011 ont fait bondir les exportations, mais nous prévoyons que les volumes diminueront à la fin de 2011 et en 2012. À long terme, le déclin structurel de la consommation de papier, en particulier le papier journal, reprendra. Les exportations du secteur beaucoup plus petit du bois d'œuvre augmenteront en termes nominaux et en volume au cours des deux prochaines années.

Les autres exportations de la province comprennent des biens divers, comme de la machinerie et de l'équipement, du matériel aéronautique et des boissons alcoolisées expédiées par de nombreuses petites et moyennes entreprises. Nous prévoyons que les exportations de cette catégorie resteront stables cette année et augmenteront légèrement en 2012, bien que la volatilité et la sensibilité à l'évolution extérieure caractérisent ce segment.



## 4.2 Île-du-Prince-Édouard

**Tableau 29 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Î.-P.-É.**

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2010		2010	2011 (p)	2012 (p)
Agroalimentaire	467,6	67,6	-2,3	6	5
M-É	31,9	4,6	-28,5	5	6
Transports	35,4	5,1	-21,8	1	19
Biens industriels	59,9	8,7	-5,6	4	9
Autres	96,6	14,0	-24,0	-26	9
<b>Total</b>	<b>691,4</b>	<b>100,0</b>	<b>-8,9</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>690</b>	<b>99,8</b>	<b>-8,8</b>	<b>1</b>	<b>6</b>

**Sources** : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Les exportations de l'Île-du-Prince-Édouard semblent prendre des chemins de traverse sur la voie de la reprise cette année, mais les résultats seront plus impressionnants l'an prochain. Dans l'ensemble, les exportations de l'Île augmenteront de 1 % en 2011, puis à un rythme plus vigoureux de 6 % en 2012. Le raffermissement prévu cette année a été empêché par une mollesse inattendue de la croissance du PIB mondial au deuxième trimestre, qui s'est prolongée pendant l'été et a fait baisser les ventes à l'étranger. Mais le regain de l'économie américaine l'an prochain se traduira par une demande plus forte et des prix plus élevés, qui feront monter la valeur nominale des expéditions à l'étranger. Le dollar canadien élevé pèse aussi sur le secteur à l'exportation, et un répit est prévu durant la période de référence, puisque le huard devrait redescendre à la parité en 2012. Les principaux risques pour les prévisions sont les chocs mondiaux récurrents et les événements qui finissent par éroder la confiance des consommateurs et des entreprises et, par ricochet, reportent les décisions d'achat et d'investissement. C'est exactement ce qu'ont fait les coûts mondiaux élevés de l'énergie au premier semestre.

Le secteur agroalimentaire demeure l'industrie à l'exportation dominante dans la province. Les pommes de terre et les fruits de mer sont les deux grands sous-secteurs dont les résultats sont surtout sensibles à l'équilibre de l'offre et de la demande et à l'évolution des prix. Les Services économiques d'EDC prévoient un rebond de 6 % des ventes de produits agroalimentaires cette année, puis un gain de 5 % en 2012. La conjoncture des prix et de la demande était favorable au premier semestre parce que les pénuries mondiales ont fait monter les prix et que l'offre était élevée dans l'Île. Mais le vent a tourné au deuxième semestre, puisque les pénuries mondiales de la campagne de l'an dernier semblent avoir été comblées par des sources traditionnelles aux É.-U. et en Europe. On craint en outre que les récoltes soient en baisse cette année dans la province parce que le temps pluvieux a retardé les semences, ce qui a raccourci la saison de culture. Il se pourrait également que le mildiou réduise davantage les stocks entreposés. Le reste de 2011 et l'année 2012 se caractériseront par une diminution des expéditions des pommes de terre transformées et de consommation et par un tassement probable des prix.

Les captures de homard de l'Île ont diminué de 14 % au premier semestre car la météo inclémente a empêché les pêcheurs de sortir en mer. Par ailleurs, la taille minimale des homards pouvant être capturés a été accrue, ce qui est de bon augure pour l'industrie à long terme, mais signifie également que le nombre de crustacés pêchés cette année et peut-être l'an prochain sera probablement moins élevé. Les prix plus élevés ont toutefois aidé à compenser le déclin des captures, et nous prévoyons une reprise de la demande sur le marché américain. Par ailleurs, l'industrie a encouragé les ventes vers des marchés moins traditionnels en Asie. Les cultures spéciales continueront de profiter de la solide réputation du Canada comme producteur de qualité dans ce segment, et l'ouverture de l'usine de trituration de Nature's Crop International fera monter les ventes d'huile de canola à l'avenir.

Même si les perspectives des biens industriels, du matériel de transport et de la M-É s'amélioreront durant la période de prévision parallèlement au rebond de l'économie américaine, le sous-secteur a affiché de faibles résultats au premier semestre de 2011. Le dollar canadien qui reste élevé pèse sur les perspectives de croissance, tandis que la reprise mondiale a eu des ratés durant l'été, ce qui a été désastreux pour la demande de remise en état d'aéronefs et de réparations de matériel roulant ferroviaire. L'Île est considérée comme un centre d'excellence mondial dans le créneau de la réparation et de la remise en état des aéronefs, et des capacités se sont ajoutées dans ce domaine cette année.

Les Services économiques d'EDC prévoient un bond de 19 % des ventes à l'étranger du secteur des transports et une hausse de 9 % des expéditions de biens industriels en 2012. L'industrie des biosciences reste assez prometteuse, et l'ouverture de l'usine de BioCommons Manufacturing témoigne du potentiel de croissance de ce sous-secteur. La hausse de la demande de vaccins pour les animaux de compagnie et pour une utilisation commerciale (fermes et aquaculture) est positive pour les exportations de l'Île. Dans l'ensemble, ces secteurs moins traditionnels recommenceront à briller à mesure que la reprise mondiale gagnera de la vitesse.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe



## 4.3 Nouvelle-Écosse

Tableau 30 : Prévisions des exportations de marchandises de la Nouvelle Écosse

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Énergie	475	10,9	36,0	1	22
Agroalimentaire	998	22,9	-0,8	12	7
Foresterie	911	20,9	20,7	-3	6
Véhicules automobiles	969	22,3	17,5	4	10
Autres	1 000	23,0	1,2	3	7
<b>Total</b>	<b>4 353</b>	<b>100,0</b>	<b>0,9</b>	<b>4</b>	<b>9</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>3 878</b>	<b>89,1</b>	<b>8,5</b>	<b>4</b>	<b>7</b>

**Sources** : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les prévisions des exportations de la Nouvelle-Écosse pour cette année ont été légèrement révisées à la baisse par rapport à nos Prévisions du printemps, à cause de la situation macroéconomique décevante aux É.-U., de la réduction des capacités dans l'industrie forestière et de l'affaiblissement prévu des prix dans le secteur de l'automobile. Les exportations de la Nouvelle-Écosse augmenteront de 4 % cette année et de 9 % en 2012, avec l'appui de la production accrue de gaz naturel dans le champ Deep Panuke.

La fermeture de l'usine de papier New Page devrait renverser les gains nominaux des volumes et des prix des exportations de papier journal et d'autres papiers observés jusqu'au milieu de l'année. En plus de se répercuter sur les recettes à l'exportation du secteur forestier de la province cette année, la fermeture de l'usine devrait toucher 400 entrepreneurs forestiers qui fournissaient à l'usine le bois de pâte utilisé pour fabriquer du papier haute brillance. Cette réduction des capacités ne sera pas compensée par les autres grands producteurs provinciaux et se traduira par une baisse des recettes à l'exportation. En 2012, les exportations de papier journal devraient profiter d'un environnement des prix plus favorable qui devrait compenser la tendance structurelle à la baisse de la demande découlant de la pénétration grandissante des médias électroniques. Les expéditions à l'étranger de bois d'œuvre et de produits en bois souffriront des effets combinés de l'affaiblissement des prix et de la demande découlant de la lenteur de la reprise des mises en chantier aux É.-U. Les prévisions à l'exportation pour 2012 ne seront probablement pas modifiées de manière fondamentale, puisque les scieries continueront de pâtir de la concurrence interprovinciale et des blocages des capacités de production liés à des problèmes de l'offre. L'élan des exportations de pâte à papier de la province devrait néanmoins rester soutenu, malgré l'effet négatif de la surcapacité mondiale sur les prix. Les Services économiques d'EDC continuent de prévoir une solide croissance du segment de la pâte à papier de la province à moyen terme, car il profite de quelques nouveaux débouchés à l'exportation sur les marchés émergents. Dans ce contexte général, les Services économiques d'EDC révisent à la baisse leurs prévisions de la croissance des exportations de produits forestiers et les ramènent à -3 % en 2011, tout en prévoyant une croissance positive de 6 % en 2012.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Étonnamment, les exportations de gaz naturel ont monté brusquement en termes nominaux (+29,6 %) malgré la diminution des prix dans la première partie de l'année et l'épuisement continu du champ Sable arrivé à maturité. Cette hausse imprévue nous pousse à réviser nos prévisions des exportations d'énergie afin de tenir compte de l'expédition plausible des stocks. L'augmentation graduelle de la production au champ extracôtier Deep Panuke en 2012 aidera la province à obtenir une hausse de 41 % du volume des exportations de gaz naturel en 2012, tout en appuyant une croissance globale des exportations d'énergie de 22 %, qui pourrait même être plus élevée si la production de charbon métallurgique démarre à la mine Donkin.

Les Services économiques d'EDC continuent de prévoir un solide redressement de 12 % des exportations de produits agroalimentaires cette année, suivi d'une hausse de 7 % en 2012, découlant des prix élevés du crabe, du homard et des pétoncles. Le risque d'une croissance des volumes moins élevée que prévu persiste, car la météo, les quotas ministériels et la faiblesse de la consommation privée américaine influent sur les captures. Les améliorations de la technologie de conservation des crustacés et la demande croissante en amont d'huile de poisson et de ses dérivés de la part des industries pharmaceutiques devraient aider progressivement le secteur à faire une percée sur les marchés européens et à se diversifier hors des É.-U., qui attirent 60 % des exportations de fruits de mer de la province.

Les perspectives des exportations de produits de l'automobile de la Nouvelle-Écosse resteront positives mais devraient s'affaiblir dans la deuxième moitié de l'année, à cause d'une conjoncture des prix plus faible que prévu dans l'industrie de l'automobile. Les exportations de pneus des usines Michelin dans le comté de Pictou, à Bridgewater et à Waterville ont bien résisté au premier semestre, ce qui a permis aux exportations de véhicules et de pièces de dépasser la croissance nominale nationale de 9 points de pourcentage. Les Services économiques d'EDC prévoient un élan continu de la croissance des volumes au deuxième semestre, en raison de la normalisation de la production d'automobiles aux É.-U. Globalement, nous prévoyons une augmentation de 4 % des ventes à l'étranger de produits de l'automobile en 2011 et une hausse de 10 % en 2012. Le secteur devrait rester un important moteur des exportations de la province, tout comme les produits agroalimentaires et les produits forestiers, ces trois secteurs représentant au moins 20 % de toutes les exportations de la province.



#### 4.4 Nouveau-Brunswick

**Tableau 31 : Prévisions des exportations de marchandises du Nouveau-Brunswick**

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2010		2010	2011 (p)	2012 (p)
Énergie	8 723	68,6	36,3	22	-3
Foresterie	1 556	12,2	20,2	-1	13
Agroalimentaire	1 169	9,2	6,9	4	8
Biens industriels	930	7,3	20,9	3	-1
M-É	233	1,8	17,1	-19	7
Autres	108	0,9	25,4	0	9
<b>Total</b>	<b>12 719</b>	<b>100,0</b>	<b>28,5</b>	<b>15</b>	<b>0</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>3 996</b>	<b>31,4</b>	<b>14,1</b>	<b>0</b>	<b>8</b>

**Sources :** Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Les exportations du Nouveau-Brunswick augmenteront de 15 % cette année, surtout grâce au renchérissement de l'énergie. Même si les nouvelles capacités à l'exportation seront limitées dans la province durant la période de référence, les débouchés dans les secteurs des mines et de l'énergie stimuleront les exportations à long terme. Malgré les perspectives économiques meilleures que prévu en 2012, les exportations du Nouveau-Brunswick ne progresseront que de 3 % en 2012, vu que les prix des produits de base s'affaibliront.

Plus des deux tiers des exportations étant liées au secteur de l'énergie, la hausse globale des exportations est liée en grande partie aux fluctuations des prix du pétrole et du gaz naturel. La situation au Moyen-Orient a provoqué une poussée inattendue des prix de l'énergie. Les Services économiques d'EDC prévoient donc maintenant que les cours du pétrole se situeront en moyenne à 94 USD le baril en 2011, car la demande américaine se redresse, avant de descendre à 85 USD le baril en 2012. L'augmentation des prix du gaz naturel sera limitée en 2011, mais elle sera plus substantielle l'an prochain, ce qui stimulera fortement les recettes à l'exportation de l'usine de GNL Canaport. Par ailleurs, nous supposons que le terminal canadien continuera de tourner bien en deçà de ses capacités, vu que le gaz de schiste continue d'inonder le marché américain. L'exploration de gaz de schiste dans la province s'est arrêtée, parce que Apache Resources a décidé de se tourner vers d'autres débouchés et que Southwestern s'est heurtée à une opposition publique grandissante. La production et les exportations devront donc attendre quelques années. Nous prévoyons que la croissance des exportations d'énergie du Nouveau-Brunswick se ralentira à 22 % en 2011 et à -3 % en 2012.

Les exportations du secteur forestier se contracteront légèrement en 2011, avant de s'accroître à nouveau l'an prochain, même si les prévisions varient grandement d'un sous-secteur à l'autre. Les exportations de produits en bois restent anémiques, vu que la demande du secteur de la construction domiciliaire américain est encore faible. Les améliorations prévues de ce secteur en 2012 stimuleront la demande et les prix des produits en bois l'an prochain, ce qui appuiera les exportations et l'éventuelle réouverture des usines Weyerhaeuser et Atcon dans la région de Miramichi. Nos prévisions à l'exportation pour les secteurs des pâtes et papiers ont été révisées à la hausse, vu que les prix des produits de base ont été plus résistants que prévu. En même temps, l'amélioration des facteurs fondamentaux des prix de la pâte, des cartons et des papiers supercalandrés appuieront aussi la croissance dans ces deux secteurs l'an prochain. Les exportations globales du secteur forestier déclinèrent de 1 % cette année, avant de monter de 13 % en 2012.

La croissance des exportations de produits agroalimentaires ralentira un peu en 2011 et se situera à 4 % avant de s'accélérer à 8 % l'an prochain. Malgré le raffermissement des prix du homard, les prises de ce crustacé ont souffert du mauvais temps. Les autres facteurs clés en 2011 seront l'augmentation des exportations de crabe des neiges, vu que les prix devraient rester près de leurs niveaux records cette année, à la faveur de l'affaiblissement de l'offre mondiale. Les prix du saumon resteront anémiques, car les stocks chiliens se reconstituent et le Chili devrait livrer une farouche bataille pour recouvrer ses parts de marché aux É.-U. La hausse des prix des pommes de terre est également avantageuse pour les exportations de pommes de terre de consommation et congelées, malgré la faible demande continue de la restauration rapide américaine.

**1.0 Résumé****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales**

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

**5.0 Annexe**

Les exportations de biens industriels seront elles aussi en expansion en 2011 et en 2012, mues principalement par la hausse des prix de la potasse, ainsi que par la production accrue de la mine de potasse de PotashCorp à Sussex, qui a tourné à 80 % de sa capacité en 2010. Il y a donc de fortes probabilités de hausses supplémentaires des volumes en 2011 et en 2012, vu la vigueur des prix des grains et de la demande croissante au Brésil d'engrais destinés à la production des cultures servant à fabriquer de l'éthanol (canne à sucre). L'expansion de la mine de potasse à Sussex devrait être terminée en 2013, ce qui accroîtra davantage les capacités. Pendant ce temps, la province recherche une partie intéressée à développer une nouvelle mine de potasse, aussi dans la région de Sussex. Par ailleurs, les exportations de métaux ont été décevantes, parce que les prix du zinc ont commencé à se tasser et que cet affaiblissement des prix a été accentué par la baisse de la teneur du minerai à la mine Brunswick, dont la fermeture est prévue au premier trimestre de 2013. Étant donné que la mine approche de la fin de sa vie, d'autres projets miniers sont en cours dans la province, tels que Mount Pleasant, Picadilly et Sisson Brook, mais aucun d'eux ne compensera la fermeture de la mine Brunswick.

**4.5 Québec****Tableau 32 : Prévisions des exportations de marchandises du Québec**

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2010	(2010)	2010	2011 (p)	2012 (p)
Biens industriels	22 342	38,7	16,7	6	1
M-É	7 744	13,4	-7,2	5	5
Foresterie	7 618	13,2	0,5	0	9
Transports	7 079	12,3	-13,4	-1	23
Agroalimentaire	4 960	8,6	12,1	11	6
Biens de consommation	2 509	4,3	2,6	1	1
Autres	5 523	9,6	-10,9	4	9
<b>Total</b>	<b>57 774</b>	<b>100,0</b>	<b>2,6</b>	<b>4</b>	<b>7</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>54 976</b>	<b>95,2</b>	<b>2,8</b>	<b>4</b>	<b>7</b>

**Sources** : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les prévisions des exportations du Québec ont été légèrement révisées à la baisse, vu que la détérioration de la conjoncture macroéconomique a pesé sur la confiance des consommateurs et que le marché du logement américain reste affligé par la récession. Le secteur forestier sera presque immobile en 2011, mais les autres secteurs des ressources contribueront à des gains nominaux impressionnants. En 2012, le secteur aéronautique volera la vedette, ce qui compensera la croissance réduite des produits industriels, à mesure que les effets de prix commenceront à se dissiper. La tendance des entreprises canadiennes à se diversifier vers les marchés émergents est évidente au Québec, et la Chine devrait remplacer cette année le R.-U. comme deuxième destination des exportations de la province, après les É.-U. La conjoncture financière et monétaire extraordinaire qui appuie des prix records de l'or et d'autres métaux de base persistera l'an prochain, tandis que le dollar canadien s'affaiblira légèrement mais restera autour de la parité. Après une croissance à peine positive l'an dernier, les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations du Québec augmenteront de 4 % cette année et de 7 % en 2012.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Le secteur de l'aéronautique, qui a souffert du plongeon de la demande et des reports de commandes durant la récession, commence à se réchauffer grâce à un raffermissement des commandes et à un arriéré croissant dans les carnets de commandes des fabricants. Les livraisons aux É.-U., principale destination des exportations, seront assez stables cette année, car peu d'aéronefs devraient être livrés en 2011, mais elles recommenceront à monter l'an prochain, étant donné que le contrat signé récemment par Bombardier avec NetJets pour l'achat d'un maximum de 120 nouveaux appareils Global est le signe d'une relance de la demande dans le secteur des avions d'affaires. Dans l'ensemble, la croissance des exportations du secteur de l'aéronautique vers les marchés émergents dépassera la demande ravivée dans les économies développées et nous pensons que cette tendance devrait se poursuivre à moyen terme.

Les exportations d'aluminium du Québec seront stimulées par les prix élevés, qui devraient se situer en moyenne à 2 450 USD la tonne en 2011, avant de se tasser légèrement l'an prochain tout en restant bien au-dessus de la normale. La production stagnera cette année et l'an prochain, sauf à l'usine de Laterrière de Rio Tinto.

L'activité est grande dans le secteur minier, principalement en raison d'un investissement gouvernemental de 80 G CAD visant à appuyer l'extraction minière dans le Nord (le Plan Nord) et la mise en valeur des mines de Malartic et Sleeping Giant. La Chine est devenue la principale destination étrangère des exportations de minerai de fer du Québec l'an dernier, et la première expédition maritime de la mine Bloom Lake cet été a marqué le début d'une production qui sera entièrement destinée au marché chinois. La production de la mine augmentera considérablement au cours des prochaines années, puisque Cliffs Natural Resources a annoncé récemment la troisième phase d'un projet d'expansion qui fera monter la production annuelle à 24 millions de tonnes d'ici 2015, en plus des travaux actuels en vue de porter la production annuelle à 16 millions de tonnes en 2013. L'autre grand projet minier qui a démarré est celui de LIM à Schefferville. Depuis juin 2011, le minerai de fer est stocké dans le port de Sept-Îles et les livraisons à l'exportation devraient débuter au troisième trimestre.

Le secteur de l'énergie demeure une source de vigueur pour l'économie du Québec, et le début des travaux de construction de la première centrale à Eastmain-1-A cet été accroîtra la capacité de production d'électricité du Québec. Mais la demande intérieure élevée a détourné l'offre vers les ménages québécois, aux dépens des É.-U., ce qui pèse sur la croissance des exportations cette année. Les investissements continus dans les systèmes de production et de transmission stimuleront les capacités au-delà de la période de référence, même si la météo et d'autres facteurs au Québec ont des répercussions importantes sur les niveaux des exportations. Les grands travaux d'expansion à la raffinerie Ultramar à Lévis et l'intensification de l'exploration du gaz de schiste stimuleront également les perspectives des exportations d'énergie à moyen terme.

Dans l'ensemble, après une année 2010 difficile, la croissance des exportations du Québec sera légèrement inférieure à la moyenne nationale cette année, vu que l'effet à retardement de la récession continue à se faire sentir dans le secteur aéronautique et que la reprise américaine est plus lente que prévu. L'an prochain, toutefois, ces deux facteurs deviendront positifs et les résultats commerciaux redeviendront vigoureux.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

## 4.2 Île-du-Prince-Édouard

## 4.3 Nouvelle-Écosse

## 4.4 Nouveau-Brunswick

## 4.5 Québec

## 4.6 Ontario

## 4.7 Manitoba

## 4.8 Saskatchewan

## 4.9 Alberta

## 4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe



## 4.6 Ontario

Tableau 33 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Biens industriels	50 652	34,7	24,6	16	6
Véhicules automobiles	48 958	33,5	35,4	5	19
M-É	20 313	13,9	-4,9	5	6
Agroalimentaire	9 262	6,3	5,9	8	5
Foresterie	4 604	3,2	2,5	2	10
Biens de consommation	4 057	2,8	-0,5	5	4
Autres	8 223	5,6	-18,6	0	7
<b>Total</b>	<b>146 070</b>	<b>100,0</b>	<b>16,3</b>	<b>9</b>	<b>10</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>143 405</b>	<b>98,2</b>	<b>16,8</b>	<b>9</b>	<b>11</b>

**Sources** : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les prévisions de la croissance des exportations de l'Ontario ont été légèrement révisées à la baisse depuis nos Prévisions du printemps, en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement dans le secteur de l'automobile et de l'effet généralisé d'une croissance économique plus faible que prévu aux É.-U. Le dollar canadien s'est maintenu bien au-dessus de la parité cette année, ce qui a pesé sur les recettes à l'exportation, les marges bénéficiaires et la compétitivité globale. Les secteurs des ressources continueront de profiter des prix élevés mais en modération graduelle tout au long de la période de référence et seule une légère dépréciation de la monnaie, qui reviendra à la parité, est prévue l'an prochain. Les exportations globales de l'Ontario s'accroîtront de 9 % cette année et de 10% en 2012.

La production d'automobiles en Amérique du Nord a chuté brusquement en avril, après que la catastrophe naturelle au Japon a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales. Les niveaux de production à l'usine Honda de Alliston et à l'usine Toyota de Woodstock resteront bien en deçà de la capacité jusque vers la fin de l'année. Mais la production plus élevée à l'usine Chrysler de Brampton (Dodge Charger), à l'usine Ford d'Oakville (Ford Edge) et à l'usine GM d'Oshawa (Camaro) permettra une croissance positive des exportations cette année. L'an prochain, la production augmentera à des taux à deux chiffres aux usines Honda et Toyota, car l'activité au-dessus des capacités reprendra et le lancement de nouveaux modèles (dont la Honda CRV et la nouvelle Civic) stimulera les commandes.

Les prévisions des exportations de l'industrie des métaux et minerais varient d'un sous-secteur à l'autre. Mais les métaux précieux seront le principal moteur de la croissance. Les exportations d'or et d'argent ont augmenté à un taux époustouffant de 40 % dans la première moitié de l'année, mais surtout à cause de la flambée des prix, puisque les forages et l'exploration intenses ne devraient pas se traduire par une hausse de la production durant la période de référence. Les prix records de l'or persisteront l'an prochain, parce qu'ils seront maintenus par les stimulants monétaires extraordinaires et une conjoncture favorable dans le secteur financier. Les autres métaux affichent eux aussi une forte croissance, à cause de la reprise de l'activité normale à l'usine Vale de Sudbury qui fait monter les ventes à l'exportation de nickel et de cobalt, et des prix élevés qui feront monter les recettes à l'exportation à des taux à deux chiffres à nouveau cette année.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

La croissance des exportations dans le secteur du pétrole et des produits raffinés sera bien inférieure à la moyenne nationale et, d'après la Canadian Association of Petroleum Producers, la production de l'Ontario augmentera d'environ 3 % cette année et l'an prochain. Les exportations d'électricité déclinera au-delà de la période de référence à cause de la réduction de la capacité de production. Le démarrage des parcs éoliens Gosfield et Talbot cette année seront insuffisants pour compenser la fermeture de deux autres unités à la centrale Nanticoke, prévue au quatrième trimestre de 2011.

Les exportations de produits pétrochimiques augmenteront à la faveur de la hausse des prix, et les marges bénéficiaires de l'industrie augmentent, parce que les revenus accrus compensent largement la hausse des coûts des intrants. Le potentiel d'expansion des ventes à l'exportation de l'industrie au-delà du marché américain est limité, vu que les tarifs à l'importation sur les marchés autres que l'ALENA varient et que les coûts du transport sont exorbitants. Comme le Canada est signataire de l'accord d'harmonisation des tarifs sur les produits chimiques, il y aura des possibilités d'expansion sur d'autres marchés lorsque l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) sera entièrement en vigueur et que les tarifs sur les produits pétrochimiques descendront à 0 %, mais en attendant, la demande américaine sera déterminante. Les exportations de plastiques bondiront en termes nominaux, grâce aux prix élevés, tandis que les volumes baisseront légèrement, à cause de la faible demande américaine, du déclin de la production attribuable aux travaux d'entretien prévus aux usines Nova et de la hausse des stocks. Les perspectives à moyen terme se sont embellies lorsque Nova a indiqué qu'elle envisageait une nouvelle usine de polyéthylène en Ontario, tandis que le projet de désengorgement et l'expansion des installations de polymère à l'usine Nova de Sarnia devraient être achevés entre la fin de 2014 et 2017. Le profil de croissance du secteur des produits pharmaceutiques reste assombri par la tendance de l'industrie à sous-traiter la R-D et la fabrication. Mais il y a quelques lueurs d'espoir en Ontario. L'usine récemment agrandie de Teva à Stouffville et les acquisitions récentes de Valeant permettront une légère augmentation des volumes à l'exportation de l'Ontario.

Parce que l'industrie aéronautique de l'Ontario est dominée par des entreprises du 1<sup>er</sup> et du 2<sup>e</sup> niveau (intégrateurs de systèmes et fournisseurs d'équipement), la reprise des exportations portera l'ensemble du secteur, qui affichera une croissance modérée cette année. Un nombre impressionnant de contrats et d'ententes avec des fabricants ontariens ont été annoncés récemment, y compris le contrat de Noranco Inc. pour des trains d'atterrissage à sa division de Woodbridge et le contrat Cyclone Manufacturing pour la fabrication de composantes pour l'Airbus A350. Le marché de la remise en état se caractérise par un raffermissement spectaculaire de la demande, et les fournisseurs de services de l'Ontario signalent une croissance constante dans le segment des avions d'affaires de taille moyenne depuis le début de l'année. L'abondance des marchés démontre à quel point les entreprises ontariennes réussissent à s'intégrer dans des chaînes d'approvisionnement mondiales, tandis que les taux d'imposition concurrentiels et les dépenses en R-D les plus élevées de toutes les provinces canadiennes sont de très bon augure à moyen terme pour le secteur en Ontario.

Le secteur des services contribuera positivement aux résultats commerciaux de l'Ontario cette année et l'an prochain, car l'industrie financière, concentrée à Toronto, a été marquée par d'énormes investissements directs à l'étranger du fait que les banques canadiennes élargissent leur présence dans le monde (y compris les achats de la Banque Scotia au Brésil et au Chili), ainsi que par des investissements étrangers au Canada, tels que l'établissement à Toronto de la première représentation à l'étranger de China Investment Corporation.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

## 4.2 Île-du-Prince-Édouard

## 4.3 Nouvelle-Écosse

## 4.4 Nouveau-Brunswick

## 4.5 Québec

## 4.6 Ontario

## 4.7 Manitoba

## 4.8 Saskatchewan

## 4.9 Alberta

## 4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe



## 4.7 Manitoba

Tableau 34 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Ontario

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
	2010	(2010)	2010	2011 (p)	2012 (p)
Agroalimentaire	4 046	39,5	-2,2	18	6
Biens industriels	2 407	23,5	4,4	25	5
M-É	1 220	11,9	-3,5	9	10
Énergie	864	8,4	-0,4	15	2
Véhicules	431	4,2	-20,2	9	21
Foresterie	373	3,6	-10,6	0	11
Autres	896	8,8	-13,3	-10	14
<b>Total</b>	<b>10 237</b>	<b>100,0</b>	<b>-3,1</b>	<b>15</b>	<b>7</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>9 373</b>	<b>91,6</b>	<b>-3,4</b>	<b>15</b>	<b>8</b>

**Sources** : Statistique Canada; Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les exportations du Manitoba devraient afficher une croissance impressionnante cette année, puisque les ventes internationales grimperont de 15 %, avant de se modérer quelque peu avec une hausse de 7 % en 2012. Ces taux sont conformes aux prévisions du printemps des Services économiques d'EDC, vu que les exportations du Manitoba au premier semestre de 2011 ont déjà augmenté de 14 % par rapport à la même période l'an dernier.

La solide croissance des exportations est mue par l'amélioration de la demande américaine et par les prix élevés des produits de base, bien qu'un certain tassement des prix des grains ait été observé récemment. L'économie du Manitoba est la plus diversifiée au Canada, ce qui signifie que les gains des échanges commerciaux varieront grandement selon le secteur. Les exportations de produits agricoles augmenteront de manière impressionnante, car les prix records des grains compensent largement la baisse de la production. Le secteur de l'énergie profite de la flambée des prix, provoquée par l'instabilité au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La plupart des autres secteurs afficheront des hausses modérées à mesure que la croissance économique hésitante se renforcera, mais il faudra malheureusement du temps avant que l'ensemble des exportations de la province retrouvent les niveaux d'avant la crise. Les pressions exercées par la vigueur du dollar canadien resteront un grand défi pour les exportateurs manitobains.

Après une année 2010 difficile, les exportations manitobaines de produits agroalimentaires devraient s'accroître de 18 % cette année, uniquement à cause de la hausse des prix. Les volumes devraient stagner, car les inondations dans le sud de la province feront baisser la production agricole pour une deuxième année consécutive. Les sols ont été saturés d'eau par les inondations de l'année dernière et le temps extrêmement pluvieux en 2011 a aggravé une situation déjà difficile. Le seul aspect positif d'une mauvaise année pour les agriculteurs manitobains a été la flambée des prix agricoles à des niveaux records. Le temps exécrable a réduit la production agricole aux É.-U., en Europe et en Chine, dans une année caractérisée par une augmentation rapide de la demande d'aliments des marchés émergents et de la production de biocarburants. La production accrue de canola durant la période de référence sera un grand moteur de la croissance des exportations du Manitoba, tandis que les ventes de blé dur monteront elles aussi, à la faveur des prix beaucoup plus élevés. Vu que les agriculteurs délaissent d'autres cultures au profit du blé et du maïs, les volumes à l'exportation de ces céréales augmenteront dans les années qui viennent.

**1.0 Résumé****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales**

## 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

## 4.2 Île-du-Prince-Édouard

## 4.3 Nouvelle-Écosse

## 4.4 Nouveau-Brunswick

## 4.5 Québec

## 4.6 Ontario

## 4.7 Manitoba

## 4.8 Saskatchewan

## 4.9 Alberta

## 4.10 Colombie-Britannique

**5.0 Annexe**

Les exportations de bétail du Manitoba seront influencées par divers facteurs qui feront plafonner les volumes durant la période de référence. Les inondations ont réduit les pâturages, ce qui a fait baisser la production. Les prix du bétail et de la viande devraient augmenter, vu que la consommation globale augmente et qu'elle se déplace vers des coupes qui coûtent plus cher. Malheureusement, les prix de certains types d'exportations de bétail continueront d'être tirés par le bas à cause des règlements américains sur l'étiquetage du pays d'origine. Malgré la hausse des revenus, la flambée des coûts des aliments pour le bétail continuera de comprimer les marges bénéficiaires de l'industrie. Les expéditions à destination de l'Asie augmenteront fortement durant la période de référence, étant donné que le gouvernement chinois élimine graduellement les dernières restrictions sur les importations de bœuf canadien, ce qui ouvre un formidable nouveau marché pour les Canadiens.

Le secteur de l'énergie du Manitoba sera un solide engin de croissance durant la période de référence, puisque les exportations devraient avancer de 15 % en 2011 et de 2 % en 2012. Le cours du pétrole baissera à 85 USD le baril en 2012, mais fournira quand même le coup de pouce nécessaire à des forages accrus pour appuyer la production, même s'il faudra plusieurs années avant que la production démarre. Vu que l'activité industrielle s'intensifie aux É.-U. et que la centrale Wuskwatim de Manitoba Hydro commencera à produire de l'électricité en 2011, les perspectives des exportations d'électricité du Manitoba sont positives.

Dans le secteur des transports, l'industrie de l'aéronautique continuera d'en arracher cette année, car la faiblesse économique de 2010 a réduit les commandes et fait baisser les livraisons d'aéronefs en 2011. La première livraison retardée pendant longtemps du Dreamliner de Boeing est maintenant prévue au 4T2011, ce qui, conjugué à la demande accrue des autres appareils commerciaux de la série 7, sera fort bienvenu pour Boeing Winnipeg. Mais la hausse de la production ne se fera sentir qu'en 2012. De plus, les contrats pluriannuels de Standard Aero avec US NAVAIR et EuroLot devraient embellir les perspectives des exportations dans le secteur des services.

Enfin, les perspectives des exportations de métaux du Manitoba seront positives, malgré l'affaiblissement des volumes. L'envolée des prix du cuivre et d'autres métaux de base stimulera les recettes d'exportation en 2011. Malheureusement pour les volumes, la fermeture l'an dernier de l'usine d'affinage du cuivre de Flin Flon et la fin de la vie de la mine Trout Lake réduiront les expéditions.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

## 4.2 Île-du-Prince-Édouard

## 4.3 Nouvelle-Écosse

## 4.4 Nouveau-Brunswick

## 4.5 Québec

## 4.6 Ontario

## 4.7 Manitoba

## 4.8 Saskatchewan

## 4.9 Alberta

## 4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe



## 4.8 Saskatchewan

Tableau 35 : Prévisions des exportations de marchandises de la Saskatchewan

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Énergie	8 489	36,1	16,9	16	-3
Agroalimentaire	8 086	34,4	-2,2	26	7
Engrais	5 030	21,4	37,3	27	15
Produits chimiques/plastiques	648	2,8	-31,8	6	10
Autres	1 272	5,4	-23,2	10	11
<b>Total</b>	<b>23 525</b>	<b>100,0</b>	<b>7,9</b>	<b>22</b>	<b>5</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>15 036</b>	<b>63,9</b>	<b>3,4</b>	<b>24</b>	<b>10</b>

**Sources** : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les Services économiques d'EDC prévoient une hausse impressionnante de 22 % des exportations de la Saskatchewan cette année, ce qui sera le plus fort taux de croissance au Canada, puis une augmentation de 5 % en 2012. Les exportations d'énergie et d'engrais de la province seront fortement stimulées par la hausse des prix, tandis que les produits agricoles devraient être avantagés eux aussi, malgré le recul qu'a entraîné le temps extrêmement pluvieux. Les prévisions ont peu changé par rapport au printemps, vu que les exportations se comportent plutôt comme prévu jusqu'ici et ont déjà monté de 18,2 % au premier semestre de 2011 comparativement à la même période l'an dernier.

Le secteur de l'énergie sera la star de la province, même si le profil de la production de pétrole est stable au cours des deux prochaines années, vu que les bénéfices seront poussés à la hausse par les prix élevés du pétrole qui atteindront une moyenne de 94 USD le baril pour modérer ensuite à 85 USD le baril l'an prochain. L'augmentation de la production de brut léger à Bakken sera annulée par des reculs continus de la production de pétrole lourd conventionnel, simplement parce que le bassin sédimentaire de l'Ouest canadien est mature et que la production décline depuis des années. Les prix élevés de l'énergie continueront de stimuler l'investissement, et le forage se poursuivra durant la période de référence, même s'il faudra du temps avant que des capacités supplémentaires commencent à produire.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Le volume des exportations de produits agroalimentaires de la Saskatchewan stagnera en 2011, parce que le temps a été extrêmement pluvieux pour une deuxième année consécutive. Les sols de la Saskatchewan déjà saturés d'eau après les inondations de l'an dernier, et les précipitations printanières beaucoup plus fortes que d'habitude ont compliqué la vie des agriculteurs en 2011. Par conséquent, seulement 82 % des superficies disponibles ont été ensemencées ce printemps, ce qui a nettement réduit la production agricole. Heureusement, les prix de la plupart des grains ont dépassé les records de 2008, ce qui a fait monter les recettes à l'exportation de produits agricoles de la Saskatchewan, et ces prix élevés se maintiendront probablement. Le mauvais temps a réduit la production agricole aux É.-U., en Europe et en Chine, dans une année caractérisée par une augmentation rapide de la demande d'aliments des marchés émergents et de la production de biocarburants. Si la production agricole mondiale s'améliore considérablement en 2012, cela permettra aux stocks de revenir à leurs niveaux normaux. En raison de l'évolution des prix et de la météo difficile, les agriculteurs de la Saskatchewan ont déplacé leur production vers les cultures plus rentables du canola et du blé durum, tandis que la production de maïs restera essentiellement inchangée. Les exportations de produits agricoles devraient donc augmenter de 26 % même si les volumes resteront plutôt stables.

Les exportations de bœuf de la Saskatchewan en arracheront elles aussi en 2011. Les volumes diminueront quelque peu, surtout à cause des inondations qui ont réduit les pâturages. Les prix du bœuf et du porc ont fortement augmenté jusqu'ici en 2011 et la hausse devrait se poursuivre, car la demande globale se remet des creux récessionnistes, même si les prix de certains types d'exportations de bétail seront poussés à la baisse par les règlements américains sur l'étiquetage du pays d'origine. La demande des marchés émergents a été particulièrement robuste et les expéditions vers l'Asie seront grandement stimulées durant la période de référence par l'élimination graduelle des dernières restrictions du gouvernement chinois sur le bœuf canadien, ce qui ouvre un formidable nouveau marché pour les exportateurs canadiens. Malgré les prix à la hausse, la production de bétail de la Saskatchewan n'augmentera guère, vu que la flambée des coûts des aliments pour animaux continuera de réduire les marges bénéficiaires.

Les exportations d'engrais afficheront une robuste croissance en 2011 et en 2012, les meilleurs résultats provenant du secteur de la potasse. Intrants dans l'agriculture mondiale, les engrais profiteront de la montée en flèche des prix des aliments cette année, avant de reculer légèrement en 2012 à mesure que d'autres capacités d'engrais commenceront à tourner. Pour les exportateurs canadiens d'engrais, les perspectives de la demande en 2011 sont très bonnes, car les importateurs du monde entier s'efforcent de stimuler la production agricole, tandis que les hausses de prix procurent des marges bénéficiaires confortables, suffisantes pour couvrir des intrants discrétionnaires comme les nutriments. Alors qu'en 2010, les exportations avaient été stimulées par la demande inassouvie liée au report des achats, l'élan en 2011 se caractérise par des conditions de crédit nettement meilleures pour les agriculteurs, conjuguées à la hausse de la demande de mandats de biocarburants qui continueront de nécessiter une production accrue de cultures à forte intensité en engrais. Les livraisons croissantes de Canpotex au Brésil, en Inde et chez d'autres importateurs asiatiques témoignent d'une impressionnante demande des marchés émergents, qui devrait se maintenir en 2011 et en 2012.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe



## 4.9 Alberta

Tableau 36 : Prévisions des exportations de marchandises de l'Alberta

Principaux secteur	G CAD	Part (%) des exportations totales de la province	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011 (p)	2012 (p)
Énergie	56 643	72,1	17,6	21	0
Biens industriels	8 840	11,2	16,2	11	9
Agroalimentaire	6 629	8,4	-9,6	17	6
M.-É.	3 450	4,4	-11,1	7	7
Foresterie	2 270	2,9	22,1	4	18
Autres	762	1,0	-29,7	-9	12
<b>Total</b>	<b>78 594</b>	<b>100,0</b>	<b>12,4</b>	<b>18</b>	<b>2</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>21 951</b>	<b>27,9</b>	<b>0,9</b>	<b>11</b>	<b>9</b>

**Sources** : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

Les Services économiques d'EDC prévoient que les exportations de l'Alberta bondiront de 18 % cette année et avanceront de 2 % en 2012. La puissance énergétique de l'Alberta est bien connue, mais les Services économiques d'EDC prévoient une croissance généralisée, puisque toutes les catégories d'exportation devraient progresser pendant les deux années visées par les prévisions. Le secteur de l'énergie affichera la croissance la plus rapide en 2011, mais il faut s'attendre également à des résultats impressionnants dans les secteurs des biens industriels et des produits agroalimentaires cette année.

La hausse des prix et de la production de produits pétroliers et de charbon fera monter les exportations d'énergie de l'Alberta de 21 % en 2011, mais une croissance beaucoup plus faible de 0 % est prévue en 2012, étant donné que les légers gains du côté du gaz naturel et de l'électricité compensent les corrections de prix du pétrole et du charbon. Les prix élevés sont le facteur déterminant des prévisions, et les Services économiques d'EDC prévoient que le cours du brut WTI se situera en moyenne à 94 USD le baril en 2011, soit une hausse de plus de 18 USD le baril par rapport à l'an dernier, avant de se modérer à 85 USD le baril en 2012. Le premier semestre de cette année a été caractérisé par de grandes fluctuations des prix, vu que les inquiétudes concernant les perturbations de la production liées au Printemps arabe ont fait monter les prix brusquement en début d'année. Les craintes d'une pénurie de l'offre n'étaient pas justifiées, puisque la perte de 1,72 million de barils par jour de production libyenne a été compensée par d'autres producteurs et que la capacité excédentaire de l'OPEP est toujours de 4 millions de barils par jour. Récemment, les marchés sont devenus préoccupés par la détérioration de la conjoncture de la demande, étant donné que les données macroéconomiques pour le deuxième trimestre ont révélé un brusque ralentissement de l'économie mondiale et que le spectre d'une double récession est réapparu aux É.-U. L'amélioration de l'offre et la détérioration de la demande n'appuient pas vraiment les prix élevés constatés en début d'année, et des prix plus bas devraient persister durant la période de référence. En ce qui concerne les volumes, les exportations des sables bitumineux de l'Alberta augmenteront considérablement cette année et l'an prochain, grâce à Jack Pine Mine (qui a commencé à produire en 2010) et à Kurl Mine (2012), ainsi qu'à de nombreux autres projets.

<b>1.0 Résumé</b>	La production américaine de gaz de schiste continue d'augmenter rapidement, ce qui maintient les stocks souterrains proches de leurs sommets quinquennaux. Nous prévoyons que la croissance de la production américaine se ralentira durant la période de référence, ce qui entraînera une baisse graduelle des stocks et fera monter le prix du gaz cette année et l'an prochain. Le prix du gaz naturel au Henry Hub se situera donc en moyenne à 4,25 USD/MBtu en 2011 et montera vers 4,75 MBtu en 2012. Les pressions à la hausse découleront du déclin prévu du forage aux É.-U. l'an prochain. À l'heure actuelle, les prix sont retenus par la hausse de la production américaine ces dernières années – étant donné que les lois américaines exigent que les producteurs de gaz de schiste amènent leurs projets à l'étape de la production dans un délai de deux ans, sinon ils risquent de perdre leurs droits de forage. Mais le risque de prix est négatif, et les Services économiques d'EDC s'attendent à ce que la production de gaz en Alberta diminue durant la période de référence.
<b>2.0 Prévisions régionales</b>	
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>	
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>	
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador	
4.2 Île-du-Prince-Édouard	
4.3 Nouvelle-Écosse	
4.4 Nouveau-Brunswick	
4.5 Québec	La production agricole de l'Alberta n'augmentera que légèrement, mais les prix records des produits agricoles feront monter les exportations de 17 % en 2011. La croissance de la demande de biocarburant et la tendance des populations des marchés émergents à consommer davantage de protéines stimuleront la demande de grains et d'oléagineux. Les prix monteront donc et dépasseront les sommets atteints en 2008. Par ailleurs, les exportations de viande et de bétail sur pied devraient continuer de monter en 2011, à la faveur des hausses de prix et des volumes à l'exportation, maintenant que les consommateurs américains reviennent à des coupes de viande qui coûtent plus cher.
4.6 Ontario	
4.7 Manitoba	
4.8 Saskatchewan	
4.9 Alberta	
4.10 Colombie-Britannique	
<b>5.0 Annexe</b>	Les exportations de produits forestiers devraient s'accroître de 4% cette année et de 18 % en 2012. Les produits du bois connaîtront la plus forte croissance et seront stimulés par les hausses de prix liées au marché du logement américain, qui restera faible en 2011 mais se raffermira graduellement l'an prochain, par la forte demande chinoise de bois d'œuvre et par la nouvelle production à Fox Creek. La pâte à papier devrait afficher une modeste croissance cette année, mais les faibles perspectives des prix annuleront ces gains en 2012.
	Les exportations de M-É destinées à la mise en valeur des ressources minières et énergétiques afficheront une croissance assez élevée, grâce à la demande croissante d'engins de forage horizontaux. Les exportations d'autre M-É augmenteront, car les solides bénéfiques des sociétés, l'amélioration de la confiance des entreprises et les déductions d'impôt accélérées sur les investissements en immobilisations aux É.-U. stimulent les investissements de capitaux américains.

## 1.0 Résumé

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

4.1 Terre-Neuve-et-Labrador

4.2 Île-du-Prince-Édouard

4.3 Nouvelle-Écosse

4.4 Nouveau-Brunswick

4.5 Québec

4.6 Ontario

4.7 Manitoba

4.8 Saskatchewan

4.9 Alberta

4.10 Colombie-Britannique

## 5.0 Annexe



## 4.10 Colombie-Britannique

**Tableau 37 : Prévisions des exportations de marchandises de la Colombie-Britannique**

Principaux secteur	M CAD	Part (%) des exportations totales de la province (2010)	Prévisions des exportations (croissance en %)		
			2010	2011(p)	2012(p)
Foresterie	9 099	31,4	20,1	11	26
Énergie	8 031	27,8	19,1	32	10
Biens industriels	5 537	19,1	16,0	18	2
M.-É.	2 273	7,9	7,0	10	5
Agroalimentaire	2 769	9,6	12,6	10	8
Autres	1 226	4,2	-14,4	-3	10
<b>Total</b>	<b>28 933</b>	<b>100,0</b>	<b>15,3</b>	<b>17</b>	<b>13</b>
<b>Total des exportations non énergétiques</b>	<b>20 903</b>	<b>72,2</b>	<b>13,8</b>	<b>12</b>	<b>14</b>

**Sources** : Statistique Canada, Services économiques d'EDC. Les données de 2010 sont réelles, celles de 2011 et de 2012 sont des prévisions.

La forte demande continue en Chine et la croissance rapide des économies asiatiques stimuleront les exportations de la Colombie-Britannique, qui continueront d'augmenter à des taux à deux chiffres en 2011 et en 2012. Les exportations vers l'Asie représentent maintenant plus de 40 % des exportations de la province et elles s'accroîtront de plus de 25 % cette année. Les exportations de la Colombie-Britannique devraient progresser de 17 % cette année et de 13 % l'an prochain, comparativement à 15,3 % l'an dernier. Les hausses de prix d'un grand nombre de produits de base de la province, y compris la pâte à papier, le charbon et le cuivre, appuieront aussi cette expansion des exportations. Les trois principaux secteurs à l'exportation de la province (produits forestiers, énergie et biens industriels) se comporteront donc tous particulièrement bien, les prix plus élevés étant stimulés par la hausse de la production.

Malgré la demande chinoise plus forte que prévu de pâte à papier et de produits en bois, nos prévisions des exportations de produits forestiers de la Colombie-Britannique ont été révisées à la baisse, à cause des mises en chantier de logements plus faibles que prévu aux É.-U. Les exportations de produits en bois vers la Chine doubleront néanmoins une fois de plus en 2011 et s'accroîtront à des taux à deux chiffres l'an prochain, vu que des capacités fermées ont été rouvertes uniquement pour servir le marché chinois. La construction prévue de 8 millions de logements sociaux en Chine en 2012, conjuguée à la reprise prévue de la construction de logements aux É.-U., stimulera fortement les exportations de produits forestiers de la province en 2012. Nos prévisions révisées à la hausse dans le secteur de la pâte à papier s'expliquent par des prix plus élevés que prévu et par la correction de notre hypothèse erronée que l'usine Mackenzie était fermée pour une durée indéterminée après l'accident technique survenu en début d'année. Les importations chinoises de pâte seront à nouveau un important facteur de croissance en 2011 et en 2012, mais pas autant que par le passé, en partie à cause de la concurrence accrue des nouvelles capacités en Asie du Sud-Est et de la baisse de l'accumulation des stocks. Par ailleurs, les prix plus élevés du papier compenseront la réduction des volumes attribuable aux fermetures de capacités à Kitimat au début de 2010 et à Kelowna, ce qui stimulera légèrement les exportations. Dans l'ensemble, les exportations du secteur forestier augmenteront de 11 % en 2011 et de 26 % en 2012.

<b>1.0 Résumé</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
4.1 Terre-Neuve-et-Labrador
4.2 Île-du-Prince-Édouard
4.3 Nouvelle-Écosse
4.4 Nouveau-Brunswick
4.5 Québec
4.6 Ontario
4.7 Manitoba
4.8 Saskatchewan
4.9 Alberta
4.10 Colombie-Britannique
<b>5.0 Annexe</b>

Les exportations d'énergie bondiront de 32 % en 2011, avant de se modérer et de s'accroître de 10 % en 2012. Elles seront mues principalement par la hausse des prix du charbon, car les inondations en Australie cette année ont eu une grande incidence sur l'offre. Mais cet effet transitoire se dissipe et les prix se replieront l'an prochain. Par ailleurs, la demande du Japon, marché traditionnel des exportations de charbon du Canada, devrait rebondir au deuxième semestre de 2011 et en 2012, à mesure que les travaux de reconstruction seront entrepris. Les exportations de charbon seront aussi stimulées par la hausse des capacités de production, vu que de nombreux projets d'expansion des capacités et de nouveaux projets d'exploitation minière ont été lancés à la faveur de l'amélioration des facteurs fondamentaux du charbon, ce qui accroîtra la production au cours des deux prochaines années et au-delà. D'après la Coal Association of Canada, la production de charbon de la province pourrait doubler si toutes les nouvelles mines prévues sont ouvertes et tous les projets d'expansion des capacités sont réalisés. Les exportations de gaz naturel ne bougeront presque pas cette année, car la production accrue de la formation de gaz de schiste Montney est annulée par les faibles hausses de prix et la vigueur du dollar canadien. Malgré les perspectives un peu sombres du gaz naturel en Amérique du Nord, l'exploration et la mise en valeur de la formation de gaz de schiste Horn River Basin et Montney se poursuivent. Bien que le rapprochement entre Encana et PetroChina ait échoué, d'autres acteurs internationaux, notamment en Corée, au Japon, en Malaisie et en Afrique du Sud, s'intéressent aux ressources en gaz de schiste de la province qui pourraient être exportées. La construction d'un ou plusieurs terminaux de liquéfaction de GNL ne se fera pas avant quelques années.

Les exportations de biens industriels profiteront de la fermeté des cours de produits de base en 2011, en particulier les cours de l'or et du cuivre, et du début de la production à la mine Copper Mountain. La production de la plus grosse mine de cuivre de la province (Highland Valley Copper) devrait s'améliorer en 2011, étant donné que les problèmes géotechniques qui ont nui à la production en 2010 devraient être résolus. Les nombreux projets miniers à diverses étapes de mise en valeur ou d'expansion et le repli limité prévu des prix du cuivre et de l'or en 2012 permettront aux exportations de biens industriels de poursuivre leur expansion l'an prochain, mais à un taux plus bas de 2 % comparativement à 18 % en 2011. Mais à cause des nouvelles mines ou des expansions comme celles de Gibraltar, Prosperity, New Afton, Mount Milligan et Red Chris, la production accrue à l'avenir appuiera également les exportations de biens industriels.

[1.0 Sommaire](#)[2.0 Prévisions régionales](#)[3.0 Prévisions sectorielles](#)[4.0 Prévisions provinciales](#)[5.0 Annexe](#)[5.1 Antécédents  
et position d'EDC](#)[5.2 Risques de non-paiement](#)

## 5.0 Annexe



**1.0 Résumé****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Antécédents de paiements d'EDC :**

Évalués selon le nombre et l'ampleur des demandes d'indemnisation soumises par EDC dans un pays donné au cours d'un an, en fonction de la croissance du volume d'activités d'EDC.

**positifs**

**Positifs :** Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont diminué relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**neutres**

**Neutres :** Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées sont demeurées inchangées relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**prudence**

**Prudence :** Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté légèrement relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**négatifs**

**Négatifs :** Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**très négatifs**

**Très négatifs :** Les demandes d'indemnisation ou les indemnités versées ont considérablement augmenté relativement à la croissance du volume d'activités d'EDC.

**5.1 Antécédents et position d'EDC****Algérie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement, sous réserve des règlements algériens

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement, sous réserve des règlements algériens

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

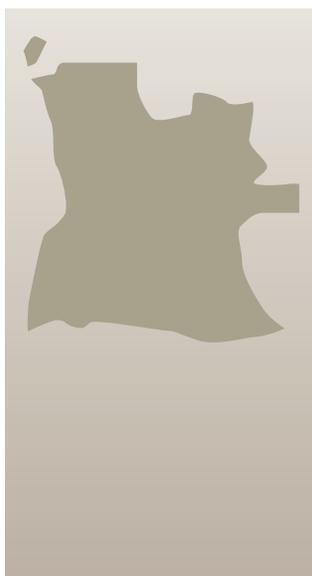
(-) – Négatifs

**Questions économiques et financières**

Les réserves de change se situent à 146 G USD (plus de trois ans de couverture des importations). La banque centrale continuera de maintenir le régime de change fixe pour le dinar, ce qui pourrait signifier une dépréciation graduelle en 2011, dans l'espoir de ralentir la croissance des importations. Les importations liées aux investissements publics dans le programme d'infrastructures empêchent une amélioration de l'excédent du compte courant. Les dirigeants ont amorcé des réformes politiques limitées en prévision des élections parlementaires de 2012. Les manifestations sociales ont été fréquentes au premier semestre, mais ont cessé.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Angola****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La production de pétrole accrue fournit au gouvernement des ressources considérables pour financer les nouveaux emprunts; les réserves de change se situent à 22 G USD. La monnaie devrait rester stable à court terme, à cause de la hausse des recettes à l'exportation. Des délais de paiement ne sont pas prévus. La stabilité politique devrait se maintenir à court terme à cause de la position forte du président. L'environnement de l'investissement opaque reste problématique; mais l'investissement étranger se poursuivra, à cause de la stabilité politique de l'Angola.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Argentine****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Aucun nouvel engagement possible avec l'administration publique à moyen et à long terme

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Prudence

**Questions économiques et financières**

La forte demande intérieure, la conjoncture extérieure favorable et un cadre du crédit positif lui aussi continueront d'appuyer la croissance économique et de stimuler les liquidités en monnaies étrangères à court terme, ce qui atténuera les risques de contrepartie et de remboursement. Les déséquilibres macroéconomiques et l'évolution du cadre réglementaire pourraient assombrir les antécédents de paiement à moyen terme. Les résultats des primaires aux prochaines élections présidentielles et législatives semblent indiquer une probabilité accrue de continuité des politiques à la tête du pays.

**Arménie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La reprise sans entrain jusqu'ici s'accélérera cette année, à la faveur de la solide performance du secteur agricole. Les progrès des réformes fiscales en vertu du programme actuel du FMI ont été satisfaisants, mais il reste encore beaucoup de pain sur la planche. Les vulnérabilités externes restent importantes et comprennent les importants déficits budgétaire et du compte courant, la dollarisation élevée et un fardeau de la dette de plus en plus lourd. L'accès au financement extérieur à des conditions de faveur restera intact.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Australie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'économie australienne continue bien se comporter, malgré le ralentissement provoqué par des conditions météorologiques très mauvaises. Une croissance du PIB réel de 2,1 % est prévue en 2011, en baisse par rapport à 2,7 % en 2010. Le secteur extérieur devrait rester vigoureux, grâce à la demande de produits de base en Asie, même si le AUD élevé compliquera la vie des exportateurs de biens autres que les produits de base. Les antécédents de paiement restent solides, malgré la tendance à la baisse de la confiance des ménages et un niveau exceptionnellement élevé de faillites d'entreprises – hausse a/a de 23 % au 1T2011.

**Azerbaïdjan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les perspectives à court terme sont positives, mais elles dépendent fortement de la production de pétrole (et des prix), qui devrait plafonner en 2014. D'importantes réformes structurelles seront donc nécessaires dans les années qui viennent. Bien que le système financier soit en assez bon état, la croissance du crédit intérieur a été léthargique. Des pressions à la hausse sur la monnaie sont prévues, car les prix de l'énergie restent élevés. La tension a monté avec l'Arménie, mais une escalade des activités militaires est peu probable à court terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Bahamas****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) - Neutre

**Questions économiques et financières**

La reprise économique sera stimulée par le renforcement de l'économie américaine. La monnaie restera arrimée au USD, vu que les réserves de change continuent de monter. Les préoccupations budgétaires augmentent, mais ne sont pas vraiment problématiques. Le risque commercial s'est accru, à cause de la faiblesse économique (chômage élevé et défauts de paiement croissants), mais les niveaux des liquidités et des capitaux restent élevés. Les préoccupations budgétaires devraient se modérer, car les revenus augmentent et la consolidation budgétaire se poursuit.

**Bahreïn****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

L'arrimage de la monnaie au USD reste intact. Les réserves de change devraient augmenter à nouveau en 2011. Des retards de paiement sont improbables. Des déficits budgétaires sont prévus, car le gouvernement accroît les dépenses sociales et stimule la capacité des infrastructures. Bien que Bahreïn se soit stabilisé après que le gouvernement a réprimé énergiquement les manifestations en mars, la crise politique persiste, ce qui soulève des inquiétudes pour les perspectives économiques à moyen terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Bangladesh****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Les principes du financement soutenable s'appliquent

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'étroite base d'exportations, les infrastructures insuffisantes et la dépendance envers l'aide extérieure sont les principaux points faibles. Même s'ils faiblissent, les envois des travailleurs continuent d'appuyer la balance des paiements et l'accumulation de réserves de change. Les retards de paiement de plus en plus longs et la détérioration de la conjoncture commerciale méritent d'être suivis de près. Les protestations de l'opposition et l'agitation ouvrière contribuent à l'instabilité politique, mais le gouvernement ne tombera probablement pas. Les niveaux élevés de corruption sont problématiques, surtout dans les sociétés d'État.

**Barbade****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La Barbade est considérée comme une économie à revenu élevé, mais qui dépend fortement de la tenue économique des É.-U. et de l'Europe. La monnaie restera probablement arrimée au USD. Les difficultés économiques pourraient nuire à la stabilité du pays, mais seulement si le ralentissement actuel persiste à moyen terme. La Barbade a une démocratie stable fondée sur le bipartisme. Le trafic de la drogue est à la hausse, mais le taux de criminalité est bas.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Bolivie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

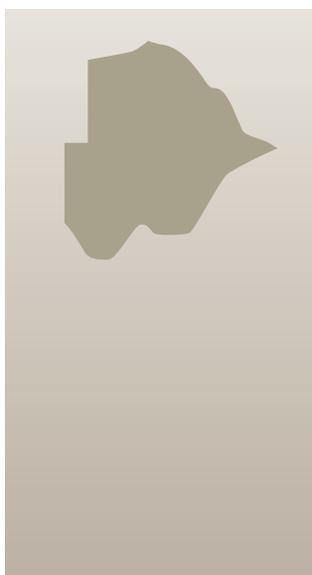
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les ratios de solvabilité extérieure et de liquidité de la Bolivie se sont considérablement améliorés grâce à l'allègement de la dette et à l'exploration des ressources naturelles, ce qui permet aux réserves de change de fournir plus de 14 mois de couverture des importations. Le risque inflationniste est élevé et aura probablement des répercussions sociales en provoquant des grèves et de l'agitation politique. Un faible environnement réglementaire et l'ingérence du gouvernement pèsent sur le climat des affaires et de l'investissement. La Bolivie n'est pas membre du Centre international de règlement des différends relatifs aux investissements.

**Botswana****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance a repris de la vitesse et devrait atteindre 4 % en 2012, grâce à l'accélération de l'investissement dans l'électricité et les autres infrastructures et au redressement des prix des produits de base. Cela dit, les grèves en 2011 ont affaibli la production. Les retards de paiement devraient être très rares, vu que le pays possède des réserves de change largement suffisantes à 9 G USD ou 15 mois de couverture des importations et qu'il n'est pas lourdement endetté.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Brésil****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

Un environnement macroéconomique stable, d'importantes réserves de change (300 G USD) et la baisse du risque-pays appuient les antécédents de paiement au Brésil. Les conditions de crédit encore serrées pour certaines PME et le resserrement de la politique monétaire devraient limiter l'accès au crédit privé à court terme. La monnaie devrait s'apprécier parce que les entrées de devises exercent des pressions sur le taux de change. L'économie devrait se ralentir au 2S2011 et au 1S2012. Le Brésil devrait se tourner vers l'étranger uniquement pour ce qu'il ne peut pas produire chez lui.

**Bulgarie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Même si la reprise prend de l'élan, les risques de non-paiement resteront élevés en 2011, en particulier dans le secteur de la construction. Le pays est fortement exposé à l'UME, et à la Grèce en particulier, à cause des liens financiers et commerciaux, mais le secteur bancaire est considéré bien capitalisé et stable et la confiance dans le fonds de stabilisation de la monnaie reste élevée. L'adoption de l'euro demeure un objectif à moyen terme. Une loi adoptée récemment afin de limiter la dette de l'État à 40 % du PIB améliorera les perspectives du risque souverain.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Cameroun****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement, préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les principes du financement soutenable s'appliquent

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance continue de se redresser, mue par la production de pétrole et les dépenses publiques. La monnaie commune (le franc CFA) assure une certaine stabilité monétaire. Les réserves de change (5 G USD) représentent 11 mois de couverture des importations. Le parti au pouvoir devrait maintenir sa position même si le mécontentement gronde de plus en plus. L'agitation (p. ex. émeutes et manifestations urbaines) pourrait grandir dans le pays, en particulier autour des prochaines élections, ce qui pourrait entraîner des perturbations à court terme des affaires ou des retards de paiement.

**Chili****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les dépenses publiques liées au tremblement de terre resteront une priorité jusqu'en 2013. EDC ne prévoit pas que ces dépenses causeront des dommages durables aux comptes publics. Le nouveau gouvernement conservateur devrait mettre l'accent sur des politiques favorables à l'investissement étranger. La cote de popularité du président Piñera est cependant à son plus bas. Les grèves dans les mines de cuivre font monter les prix du cuivre et créent des risques de l'offre à court terme, ce qui accentue les pressions à la hausse sur le peso.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Chine****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

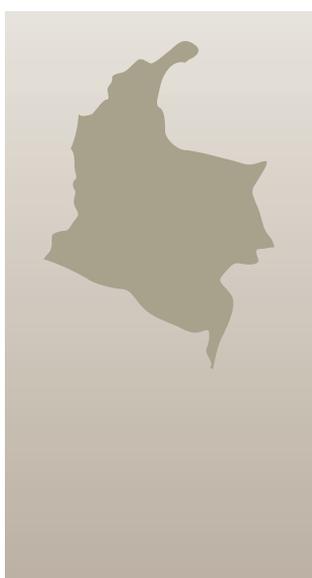
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les banques continueront d'avoir une trésorerie serrée, vu le resserrement monétaire accru au 2S2011. Ce resserrement du crédit aura des conséquences sur les promoteurs immobiliers et sur les fournisseurs en aval, ainsi que sur les gros achats des ménages. Les petites et moyennes banques fortement exposées au renminbi sont à risque. L'appréciation de la monnaie s'accélénera au 2S2011. Malgré les défis, les perspectives à moyen et long terme restent positives. Le régime ne sera probablement pas beaucoup contesté, même si la classe moyenne s'affirme de plus en plus.

**Colombie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La gestion responsable de l'économie, les améliorations de la productivité, le profil de la dette et la solidité du secteur financier font de la Colombie un bon candidat pour le maintien de solides entrées de capitaux et l'une des économies les plus stables de la région à moyen et long terme. Les liquidités et l'accès aux USD sont bons et nous ne prévoyons pas de pénurie de devises à court terme. Le peso subit des pressions à la hausse, mais le gouvernement prend plusieurs mesures pour contrer l'appréciation. Le pays a obtenu une cote de première qualité au 1S2011.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Costa Rica****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les indicateurs économiques publiés en 2010 laissent présager des vulnérabilités croissantes à moyen et long terme. Étant donné sa petite taille et son économie ouverte, le pays a senti les effets de la crise internationale plus tôt et plus durement que certains de ses voisins. Une dollarisation élevée et des pressions à la baisse sur la monnaie sont les principaux risques à court terme.

**Côte d'Ivoire****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Les principes du financement soutenable s'appliquent. Possibilité limitée d'appui souverain.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutral

**Questions économiques et financières**

Le FMI juge élevé le risque de surendettement. Le pays se remet d'une crise politique qui a sévi en 2010 et au début de 2011. Un gouvernement a été formé, mais la transition est encore en cours. La violence sporadique demeure un risque. Le secteur bancaire se remet de la crise pendant laquelle les transactions financières ont été interrompues. Le gouvernement dépend de l'appui financier de la communauté internationale. L'allègement de la dette devrait aller de l'avant en 2012 avec le retour de la stabilité.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Croatie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La reprise économique continue de se faire attendre, car la demande intérieure reste affaiblie par le chômage élevé et le désendettement. Les prêts bancaires reprennent lentement, mais les conditions de crédit serrées et les taux élevés de faillite persisteront jusqu'à la fin de l'année. L'achèvement fructueux des négociations sur l'adhésion à l'UE place la Croatie sur la bonne voie pour se joindre au bloc en juillet 2013 et, malgré les rigidités structurelles continues, ce facteur améliore grandement les perspectives économiques à moyen terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Cuba****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

EDC n'offre pas actuellement aux exportateurs canadiens de l'assurance crédit directe par ses polices d'assurance comptes clients (ARI) ou d'assurance frustration de contrat (CFI) contre le risque de non-paiement par les acheteurs cubains ou les banques cubaines.

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

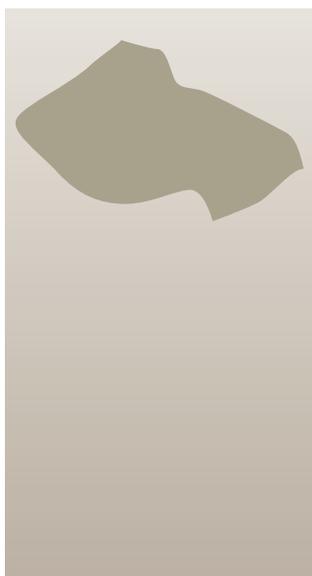
(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

Les arriérés de longue date envers les OCE persistent. Les liquidités en monnaies étrangères se sont améliorées (après une année 2008 et un premier semestre de 2009 désastreux) mais restent précaires. Le gouvernement réforme les politiques sur l'investissement étranger, ce qui pourrait améliorer les revenus à long terme et, par ricochet, les conditions de liquidité. Les perspectives économiques resteront cependant sombres tant qu'il n'y aura pas d'autres signes d'une amélioration de la conjoncture économique. Tant que le président Obama sera au pouvoir, les progrès des relations avec les É.-U. resteront probablement lents.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**République tchèque****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Même si la croissance s'accélère, il est de plus en plus évident que la détérioration de la conjoncture économique et financière en Europe occidentale pourrait avoir des conséquences négatives. Les paramètres de la dette souveraine sont favorables, mais se sont détériorés brusquement et d'importantes réformes structurelles dans les domaines de la santé et des pensions sont nécessaires pour assurer la viabilité à moyen terme.

**République dominicaine****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

Le pays éprouve périodiquement des problèmes de liquidité, mais la solvabilité du gouvernement n'est pas particulièrement problématique. L'actuel programme du FMI stimulera les liquidités extérieures et exigera une ambitieuse réforme budgétaire, économique et bancaire. La tenue économique et budgétaire a été décevante mais bien meilleure que sur de nombreux autres marchés des Caraïbes. La démocratie dominicaine est stable, mais vulnérable à des perturbations lors les changements de gouvernement. Des élections présidentielles devraient avoir lieu en mai 2012.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Équateur****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions

**Assurance risques politiques**

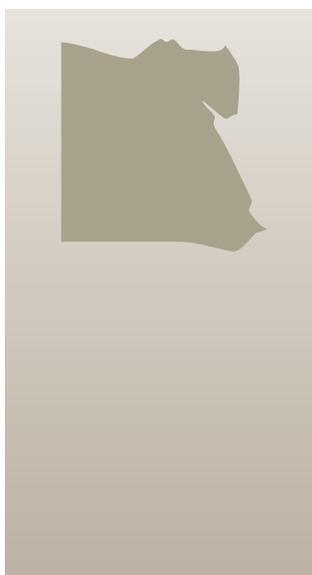
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les pressions sur les comptes extérieurs ont diminué, ce qui a atténué le risque de non-transfert et d'abandon de la dollarisation à court terme. Les antécédents de paiement pourraient être gênés par un faible secteur financier, une croissance économique modérée et des modifications de la réglementation de l'environnement commercial apportées par l'État. Le président Correa devrait se rendre jusqu'à la fin de son mandat. Les mesures récentes visant à concentrer davantage le pouvoir au sein de l'exécutif pourraient se traduire par une incertitude accrue pour les entreprises, en particulier les investisseurs dans les industries extractives.

**Égypte****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

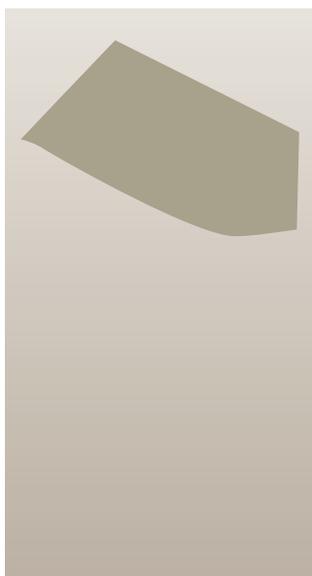
(-) – Négatifs

**Questions économiques et financières**

Les réserves de change de 26,5 G USD couvrent un peu moins de cinq mois d'importations. L'incertitude politique pourrait affaiblir la monnaie. Des retards des paiements commerciaux sont prévus. Le déficit budgétaire se creusera fortement, à cause des dépenses accrues et de la diminution des recettes fiscales liée à l'affaiblissement de la croissance, tandis que le déficit du compte courant se creusera surtout à cause d'une diminution du nombre de touristes. Les élections parlementaires se termineront en novembre 2011, mais un nouveau président ne sera choisi qu'à la fin de 2012 ou au début de 2013.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Salvador****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

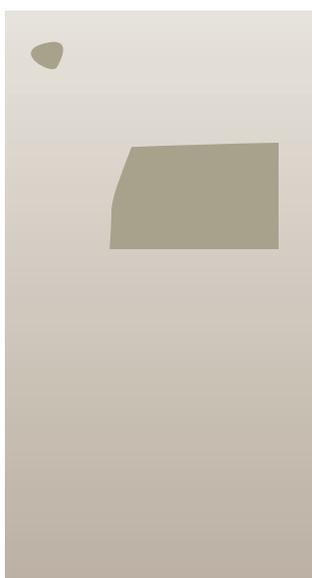
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'économie dollarisée exercera des pressions sur le secteur budgétaire. L'objectif du gouvernement de consolider les comptes financiers en se fondant sur des recettes fiscales plus élevées, des compressions des dépenses et une réforme des subventions devrait améliorer la situation de la dette publique. Il y a un risque de problèmes de liquidité dans les secteurs privé et public. Nous ne prévoyons pas que le pays abandonne la dollarisation.

**Guinée équatoriale****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent. Restrictions

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

L'économie reste très tributaire du pétrole. Le gouvernement dépense afin de diversifier l'économie et le FMI reste préoccupé par la capacité du gouvernement de financer pleinement ses ambitieux plans de dépenses. Même si les réserves de change sont abondantes, des retards de paiement sont fréquents. La monnaie commune (franc CFA) assure une certaine stabilité monétaire. Le gouvernement continue d'essayer les critiques concernant la corruption, les droits de la personne et la répression politique, mais le président restera en place dans un avenir prévisible.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Estonie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

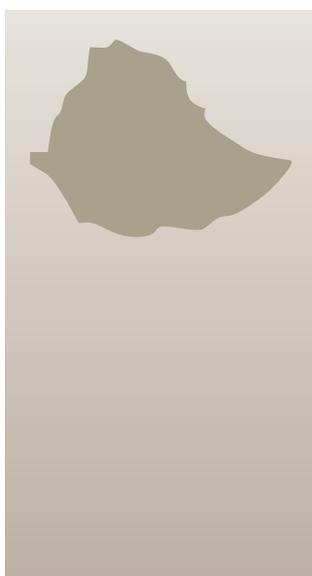
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

À mesure que la croissance s'accéléralera en 2011, les efforts en vue de maintenir la solide culture budgétaire qui est devenue la marque de commerce de l'Estonie seront importants. Avec l'adoption de l'euro le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, les vulnérabilités externes ont nettement diminué et le risque de change a disparu.

**Éthiopie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Le FMI juge modéré le risque de surendettement modéré et a fourni un soutien d'urgence. On craint des dépassements budgétaires. Les OCE signalent des retards de paiement accrus, et l'environnement est difficile pour les investisseurs étrangers. Les réserves de change représentent deux mois d'importations, et un affaiblissement de la monnaie est probable. La position du parti au pouvoir restera probablement forte à court terme, car le pays est en train de devenir une destination de l'investissement.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**France****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles

**Financement à moyen ou à long terme**

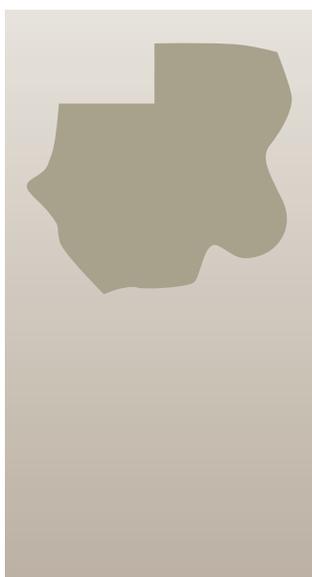
Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010****(O)** – Neutral**Questions économiques et financières**

L'économie française est faible et la crise de la dette qui s'accroît en Europe pourrait exercer des pressions sur le gouvernement pour qu'il réduise les déficits plus tôt que prévu. Les banques françaises comptent parmi les plus exposées à la dette souveraine grecque et ont donc encouragé le programme de sauvetage. Le crédit reste serré, même si les tests de tension ont démontré que les banques françaises sont assez solides et bien capitalisées.

**Gabon****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Préférence pour les transactions souveraines avec une garantie du ministère des Finances.

**Assurance risques politiques**

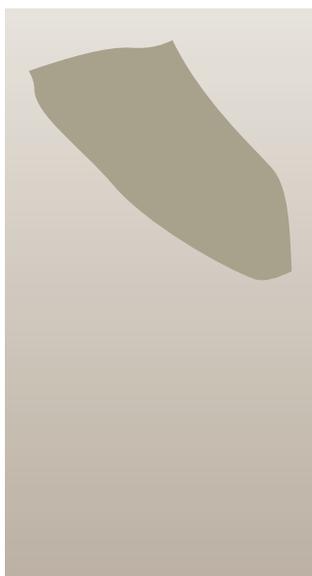
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010****(O)** – Neutre**Questions économiques et financières**

L'économie est tributaire du pétrole et la monnaie commune (franc CFA) assure une certaine stabilité monétaire. Les réserves de change (1,88 G USD) couvrent largement les importations. Des retards de paiement sont cependant signalés. La stabilité politique a été ébranlée par la succession à la présidence en 2009, mais la situation s'est stabilisée depuis. La continuité générale de la vie politique et des politiques est prévue à court terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Géorgie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La conjoncture commerciale s'améliore parallèlement à la reprise économique et le secteur bancaire est en assez bonne santé. On signale cependant des problèmes de trésorerie dans les entreprises, et les faibles entrées de capitaux privés demeurent un grand défi. Des progrès importants ont été réalisés au chapitre des réformes structurelles, mais il reste des vulnérabilités attribuables liées aux importants déséquilibres extérieurs et budgétaires. Une émission fructueuse d'euro-obligations a atténué les risques de refinancement qui pointaient à l'horizon.

**Allemagne****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Depuis 2010, la croissance économique de l'Allemagne a été impressionnante, mais elle est mue en grande partie par les exportations, qui sont vulnérables à la faiblesse chez les partenaires commerciaux de la zone euro. La confiance des entreprises allemandes est restée proche des sommets grâce à la forte croissance économique des deux derniers trimestres. Les antécédents de paiement demeurent excellents.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Ghana****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Le démarrage de la production de pétrole en 2010, conjugué aux prix records de l'or, a grandement stimulé la situation économique du Ghana. Cela dit, le FMI craint des dépenses exagérées du gouvernement. Le Ghana est l'un des pays africains les plus stables, mais les défis à court terme consistent à bien gérer la nouvelle richesse pétrolière et à gérer les hausses des attentes des citoyens, qui souhaitent profiter de la production de pétrole.

**Guinée****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, forte préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées, sous réserves de solides facteurs d'atténuation des risques

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La Guinée rétablit actuellement sa stabilité après plusieurs années de crise et de régime militaire. À cause de la crise, le FMI juge en pays en surendettement extérieur. Le programme du Fonds a été suspendu en 2009, mais les relations ont été rétablies au milieu de 2011. Les réserves de change (100 M USD) ne représentent que deux mois de couverture des importations. Le pays possède un énorme potentiel minéral qui commencera probablement à être mis en valeur dans les années qui viennent si la stabilité politique continue de s'améliorer.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Haïti****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Il y a peu de contrôle institutionnel sur le marché à cause de la faiblesse de la gouvernance et des institutions. Haïti est un pays à faible revenu où les principes du financement soutenable s'appliquent. Le nouveau président Martelly a une représentation minimale au Congrès, ce qui complique le processus législatif. Les tensions politiques pourraient monter avec le retour en Haïti d'Aristide et Duvalier, mais dans un avenir prévisible, le plus grand souci sera de se remettre du séisme.

**Hong Kong****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**EDC payment experience 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance se ralentira fortement, car le resserrement monétaire et du crédit commencera à se faire sentir et la demande extérieure diminuera. Le renminbi est de plus en plus utilisé pour payer les importations, mais surtout dans les échanges avec la Chine continentale. Le HKD devrait rester arrimé au USD pour le moment. Les perspectives à long terme demeurent favorables, en raison de la très forte position extérieure, de la dette publique très limitée et de l'économie souple. L'accès aux liquidités en monnaies étrangères est très facile, grâce aux réserves de change élevées.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Hongrie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**EDC payment experience 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Le crédit serré persistera en 2011, car la nouvelle taxe sur les banques nuit à rentabilité des banques; plusieurs banques étrangères sortiront du marché. Le service de la dette en monnaies étrangères restera onéreux, car le franc suisse s'envole, et les prêts non productifs aux entreprises et aux ménages continueront de grimper. S'ils sont mis en œuvre, les plans de consolidation budgétaire annoncés récemment, amélioreront les perspectives budgétaires à moyen terme, qui sont obscurcies par le lourd fardeau de la dette publique.

**Inde****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

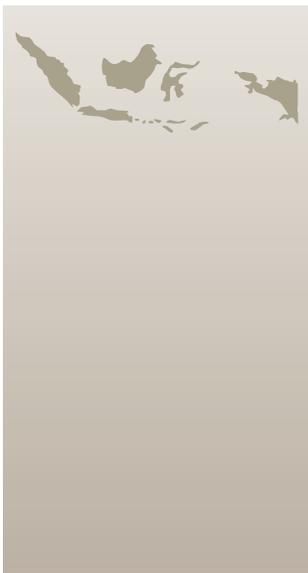
(-) – Négatifs

**Questions économiques et financières**

Des retards de paiement accrus ont été signalés, et le récent resserrement monétaire et du crédit ne fera que s'accroître à l'avenir. L'accès aux liquidités en monnaies étrangères reste solide, avec des réserves de change de plus de 290 G USD. L'environnement mondial incertain et les vulnérabilités de la balance des paiements pourraient rendre la monnaie plus vulnérable à l'instabilité et à la dépréciation en 2011 et 2012. La situation politique incertaine a presque interrompu les réformes et les nouveaux projets d'infrastructure, ce qui réduira la croissance à moyen et long terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Indonésie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

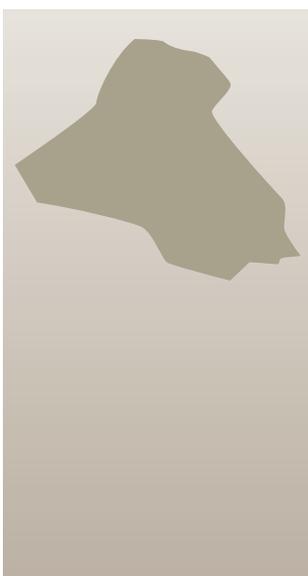
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La forte croissance devrait se poursuivre, mue par la solide demande intérieure, l'intérêt accru des investisseurs étrangers et la demande de produits de base. Le crédit au secteur privé augmente et les taux d'intérêt restent stables à 6,75 %, vu que l'inflation mesurée par l'indice de référence semble contenue et que l'appréciation de la monnaie a été modérée malgré les pressions à la hausse exercées par les entrées de capitaux. Les vulnérabilités du secteur public et envers l'étranger restent faibles et les réserves de change étaient à un niveau record de 118 G USD à la fin de juillet.

**Iraq****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, forte préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées, sous réserves de solides facteurs d'atténuation des risques

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La soutenabilité de la dette à court terme s'est améliorée grâce à l'accord de confirmation du FMI de 3,7 G USD. Les emprunteurs commerciaux devraient avoir un meilleur accès aux devises. La couverture des importations se situe à environ 15 mois. Les principaux indicateurs économiques montrent que la croissance à long terme et la viabilité de la dette s'améliorent. Le niveau élevé de violence politique ne diminuera probablement pas. La plupart des attaques auront lieu dans le centre du pays. Les pétrolières étrangères continueront d'accroître la production dans le sud.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Israël****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Le shekel s'affaiblira graduellement jusqu'en 2012. Les réserves de change de 66 G USD représentent environ dix mois de couverture des importations. Les délais de paiement devraient être mineurs pour les transactions commerciales. La croissance du PIB se ralentira en 2011, après le rebondissement de 2010, et elle sera moins rapide que pendant la période d'essor de 2004 à 2008.

**Italie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(-) – Négatifs

**Questions économiques et financières**

La contagion de la crise de la dette souveraine s'est répandue en Italie et quelques banques ont du mal à avoir accès à des fonds étrangers. L'Union monétaire européenne a masqué la faiblesse structurelle de l'économie italienne, et le ratio de la dette de l'État par rapport au PIB dépasse 120 %. La reprise économique sera faible, car la demande extérieure du reste de l'UE demeure léthargique.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Jamaïque****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les perspectives de croissance du secteur privé sont modestes. La restructuration réussie de la dette souveraine détenue dans le pays et le programme du FMI ont nettement réduit les risques de liquidité; mais la solvabilité reste précaire, parce que les coûts des intérêts demeurent élevés. Les risques liés au crédit commercial diminuent, mais il faudrait surveiller les signes de détresse dans les banques. L'impopularité du premier ministre Golding à cause de l'incidence de la consolidation budgétaire rend sa réélection peu probable en 2012.

**Japon****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

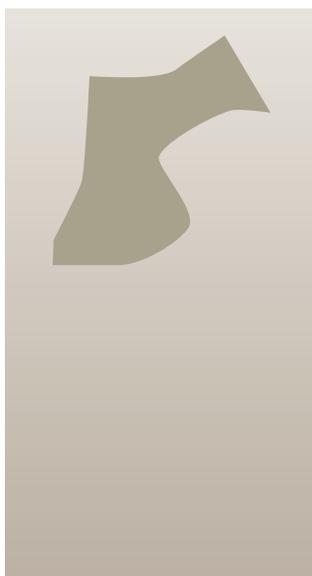
**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance devrait redémarrer au 3T2011, lorsque les chaînes d'approvisionnement se rétabliront, que la production reprendra et que la reconstruction s'accélérera. Mais la croissance restera anémique, à cause de la baisse des prix de l'immobilier, de la démographie défavorable, de la déflation et des pénuries d'électricité. Les mesures timides proposées pour réduire la dette de l'État, qui dépasse maintenant 200 % du PIB, sont insuffisantes. L'appréciation continue du yen réduit les marges bénéficiaires et a une incidence plus prononcée sur les petits exportateurs des secteurs à faible valeur ajoutée.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Jordanie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'arrimage de la monnaie au USD assure la stabilité de la monnaie et les réserves de change de 10 G USD représentent huit mois de couverture des importations. Mais la hausse des prix des aliments pourrait faire monter l'IPC global en 2011. La croissance du PIB se redressera encore plus en 2011, à la faveur de la modeste reprise mondiale. Les dépenses budgétaires augmenteront probablement – surtout pour les programmes sociaux – vu que les autorités prennent grand soin de répondre aux préoccupations des manifestants.

**Kazakhstan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

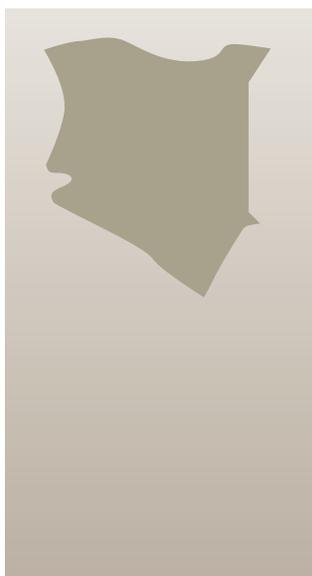
(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

L'économie profite des prix des produits de base élevés et des entrées d'IDE connexes et elle continuera de dépasser les économies semblables de la région. La demande intérieure restera toutefois limitée par un faible environnement du crédit. Les soldes du gouvernement sont devenus nettement excédentaires, mais le tableau budgétaire dépend fortement des prix des produits de base. La stabilité politique est généralement assurée à court terme. Mais l'absence de planification de la relève demeure un risque pour la continuité des politiques à long terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Kenya****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent. Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La politique souple du FMI embellit les perspectives économiques. Le tourisme et l'IDE devraient s'améliorer graduellement. Les réserves de change représentent trois mois de couverture des importations et des prix agricoles plus élevés appuieraient un shilling plus fort. Une stabilité politique relative est prévue jusqu'aux élections de 2012, mais la situation devra être suivie de près. Les dernières élections ont été marquées par la violence. Des réformes en vue de libéraliser les marchés sont en cours, mais pourraient être retardées par un programme législatif chargé et les tensions politiques au sein du gouvernement de coalition.

**Koweït****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La banque centrale reste engagée envers l'union monétaire du CCG. Elle permettra donc au dinar de flotter. Les réserves de change de 17,6 U USD, représentent sept mois et demi de couverture des importations. L'impasse parlementaire continue de ralentir le démarrage de mégaprojets.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Kirghizistan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent

**Assurance risques politiques**

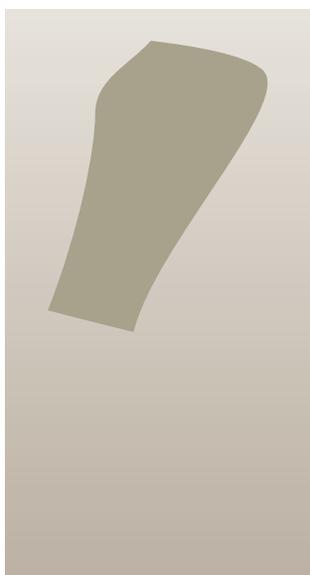
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

L'appui des donateurs a aidé à stabiliser l'économie après la crise politique de l'an dernier, et un nouveau programme du FMI a été approuvé récemment. La conjoncture économique globale reste précaire. La hausse de la pauvreté, les déficits commercial et budgétaire béants et la très mauvaise gouvernance pèsent sur la conjoncture commerciale. Le secteur bancaire se remet des pressions exercées par la crise et le ratio des prêts non productifs serait stable. La situation politique reste fragile et le risque d'instabilité renouvelée est élevé.

**Liban****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Même si les déficits du compte courant continuent d'être financés, la dette de l'État, à 150 % du PIB, reste problématique, tout comme les déficits persistants de 9 % du PIB. Malgré la crise économique et les résultats décevants, le pays continue de mobiliser assez de capital pour assurer le service de sa dette. L'arrimage au USD restera en place. Les déficits du compte courant sont élevés, mais encore financés par les envois de fonds des travailleurs et les entrées d'IDE. Les retards de paiement sont fréquents.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Libye****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Aucun nouvel engagement possible

**Financement à moyen ou à long terme**

Aucun nouvel engagement possible

**Assurance risques politiques**

Aucun nouvel engagement possible

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

À cause de la guerre en cours entre le régime et les rebelles, la production de pétrole s'est arrêtée et les retards de paiement pourraient être assez longs. Le Canada a imposé des sanctions contre le gouvernement Khadafi et ses institutions. EDC est en attente.

**Lituanie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

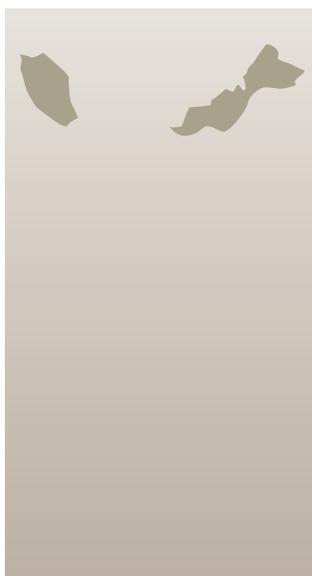
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010****(O)** – Neutre**Questions économiques et financières**

La croissance économique commence à s'accélérer, car la demande intérieure prend de l'élan, malgré le chômage encore élevé. La faible reprise a une incidence négative sur les finances publiques et le déficit budgétaire du gouvernement s'accrochera à un taux élevé de 6 % du PIB en 2011. Les contrecoups de la crise de la dette souveraine dans l'UME constituent un important risque, vu que le pays dépend fortement du financement extérieur. L'adoption de l'euro est peu probable avant 2016.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Malaisie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

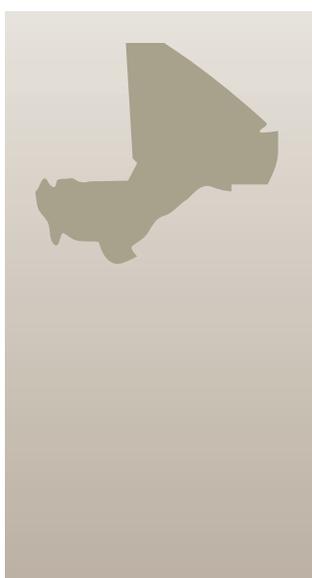
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Tel que prévu, l'économie continue de ralentir, en partie à cause de la baisse de la production industrielle liée aux perturbations des chaînes d'approvisionnement au lendemain du séisme au Japon. Le PIB réel devrait néanmoins progresser de 5 % en 2011. L'inflation et l'appréciation du ringgit sont gérables. L'accès aux liquidités en monnaies étrangères reste bon, avec des réserves de change de 131 G USD à la fin de mai. L'IDE rebondit (7 G USD en 2010), mais reste bien en deçà des cibles ambitieuses du programme de transformation économique de la Malaisie.

**Mali****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Le programme du Mali avec le FMI prendra fin en 2011, et le pays aura satisfait en grande partie ses exigences. Cela dit, l'appui des donateurs est encore nécessaire, car l'économie reste exposée aux fluctuations des cours des produits de base. La monnaie commune (franc CFA) assure une certaine stabilité monétaire. Les réserves de change de 1,48 G USD représentent environ six mois de couverture des importations.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Mauritanie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

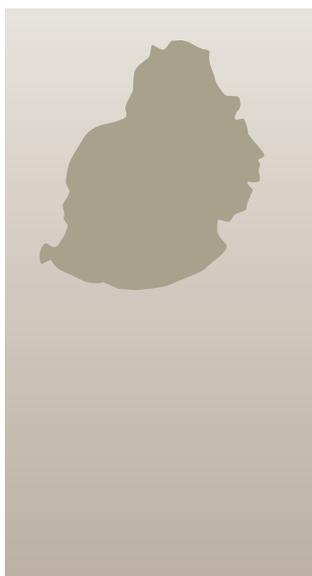
Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Un programme du FMI et l'appui des donateurs renforceront la confiance des créanciers. Les réserves de change sont faibles à 200 M USD, ce qui ne représente qu'un mois de couverture des importations, mais la situation devrait s'améliorer lorsque les investissements dans les mines porteront fruit. Des retards des paiements commerciaux sont probables. La Mauritanie a été instable ces dernières années, à cause de plusieurs coups d'État. Malgré l'agitation récente inspirée par les événements au Moyen-Orient, le gouvernement devrait rester au pouvoir à court terme. La violence éclate sporadiquement dans certaines régions du pays.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Maurice****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les perspectives à long terme devraient s'améliorer, grâce à la reprise de la demande dans les principaux secteurs qui rapportent des devises (tourisme et textiles). L'appui des donateurs donne aussi un coup de main. Les réserves de change de 1,98 G USD représentent quatre à cinq mois de couverture des importations. Une dépréciation de la monnaie est probable en 2011-2012. Les principaux secteurs à l'exportation ont été secoués par le ralentissement mondial et restent sensibles aux fluctuations de la confiance dans les économies industrielles.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Mexique****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(-) – Négatifs

**Questions économiques et financières**

Les perspectives économiques à long terme sont liées à l'économie américaine. La cote du pays reste de première qualité, mais il y a des défis, comme le maintien de la production de pétrole et la faiblesse de l'assiette fiscale. La conjoncture économique est favorable, mais un certain ralentissement de la croissance est à prévoir, vu que les perspectives s'assombrissent aux É.-U. La politique électorale dominera le premier semestre de 2012 et la paralysie législative s'est déjà installée. Le parti d'opposition (PRI) remportera probablement la présidence et pourrait également dominer la prochaine assemblée législative.

**Moldavie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

L'économie est revenue aux niveaux d'avant la récession, grâce à l'amélioration de la conjoncture extérieure; la croissance plus élevée permettra de rétrécir le déficit budgétaire, tandis que l'aggravation du déficit commercial et d'importantes faiblesses structurelles continuent d'exposer le pays à des risques de dérapage. L'accès au financement par l'entremise du programme de soutien du FMI devrait se maintenir l'an prochain et assurer une certaine protection si la conjoncture extérieure se détériore. La dette publique est modérée, mais alourdie par le passif éventuel.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Mongolie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

L'économie continuera de progresser à un rythme rapide grâce aux nouveaux projets miniers, mais la monnaie locale, l'économie et les recettes budgétaires demeurent sensibles aux fluctuations des cours des produits de base et à un ralentissement de la demande chinoise. Le déficit commercial s'est creusé mais est appuyé par l'IDE dans le secteur minier. Les réserves de change dépassent maintenant 2,4 G USD et représentent cinq mois de couverture des importations. Il reste des actifs de mauvaise qualité dans le secteur bancaire, mais la situation continue de s'améliorer.

**Maroc****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Le déficit du compte courant persistera en 2011, vu que la croissance plus faible dans l'UE continue de peser sur le potentiel des exportations et le tourisme. Les réserves de change de 20 G USD représentent une couverture largement suffisante de six ou sept mois d'importations. Afin d'apaiser les manifestants, le gouvernement a proposé une constitution réformée et a accru les dépenses sociales.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Mozambique****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

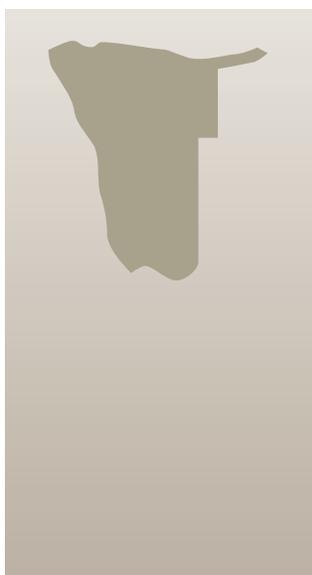
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

L'appui des donateurs a embelli les perspectives à long terme, tandis que les lacunes structurelles diminuent. Les cours de l'aluminium sont cruciaux pour les perspectives. La monnaie semble surévaluée, ce qui laisse entrevoir une correction mue par les prix des produits de base. Les retards des paiements commerciaux sont fréquents, même si les réserves de change assurent sept mois de couverture des importations. L'environnement politique est stable et la confiance des investisseurs se raffermi. La corruption et la bureaucratie continuent. Les subventions devraient être éliminées.

**Namibie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Le récent redressement des cours du cuivre et des diamants est positif pour la croissance et les recettes d'exportation. Les perspectives des entrées de touristes d'Afrique du Sud et d'autres pays sont les autres facteurs déterminants de la stabilité économique. La monnaie est arrimée au rand sud-africain, et cet arrimage devrait rester en place au cours des 12 à 24 prochains mois. Les pressions inflationnistes devraient s'intensifier, ce qui accroît la possibilité d'un resserrement monétaire.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Pays-Bas****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles

**Financement à moyen ou à long terme**

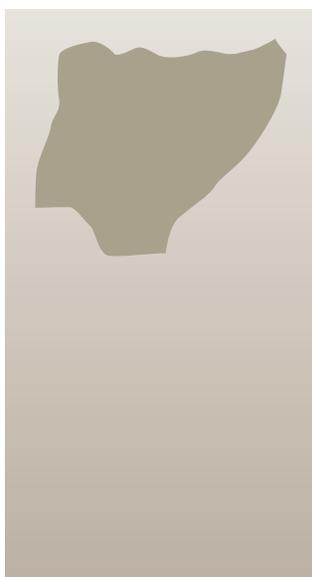
Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010****(O)** – Neutre**Questions économiques et financières**

Le déficit budgétaire devrait se poursuivre jusqu'en 2014, mais comme la dette publique était très faible au début de la crise, le ratio de la dette par rapport au PIB devrait se situer à seulement 73 % en 2014. La croissance sera faible en 2011. La conjoncture du crédit reste serrée, mais s'améliore. Excellents antécédents de paiement.

**Nigéria****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

La croissance a continué de se ressaisir en 2011. La dépendance du pays envers le pétrole est problématique, compte tenu de l'agitation continue dans le delta du Niger, région productrice de pétrole, et de l'incertitude réglementaire continue dans le secteur pétrolier. Les retards de paiement sont typiques dans un contexte d'opacité et de corruption. Les réserves de change sont largement suffisantes. Les résultats des élections de 2011 seront significatifs pour la continuité des politiques à court terme. Les défis continus consistent à apaiser les tensions ethnoreligieuses, en particulier dans le Nord, et à poursuivre la réforme du secteur bancaire.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Oman****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 20100**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'arrimage de la monnaie devrait rester en place au cours de la prochaine année. Les réserves de change de 13 G USD couvrent largement les besoins, puisqu'elles représentent sept mois d'importations. Malgré le rétrécissement de l'excédent du compte courant, les retards de paiement devraient être rares, étant donné les ressources du pays. La production économique augmentera légèrement en 2011, mais demeurera bien inférieure aux niveaux observés de 2000 à 2008. Les dépenses publiques pour les programmes sociaux et la création d'emplois augmenteront probablement cette année, en réponse aux petites manifestations du premier trimestre.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Pakistan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles avec restrictions, préférence accordée aux modalités de paiement très sûres

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions, les critères du FMI s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Sans couverture

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'accès au financement bilatéral et multilatéral est devenu limité depuis que le fossé politique entre le Pakistan et les É.-U. s'est creusé et que les banques multilatérales retiennent les fonds tant que le gouvernement n'aura pas élargi son assiette fiscale. Le secteur privé subit d'énormes pressions à cause de l'inflation élevée et des fréquentes pénuries d'électricité. Les retards de paiement moyens dépassent 100 jours. Le principal objectif du gouvernement de coalition consiste à rester en selle malgré les tensions dans la société pakistanaise. La sécurité dans certaines régions du pays peut être très précaire.

**Panama****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La loi sur la responsabilité budgétaire a été modifiée afin de permettre une politique budgétaire anticyclique. Les ratios de solvabilité du secteur souverain devraient s'améliorer à moyen et long terme. Le secteur de la construction a commencé à montrer des signes de regain. La prudence est cependant de mise dans le cas des banques qui ont pris de très gros engagements envers ce secteur.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Pérou****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les solides facteurs économiques fondamentaux et une bonne gestion de la dette devraient permettre une croissance et des ratios de solvabilité plus élevés que la moyenne régionale à moyen et long terme. EDC ne prévoit pas de pénurie de USD, pas de mouvement spectaculaire de la monnaie ni de problèmes de liquidité qui nuiraient grandement aux comptes du secteur privé. Le président Ollanta Humala a rassuré les investisseurs en maintenant la continuité des politiques. Le défi de répondre aux demandes populaires persiste.

**Philippines****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

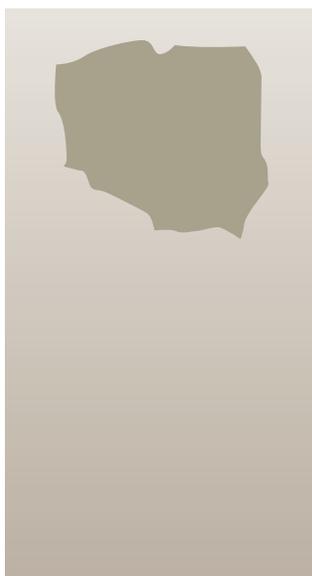
**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'éventuel ralentissement de l'économie mondiale accentuera l'affaiblissement actuel de la croissance des exportations. Malgré ces faiblesses, l'accès aux liquidités en monnaies étrangères (avec des réserves de change de 61,4 G USD à la fin de juin) reste bon. Les mesures de consolidation budgétaire portent fruit. Le ratio des prêts non productifs se situait à un creux de 2,8 % en août 2011. Les solides entrées de capitaux, bien que positives, pourraient provoquer un nouveau resserrement des politiques, après une hausse de 50 points de base au 1S2011. La croissance du PIB, à 5 % en 2011, devrait s'approcher de celle des pays semblables de la région.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Pologne****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La robuste croissance des exportations et la demande intérieure stable ont créé un environnement favorable pour les entreprises, mais les risques de dérapage augmentent parallèlement à la détérioration de la situation dans l'UME. Les résultats budgétaires sont impressionnants et la cible du déficit de 3 % du PIB devrait être atteinte d'ici 2013. L'adoption de l'euro est peu probable avant 2015.

**Portugal****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'économie devra apporter des ajustements structurels douloureux pour accroître sa compétitivité et maîtriser la dette. Le programme de sauvetage de juillet 2011 prolongera probablement l'échéance des remboursements jusqu'à 30 ans, mais l'économie du Portugal restera en récession en 2011 et en 2012. Les paiements sont lents.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Qatar****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les réserves de change ont augmenté d'environ 80 % par rapport à l'an dernier et à 23 G USD, elles représentent dix mois de couverture des importations. Les investissements massifs dans la production de gaz naturel assureront des excédents du compte courant au cours des prochaines années, ce qui fournira une grande capacité de paiement. L'activité économique demeure vigoureuse. La production de gaz naturel continue d'augmenter, ce qui contribuera aux excédents du compte courant et du gouvernement. L'investissement du gouvernement dans l'infrastructure est également un grand moteur. Le principal défi du pays consiste à éviter la surchauffe ou des bulles immobilières.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Roumanie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance économique est finalement revenue, maintenant que la demande intérieure sort de la douloureuse période d'austérité des deux dernières années. Le pays cependant est vulnérable à la détérioration de la situation en Grèce, à cause des importants liens financiers. Un nouveau prêt du FMI a été approuvé au printemps à titre préventif et il mettra l'accent sur les réformes structurelles, y compris des mesures visant à accroître la capacité d'absorber les fonds de transfert de l'UE et à restructurer les secteurs de l'énergie et des transports.

**Russie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(-)** – Négatifs

**Questions économiques et financières**

La capacité de paiement des entreprises locales s'est améliorée, à la faveur de l'embellissement des conditions de crédit et de l'accumulation de réserves de change. Même si la croissance économique se raffermi, l'excédent du compte courant rétrécit et le compte courant deviendra déficitaire avant la fin de 2011. Les sorties de capitaux ont bondi, à cause de l'incertitude entourant les prochaines élections. Le faible endettement du secteur public et la fermeté des prix de l'énergie laissent entrevoir un risque souverain peu élevé à court terme, mais la dépendance croissante envers les recettes énergétiques est préoccupante.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Arabie saoudite****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les réserves de change de 411 G USD assurent de deux à trois mois de couverture des importations et s'ajoutent à des fonds souverains plutôt élevés. L'arrimage de la monnaie sera maintenu au cours des 12 à 24 prochains mois. Les perspectives de croissance à long terme restent intactes. Les dépenses publiques compenseront l'incidence de la diminution des recettes pétrolières. Les coffres de l'État débordent et aucun signe de problème de liquidité ou de solvabilité n'est évident pour le moment, mais l'agitation civile qui a éclaté dans la région récemment incitera le gouvernement à accroître les dépenses sociales.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Sénégal****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les recettes d'exportation se redressent. Le Sénégal a achevé récemment avec succès son programme du FMI, mais une facilité de suivi est probable. Les retards de paiements commerciaux, en particulier les paiements en monnaies étrangères et les paiements bancaires, sont fréquents. Les réserves de change de 1,95 G USD représentent cinq mois de couverture des importations. Le Sénégal a été secoué récemment par de l'agitation sociale, qui devrait continuer. Ces mouvements découlent des revendications économiques de la population et de l'impopularité du président. Il y aura probablement de l'agitation lors des élections de 2012.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Singapour****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance du PIB réel de Singapour sera entravée par l'incertitude économique croissante dans le monde. Le SGD s'est apprécié de 13 % a/a par rapport au USD et subira d'autres pressions à la hausse, car les pressions inflationnistes persistent. Un nouveau resserrement monétaire est donc prévu. Malgré le ralentissement de la fabrication manufacturière et des volumes à l'exportation, le secteur immobilier progressera, mais une correction est prévue. Les liquidités en monnaies étrangères ne posent pas de problème avec des réserves de change de plus de 200 G USD.

**Slovaquie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La reprise, qui a été robuste jusqu'ici, devrait se ralentir légèrement au 2S2011, lorsque l'affaiblissement de la demande en Europe s'installera. Il faudra de nouvelles mesures d'austérité pour ramener l'important déficit budgétaire à un niveau acceptable. Parce que la Slovaquie est membre de l'Union monétaire européenne, le risque de change a été éliminé.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Afrique du Sud****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

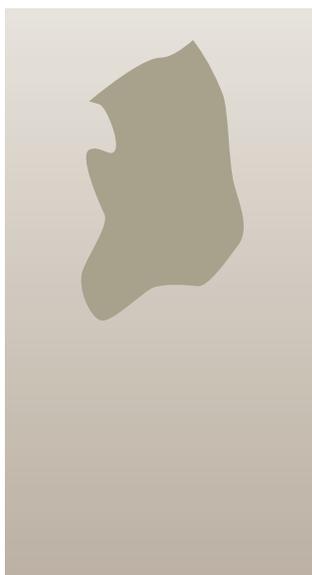
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les possibilités de reprise subsistent, même si les tendances mondiales influent encore fortement sur les perspectives. La vigueur du rand est liée au cours de l'or et à l'appétit des investisseurs pour le USD. L'incapacité perçue du gouvernement d'offrir des services de base continuera de mettre à l'épreuve l'appui au parti au pouvoir. Cela pourrait provoquer un nationalisme accru, constaté en partie dans le secteur minier. Mais l'Afrique du Sud demeure actuellement la destination de choix de l'investissement sur le continent.

**Corée du Sud****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les ratios de défaut des banques augmentent mais restent acceptables. La construction, l'immobilier et la construction navale sont particulièrement touchés par l'appréciation de la monnaie et la hausse des coûts des intrants. La monnaie et les marchés boursiers pourraient devenir plus instables si les tensions avec la Corée du Nord surgissent à nouveau. Les banques dépendent encore du crédit extérieur à court terme, mais les importantes réserves de change constituent un solide tampon. Les perspectives à moyen et long terme restent encore généralement positives, mais les exportations seront ralenties par l'atonie de la demande du G3. .

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Espagne****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

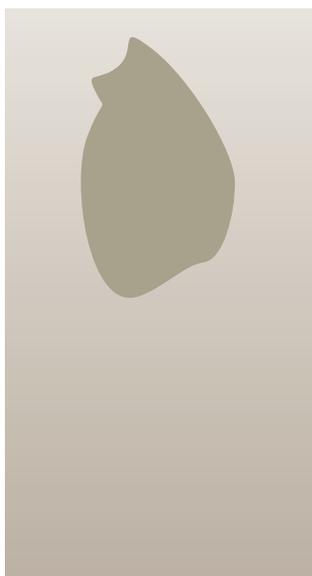
**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'économie espagnole est aux prises avec un grave chômage (20 %) et un marché du logement déprimé qui a entraîné d'importantes pertes dans le secteur bancaire, évaluées à 181 G EUR dans les secteurs « en difficulté » de la construction et de l'immobilier. L'économie restera faible en 2011, et la croissance du PIB devrait se situer à un taux anémique de 0,5 %. Les antécédents de paiement sont considérés acceptables, certains acheteurs ayant repoussé au maximum le paiement des comptes fournisseurs afin de garder des liquidités.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Sri Lanka****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions, les critères du FMI s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Restrictions

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Le déficit accru du compte commercial est compensé par une hausse des envois des travailleurs et des recettes touristiques. Cette hausse pourrait s'étioler rapidement si la conjoncture mondiale se détériore. L'accès aux liquidités en monnaies étrangères demeure suffisant, grâce à des réserves de change de 6,6 G USD et à l'appui du FMI. L'accès du secteur privé au crédit est souvent difficile, en raison de la hausse des prêts bancaires non productifs et des emprunts élevés du gouvernement, qui évincent le secteur privé. Les perspectives économiques à moyen et long terme sont positives, à cause du dividende de paix et parce que la reconstruction stimule l'investissement.

**Syrie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Aucun engagement possible

**Financement à moyen ou à long terme**

Aucun engagement possible

**Assurance risques politiques**

Aucun engagement possible

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

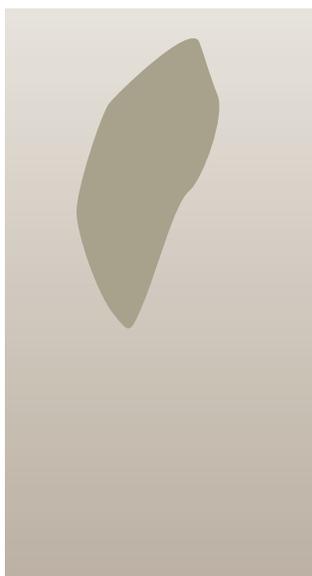
Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les flux commerciaux ont souffert de la violente répression des manifestations populaires par le gouvernement. La Syrie est sous le coup de sanctions économiques. Les projections de la croissance du PIB sont à la baisse et les réserves de change relativement élevées de 11 G USD en mars 2011 diminuent. Le risque de non-transfert et de convertibilité augmente.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Taiwan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Pas offert, en vertu de la politique « Chine unique »

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

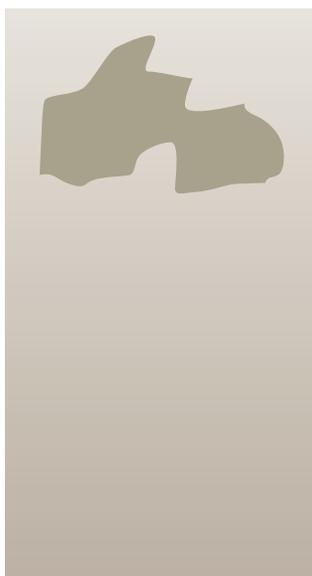
**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

L'accès au crédit et aux liquidités en monnaies étrangères reste suffisant. Malgré une inflation gérable, les autorités continueront à resserrer la politique monétaire au 2S2011 afin d'éviter une bulle immobilière. La hausse des faillites s'accroîtra davantage à cause du crédit serré. La croissance économique réelle devrait se situer à 5,2 % en 2011. L'affaiblissement de la demande en provenance des principaux marchés d'exportation ralentira la croissance en 2012. L'amélioration des liens commerciaux et économiques avec la Chine améliorera toutefois l'économie intérieure à court terme, mais aussi à moyenne et long terme.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Tadjikistan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les entreprises qui font des affaires au Tadjikistan travaillent dans un contexte opérationnel difficile; les antécédents de paiement entre les entreprises locales sont médiocres et les délais de transfert resteront probablement importants. Le Tadjikistan est un pays à faible revenu admissible au financement soutenable, fortement tributaire de l'aide étrangère pour financer ses besoins de financement. La mauvaise gestion économique est criante. Le somoni continuera de s'apprécier à mesure que les envois de fonds de la Russie se redresseront. L'accès aux monnaies fortes est très limité et la couverture des importations est faible.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Tanzania****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement, mais préférence accordée aux LCI

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

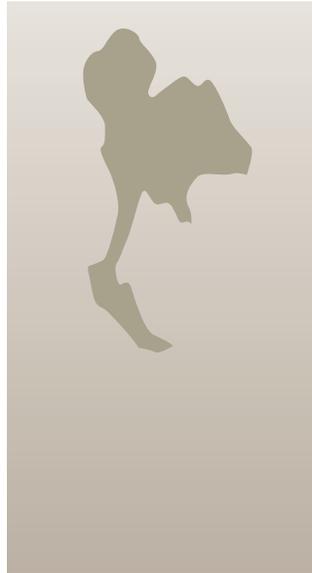
Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les dépenses en infrastructure continueront en 2012 avec l'aide du soutien du FMI. Le Fonds s'inquiète des dépassements budgétaires. Les déficits du compte courant persistent malgré les cours records de l'or. Un affaiblissement de la monnaie est probable en cas de renversement des prix de l'or. Il faut s'attendre à des retards de paiement. Les perspectives politiques sont assez stables, vu la domination du parti au pouvoir, mais des frictions pourraient se faire sentir. Certains projets du secteur minier ont été controversés, pour des raisons politiques, environnementales ou liées aux droits de la personne.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Thaïlande****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les élections non violentes et la transition du pouvoir en douceur sont de bon augure pour la confiance des entreprises à court terme. Les plans populistes du nouveau gouvernement visant à assouplir l'accès au crédit, à bonifier les programmes sociaux et à développer les infrastructures profiteront à l'économie intérieure, mais vont à l'encontre des efforts de la banque centrale en vue de réduire l'inflation. La croissance du crédit, surtout dans le contexte de l'affaiblissement de la demande des principaux marchés à l'exportation, se modérera. L'accès aux liquidités en monnaies étrangères reste bon avec des réserves de change de 179 G USD.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Trinité-et-Tobago****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

Les secteurs non énergétiques sont faibles et la fragilisation persistante de la situation budgétaire ralentit les efforts de diversification. Les réserves internationales sont élevées, mais le pays dépend fortement des exportations de produits de base, ce qui pose un risque pour les revenus potentiels et, par conséquent, la trésorerie. Un nouveau leadership à la Trinité-et-Tobago a donné l'espoir de réduire la corruption et les luttes politiques internes, mais il y a encore beaucoup de pain sur la planche avant de relever les défis que posent le déclin de la production de pétrole et de gaz. La criminalité liée à la drogue est de plus en plus préoccupante.

**Tunisie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas.

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

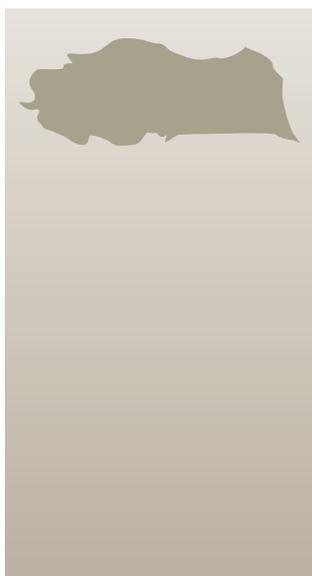
(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance, le commerce, le tourisme et les flux de capitaux ne se remettront pas de la révolution de janvier et de la crise libyenne cette année. Les grèves en cours dans le secteur minier et l'incertitude de l'environnement politique ont durement frappé les exportations et l'IDE. Le déficit du compte courant se creuse, mais la dette extérieure et la dette publique restent acceptables. Des élections à l'assemblée constitutionnelle auront lieu en octobre, mais des élections présidentielles et parlementaires n'auront pas lieu avant la fin de 2012, au plus tôt.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Turquie****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

Les craintes de surchauffe, y compris des pressions inflationnistes, inciteront les autorités budgétaires et monétaires à serrer la vis d'ici la fin de 2011. Les résultats économiques supérieurs aux cibles ont été une bénédiction pour les revenus de l'État, mais la politique budgétaire de plus en plus procyclique accentuera encore plus les pressions sur les prix et les entrées de capitaux. L'AKP a obtenu un troisième mandat lors des récentes élections, ce qui signifie la continuité des politiques à l'avenir et la poursuite des politiques favorables aux entreprises.

**Turkménistan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, forte préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées sous réserves de solides facteurs d'atténuation

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les perspectives économiques sont solides, grâce aux dépenses publiques plus élevées, aux conditions extérieures favorables et aux réserves en hydrocarbures inexploitées. Les risques commerciaux demeurent cependant très élevés, à cause de la corruption endémique, du régime fiscal onéreux, des problèmes de conversion des devises et de la participation très envahissante du gouvernement dans l'économie. Malgré la croissance des revenus énergétiques, le profil du risque souverain est assombri par le manque de transparence et l'approche centralisée de la gestion économique.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Ouganda****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

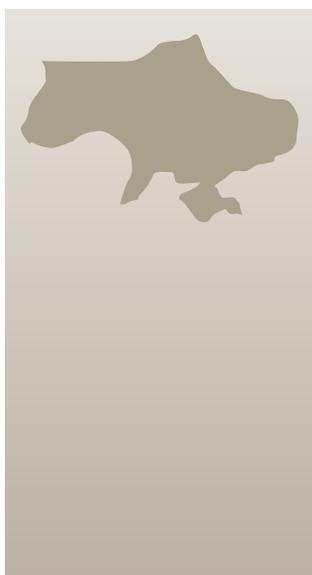
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

L'IDE et l'appui des donateurs aident à financer le compte courant. Le déficit du compte courant se creusera à l'avenir, à cause de la reprise de l'économie intérieure. Les réserves de change couvrent cinq mois d'importations et, comme les transferts rebondissent, la monnaie ne devrait pas s'affaiblir. Il y a eu un peu d'agitation politique, mais la stabilité globale devrait persister à court terme. L'environnement politique à moyen et long terme en Ouganda sera façonné par la manière dont le gouvernement fait face à une opposition politique accrue.

**Ukraine****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Restrictions, facteurs d'atténuation des risques à l'étranger exigés

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

L'économie continue de se remettre, appuyée par le regain de la demande intérieure et l'amélioration des conditions de crédit. La détérioration de la situation en Europe pèse cependant sur les perspectives, et le secteur bancaire reste vulnérable. Les niveaux de la dette publique restent acceptables, mais la viabilité des finances publiques dépend de nouvelles réformes structurelles de grande envergure. L'accès du gouvernement aux marchés financiers a été rétabli, mais le soutien continu du FMI est crucial pour la monnaie et les perspectives de viabilité de la dette.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Émirat arabes unis****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, de préférence avec une garantie du ministère des Finances

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les cotes sont inchangées pour l'ensemble de la fédération des EAU. Abu Dhabi, l'émirat riche en pétrole, reste en excellente forme économique, mais les risques pour les entités commerciales de Dubaï demeurent élevés. Les réserves de change des EAU se situent à 33 G USD. Il y a peu de pressions populaires en faveur d'une réforme politique, et un grand changement politique est très improbable à court terme.

**Royaume-Uni****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

**(O)** – Neutre

**Questions économiques et financières**

La croissance économique britannique reste faible et les incidences économiques des mesures d'austérité inquiètent. En octobre 2010, le R.-U. a annoncé les plus fortes baisses des dépenses de toute l'histoire britannique, de l'ordre de 81 G GBP au cours des quatre prochaines années, ce qui pourrait peser sur la croissance. Les conditions de financement restent médiocres, et de nombreuses petites et moyennes entreprises signalent avoir du mal à obtenir du crédit. Les antécédents de paiement sont toutefois généralement assez bons, et il n'y a que quelques rapports négatifs.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**États-Unis****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles

**Assurance risques politiques**

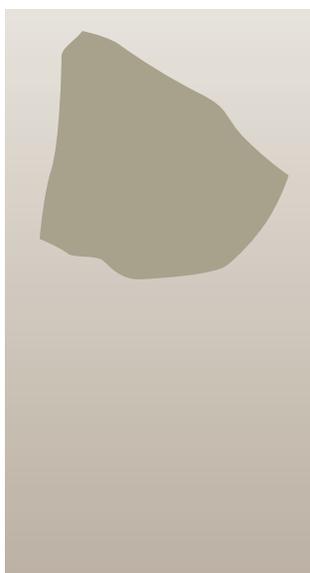
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(+) – POS

**Questions économiques et financières**

La croissance économique américaine a été plus faible que prévu; les consommateurs hésitent encore à dépenser à cause de la mollesse du marché du logement et des prix de l'immobilier, qui continuent de décliner. Néanmoins, les entreprises américaines s'en tirent exceptionnellement bien : les bénéfices des sociétés ont atteint un sommet inégalé de 1,9 B USD au 1T2011 et les sociétés détiennent des liquidités d'un peu moins de 1 B USD. Les antécédents de paiement aux É.-U. sont positifs et se sont améliorés récemment à cause des résultats spectaculaires des entreprises américaines.

**Uruguay****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Le gouvernement vise à réformer le secteur public et la politique économique afin de réduire les vulnérabilités financières à moyen et long terme, y compris une dédollarisation accrue. Les antécédents de paiement sont appuyés actuellement par un environnement économique stable et des liquidités élevées. Il faut s'attendre à une certaine volatilité de la monnaie à cause de l'incertitude de la demande mondiale. La dollarisation élevée de l'économie devrait cependant inciter les autorités à empêcher les entreprises d'essayer des pertes nettes.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Ouzbékistan****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, préférence accordée aux LCI, mais d'autres modalités peuvent être envisagées

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les vulnérabilités macroéconomiques persisteront à cause de la dépendance envers les produits de base et du manque de diversification. Les risques de crédit restent élevés à cause de la participation envahissante du gouvernement dans l'économie, du régime fiscal onéreux et de la corruption extrêmement élevée. Les contrôles de change et des importations sont très restrictifs, et la convertibilité de la monnaie est problématique. La dette de l'État est faible et le petit déficit budgétaire prévu en 2011 permettra d'effectuer quelques investissements très nécessaires dans les infrastructures.

**Venezuela****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement; certaines restrictions s'appliquent.

**Financement à moyen ou à long terme**

Restrictions

**Assurance risques politiques**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

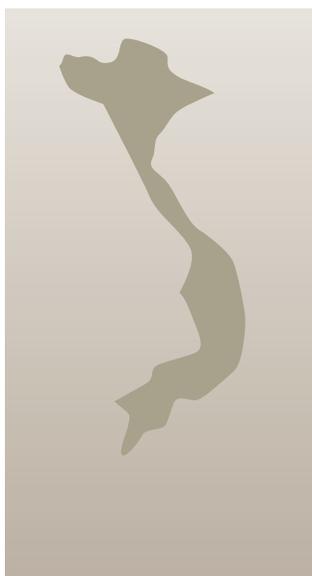
(Ø) – Prudence

**Questions économiques et financières**

En janvier 2011, le gouvernement a dévalué la monnaie pour une deuxième fois en deux ans, ce qui a entraîné des coûts supplémentaires pour les entreprises qui veulent avoir accès à des USD. Bien que l'accessibilité aux USD se soit améliorée temporairement, l'offre à moyen et long terme devrait rester comprimée sur tous les marchés des dollars (SITME, CADIVI). Chavez a élargi et accéléré la mise en œuvre de politiques nationalistes et sa position envers le secteur privé demeure ambiguë.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Vietnam****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Assurance risques politiques**

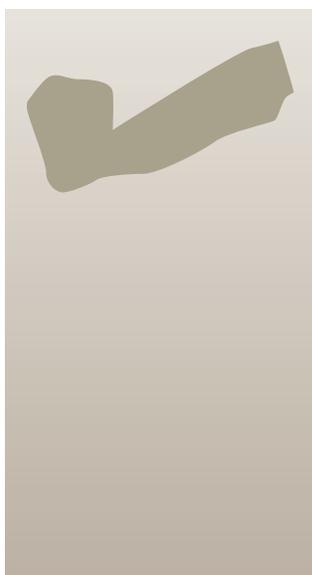
Nouveaux engagements possibles, au cas par cas

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

(O) – Neutre

**Questions économiques et financières**

Les autorités ont toujours du mal à gérer les vulnérabilités macroéconomiques. Les tentatives de ralentir la montée de l'inflation ou de réduire le déficit commercial et budgétaire se poursuivent, mais ne donnent pas de résultats concrets. Le dong continuera de subir des pressions à la baisse, malgré les multiples dévaluations. Les antécédents de paiement se dégraderont en 2011 et en 2012 et le resserrement du crédit exercera des pressions supplémentaires sur les petites entreprises. Les liquidités en monnaies étrangères sont limitées (13,5 G USD à la fin de mai) et la couverture des importations n'est que de cinq à sept semaines.

**Yémen****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Aucun engagement possible

**Financement à moyen ou à long terme**

Aucun engagement possible

**Assurance risques politiques**

Aucun engagement possible

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Le pays est encore aux prises avec une crise de la gouvernance, les groupes d'opposition se confrontant toujours au président, en convalescence en Arabie saoudite, après une tentative d'assassinat en juin. Les groupes armés exploitent le vide de la sécurité. Les exportations de pétrole et de gaz ont continué, mais les approvisionnements locaux ont été perturbés pendant des mois par une attaque contre un oléoduc. Les réserves de change ont probablement descendu sous 5 G USD et continueront de baisser. Le FMI juge élevé le risque de surendettement et la capacité d'effectuer des paiements extérieurs a diminué.

**1.0 Sommaire****2.0 Prévisions régionales****3.0 Prévisions sectorielles****4.0 Prévisions provinciales****5.0 Annexe**5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Zambia****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Nouveaux engagements possibles, au cas par cas, pour toutes les modalités de paiement

**Financement à moyen ou à long terme**

Les critères du FMI et les principes du financement soutenable s'appliquent.

**Assurance risques politiques**

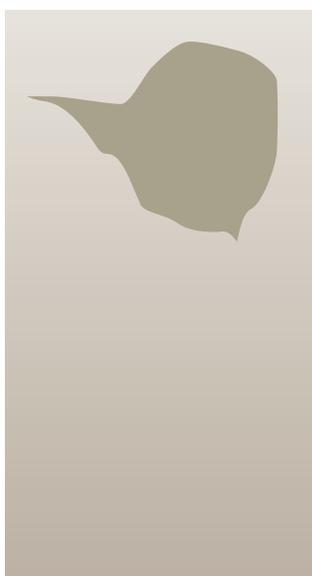
Nouveaux engagements possibles

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Le raffermissement des revenus tirés du cuivre (à cause des prix) a contribué à la reprise des exportations. Le FMI a félicité le comportement de la Zambie en vertu du programme actuel tout au long du ralentissement mondial. Les réserves de change représentent environ cinq mois de couverture des importations. Les prix élevés du cuivre et de l'or appuient la monnaie, mais un affaiblissement ne peut être écarté. Le parti au pouvoir et le président resteront probablement en selle, ce qui assurera la continuité des politiques. La Zambie reste une destination clé des investissements dans le secteur minier.

**Zimbabwe****Produits d'EDC****Assurance comptes clients**

Sans couverture

**Financement à moyen ou à long terme**

Sans couverture

**Assurance risques politiques**

Sans couverture

**Antécédents de paiement d'EDC en 2010**

Pas d'information

**Questions économiques et financières**

Les réserves de change sont dangereusement faibles à 8 M USD, d'après les dernières statistiques pour la fin de 2010. Les déficits du compte courant sont énormes. Les retards de paiement sont courants. Les IFI doivent se réengager pour éliminer les arriérés. Le Zimbabwe est dans une période de transition politique et les risques politiques (y compris la violence politique) devraient s'intensifier en 2012. Les perspectives à moyen et long terme dépendent de la manière dont s'effectuera la succession après le départ prévu du président Mugabe d'ici un à trois ans.

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

## 5.2 Risques de non-paiement

## Amérique latine

## Risques de non-paiement à court terme



## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

**Antilles****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Asie-Pacifique****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Europe centrale****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Europe occidentale****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

**Ex-URSS****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

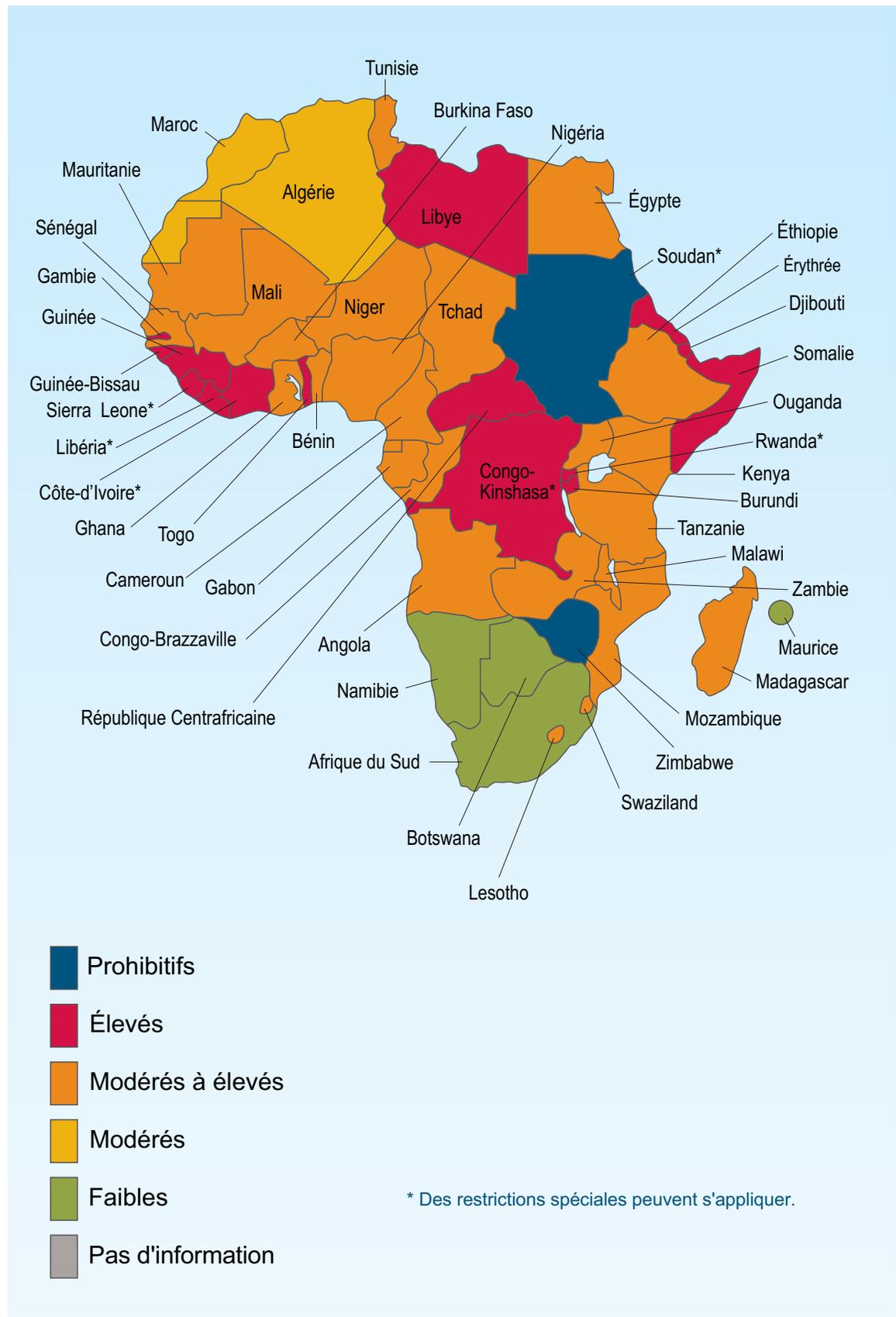
## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

**Afrique****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

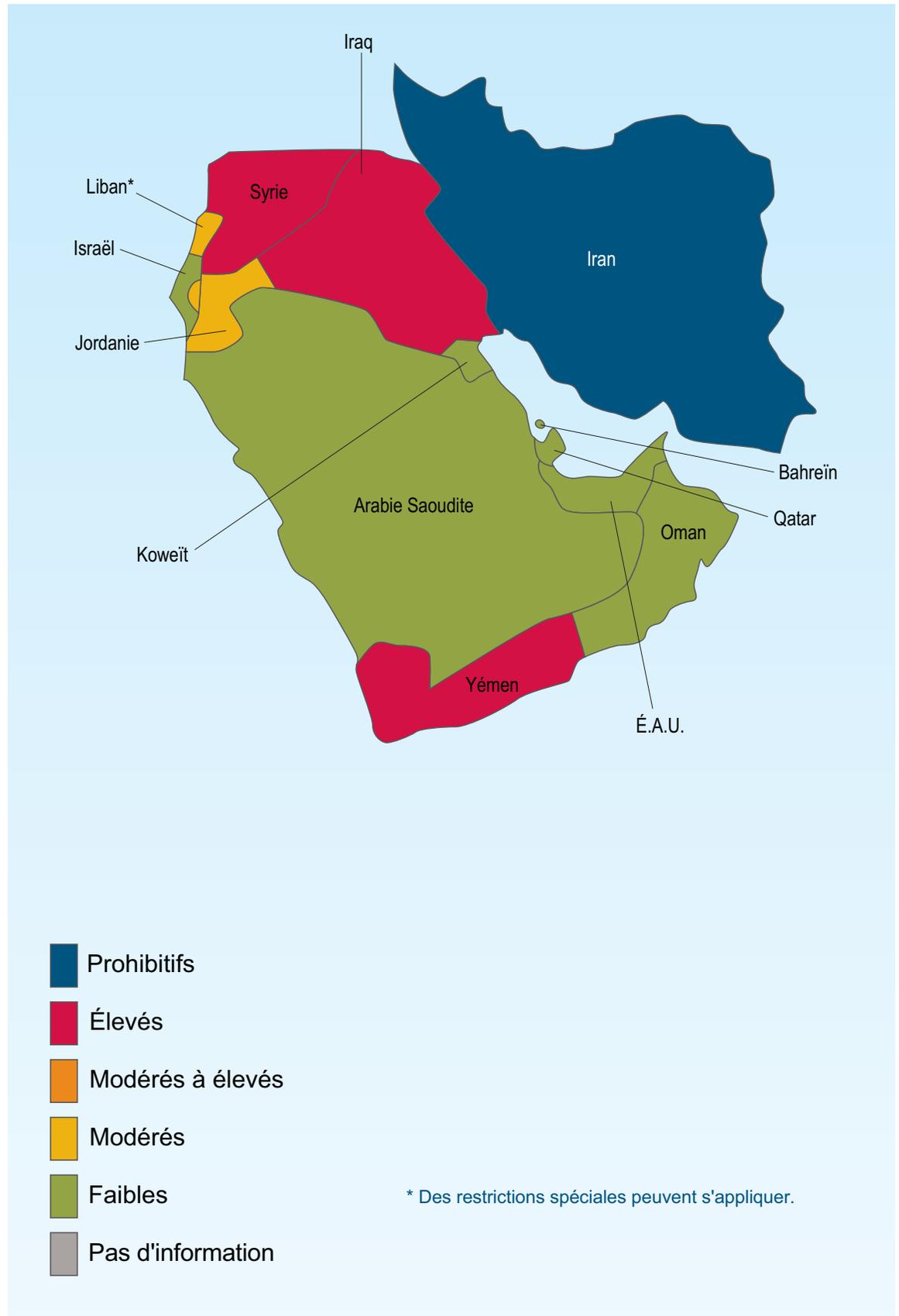
## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Moyen-Orient****Risques de non-paiement à court terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Amérique latine****Risques de non-paiement à moyen et à long terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

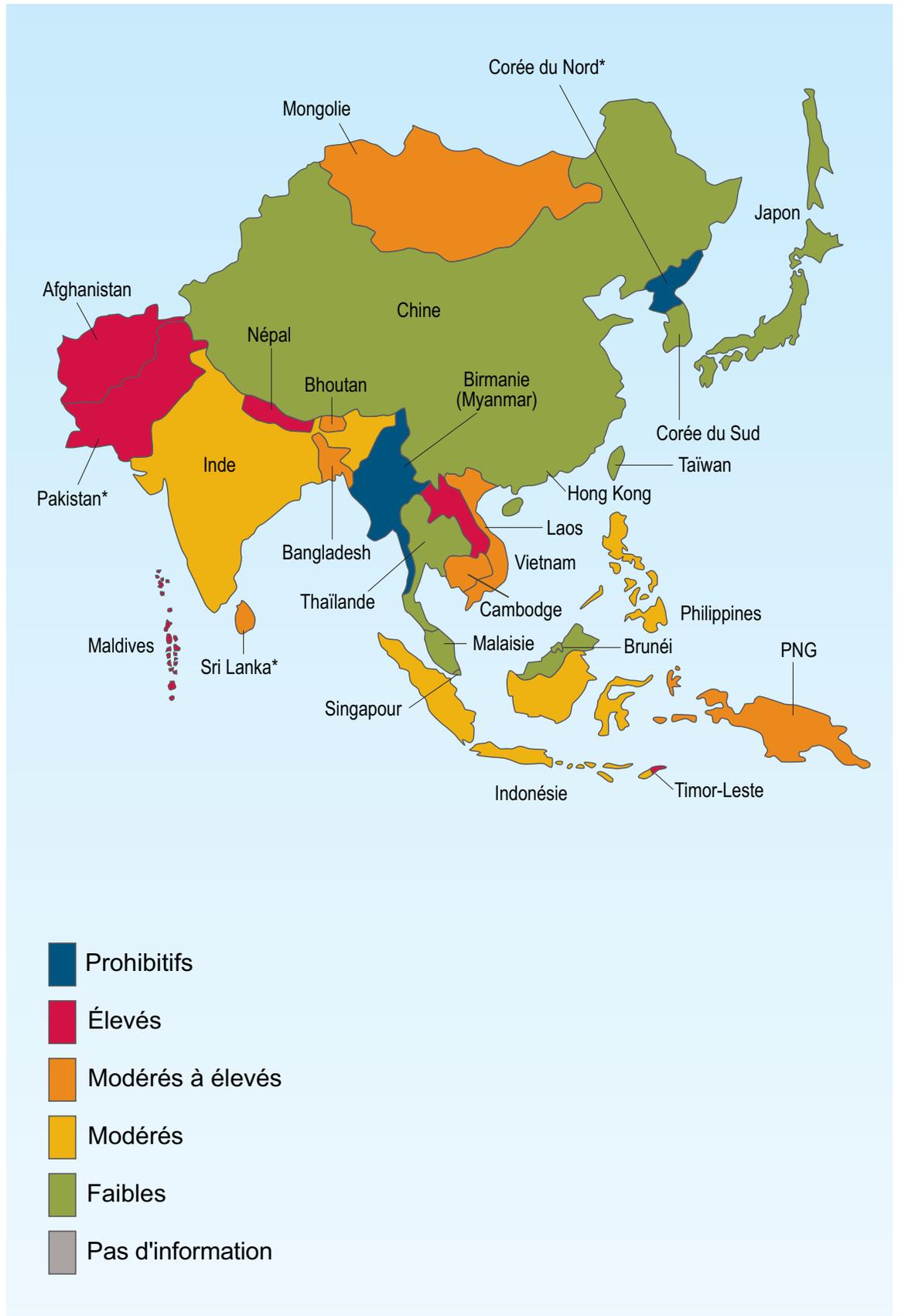
5.2 Risques de non-paiement

**Antilles****Risques de non-paiement à moyen et à long terme**

- 1.0 Sommaire
- 2.0 Prévisions régionales
- 3.0 Prévisions sectorielles
- 4.0 Prévisions provinciales
- 5.0 Annexe
  - 5.1 Antécédents et position d'EDC
  - 5.2 Risques de non-paiement

## Asie-Pacifique

### Risques de non-paiement à moyen et à long terme



## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

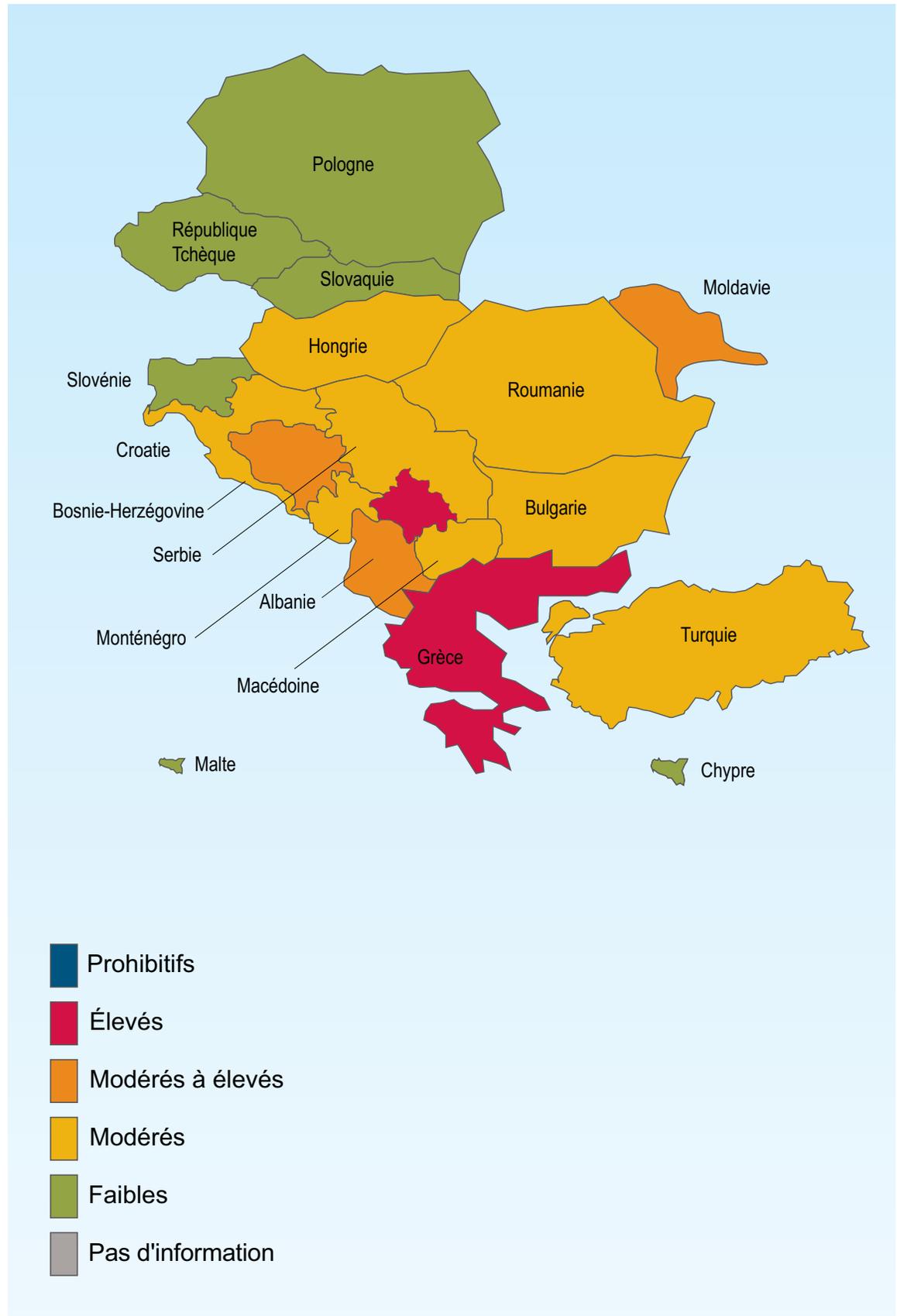
## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Europe centrale****Risques de non-paiement à moyen et à long terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

**Europe occidentale****Risques de non-paiement à moyen et à long terme**

## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

5.2 Risques de non-paiement

**Ex-URSS****Risques de non-paiement à moyen et à long terme**



## 1.0 Sommaire

## 2.0 Prévisions régionales

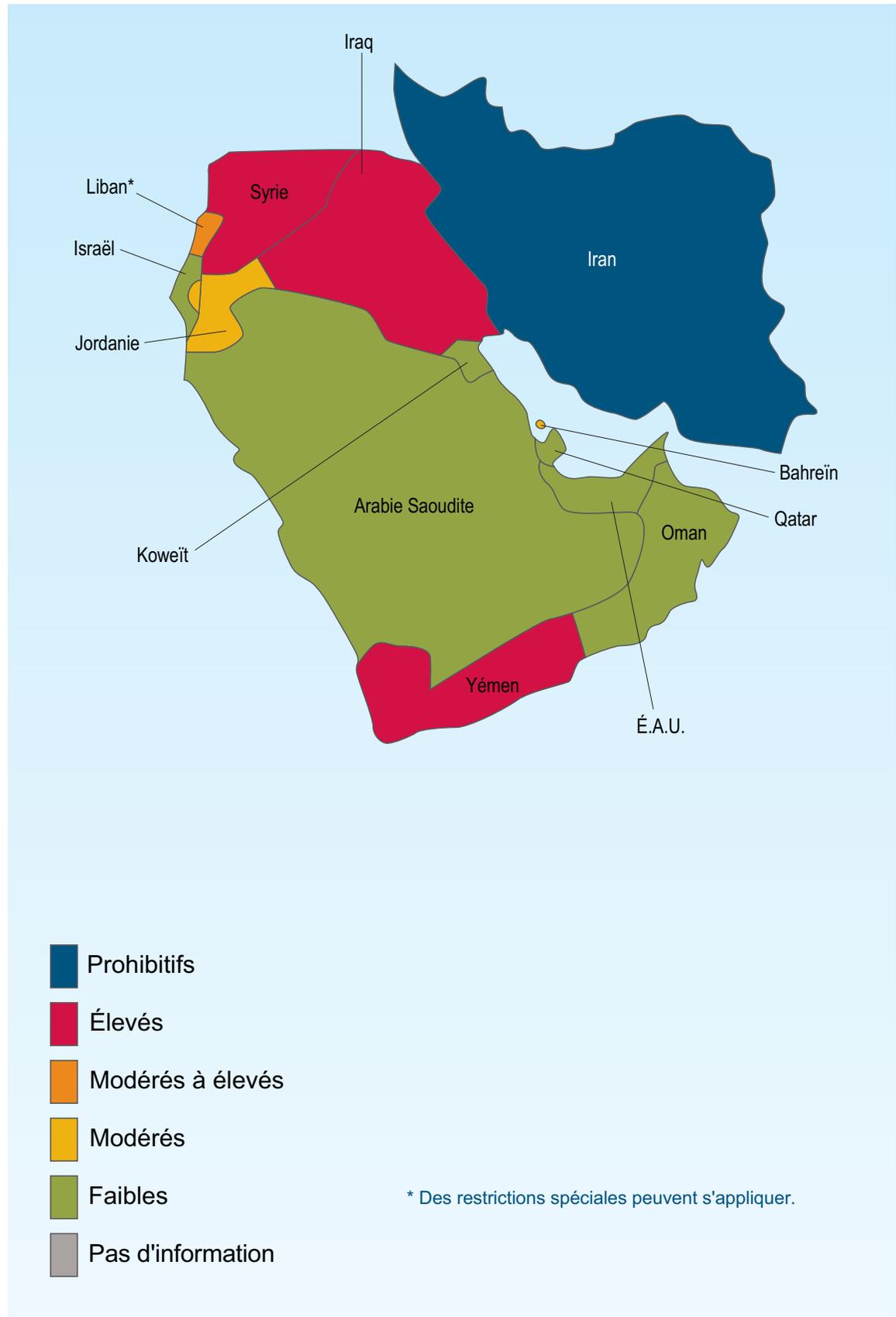
## 3.0 Prévisions sectorielles

## 4.0 Prévisions provinciales

## 5.0 Annexe

5.1 Antécédents  
et position d'EDC

## 5.2 Risques de non-paiement

**Moyen-Orient****Risques de non-paiement à moyen et à long terme**

<b>1.0 Sommaire</b>
<b>2.0 Prévisions régionales</b>
<b>3.0 Prévisions sectorielles</b>
<b>4.0 Prévisions provinciales</b>
<b>5.0 Annexe</b>
5.1 Antécédents et position d'EDC
5.2 Risques de non-paiement

## Autres documents produits par les Services économiques d'EDC

### [Moniteur des Exportations](#)

Il s'agit d'une publication mensuelle qui surveille les tendances récentes des exportations canadiennes par industrie et par marché géographique. Il évalue les principales prévisions des exportations d'EDC, qui paraissent deux fois l'an.

### [L'Analyste des produits de base](#)

L'Analyste des produits de base est un rapport hebdomadaire des activités sur les principaux marchés des produits de base. Le rapport offre les perspectives à court terme ainsi que des graphiques et des tableaux qui montrent les tendances les plus récentes.

### [Suivi des produits de base](#)

Suivi des produits de base est un rapport hebdomadaire des cours des produits de base et d'indicateurs économiques liés à l'activité sur les marchés des produits de base les plus pertinents pour les exportateurs canadiens.

### [Propos de la semaine par Peter G. Hall](#)

Brefs commentaires sur le dossier économique chaud de la semaine

Aperçu économique et politique (profils-pays)

[Canada - Aperçu du pays](#)

[É.-U. - Aperçu du pays](#)

[Brésil - Aperçu du pays](#)

[Mexique - Aperçu du pays](#)

[Chine - Aperçu du pays](#)

[Inde - Aperçu du pays](#)

[Russie - Aperçu du pays](#)

Évaluation valable à la date de diffusion, sous réserve de modifications ultérieures. Vérifiez la situation actuelle auprès des Services économiques d'EDC.

Pour de plus amples renseignements, veuillez visiter la page des [Services économiques d'EDC](#).